

JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

Philippe MACHENAUD-JACQUER
Mail : philippe.machenaud@mail.pf

PARAISANT LE JEUDI

Matahiti 160 N° 38	TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI	Mahana 22 no Tetepa 2011
-----------------------	---	-----------------------------

IMPRIMERIE OFFICIELLE — 43, rue des Poilus-Tahitiens - BP 117 - 98713 PAPEETE — Tél. : 50 05 80 - Télécopieur (Fax) : 50 05 85

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

Pages

Arrêté n° HC 1349 du 7 septembre 2011 portant attribution du complément au titre de la dotation globale d'autonomie au profit de la Polynésie française pour l'année 2011, programme 123, action 06, sous-action 12, article 78. 5019

Arrêté n° HC 291 DRHME/BRHT/RT du 9 septembre 2011 portant délégation de signature au colonel Patrick Valentini, commandant de la gendarmerie pour la Polynésie française 5019

Arrêté n° HC 298 DRHME/BRHT/RT du 16 septembre 2011 modifiant l'arrêté n° HC 25 DRHME/BRHT/RT du 24 janvier 2011 portant délégation de signature à M. Nicolas Mouy, directeur de l'ingénierie publique et des affaires communales. 5021

EXTRAITS

Arrêté n° HC 6-11 SAITG du 12 septembre 2011 portant attribution à la commune de Anaa d'une subvention de 10 727 586 F CFP, soit 89 897,17 euros sur le budget de l'Etat, ministère 209 intérieur, outre-mer, collectivités territoriales et d'immigration, programme 119, action 01, sous-action 06 "Dotation d'équipement des territoires ruraux", pour permettre la réalisation de l'opération "Agandissement et aménagement d'un hangar technique à Anaa" 5022

Arrêté n° HC 7-11 SAITG du 12 septembre 2011 portant attribution à la commune de Reao d'une subvention de 10 315 586 F CFP, soit 86 444,61 euros sur le budget de l'Etat, ministère 209 intérieur, outre-mer, collectivités territoriales et d'immigration, programme 119, action 01, sous-action 06 "Dotation d'équipement des territoires ruraux", pour permettre la réalisation de l'opération "Aménagement du village de Tupuarava à Reao, 3e tranche de murets" 5022

Arrêté n° HC 8-11 SAITG du 12 septembre 2011 portant attribution à la commune de Reao d'une subvention de 5 000 000 F CFP, soit 41 900 euros sur le budget de l'Etat, ministère 209 intérieur, outre-mer, collectivités territoriales et d'immigration, programme 119, action 01, sous-action 06 "Dotation d'équipement des territoires ruraux", pour permettre la réalisation de l'opération "Aménagement du village de Marautagaroa à Pukarua, 1re tranche de murets" 5022

Arrêté n° HC 9-11 SAITG du 14 septembre 2011 portant attribution à la commune de Tatakoto d'une subvention de 10 000 000 F CFP, soit 83 800 euros sur le budget de l'Etat, ministère 209 intérieur, outre-mer, collectivités territoriales et d'immigration, programme 119, action 01, sous-action 06 "Dotation d'équipement des territoires ruraux", pour permettre la réalisation de l'opération "Aménagement du village de Tumukuru, 3e tranche". 5022

Arrêté n° HC 10-11 SAITG du 14 septembre 2011 portant attribution à la commune de Tatakoto d'une subvention de 2 000 000 F CFP, soit 16 760 euros au titre du programme 123 "Conditions de vie outre-mer", action 02, sous-action 04, catégorie 63 du ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales, pour permettre la réalisation de l'opération "Aménagement du village de Tumukuru, 3e tranche". 5023

ACTES PRIS CONJOINTEMENT (ETAT/POLYNESIE FRANÇAISE)

Convention d'application n° 258-11 du 5 septembre 2011 entre l'Etat, la Polynésie française et l'Office polynésien de l'habitat (OPH) finançant les études relatives à l'opération "BO 47 Fariipiti" (commune de Papeete) inscrite à la programmation 2011 dans le cadre de la convention d'exécution relative au volet "Logement social". (Extraits) . . .	5023
Convention d'application n° 259-11 du 5 septembre 2011 entre l'Etat, la Polynésie française et l'Office polynésien de l'habitat (OPH) finançant les travaux relatifs à l'opération "Pont et travaux connexes du domaine Labbé" (commune de Pirae) inscrite à la programmation 2010 dans le cadre de la convention d'exécution relative au volet "Logement social". (Extraits)	5024
Convention d'application n° 267-11 du 9 septembre 2011 entre l'Etat, la Polynésie française et la commune de Fangatau finançant l'opération de traitement des déchets dénommée "Mise en œuvre de la gestion des déchets ménagers sur Fakahina, phase 1" dans le cadre de la convention d'exécution relative au volet "Environnement". (Extraits) .	5024
Convention n° 269 -11 du 14 septembre 2011 relative aux conditions d'emploi des volontaires du service civique en Polynésie française	5025
Avenant n° 257-11 du 2 septembre 2011 à la convention d'application n° 12-11 du 20 janvier 2011 entre l'Etat et la Polynésie française finançant l'action 1.5 " Former des professionnels de santé", programmation 2010, tranche 2, dans le cadre de la convention d'exécution relative au volet "Santé". (Extraits).	5027

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

ACTES DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

Délibérations de l'assemblée de la Polynésie française ou de la commission permanente

Délibération n° 2011-47 APF du 9 septembre 2011 portant approbation du compte financier de l'exercice 2010 de l'Institut de la jeunesse et des sports de la Polynésie française (IJSPF) et affectation de son résultat	5029
Délibération n° 2011-48 APF du 9 septembre 2011 portant approbation du compte administratif de l'exercice 2010 du Conseil économique, social et culturel et affectation de son résultat	5065
Délibération n° 2011-49 APF du 9 septembre 2011 portant approbation du compte financier de l'exercice 2010 de l'Agence tahitienne de presse et affectation de son résultat.	5069

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

Erratum à la publication de l'arrêté n° 1364 CM du 6 septembre 2011 portant autorisation de l'échange sans soulte dans le cadre des travaux de réalisation de la 2e tranche de la route des Plaines et de ses ouvrages annexes, entre un ensemble foncier de 14 582 m2 situé dans la commune de Punaauia appartenant à la Polynésie française et un ensemble foncier de 16 338 m2 appartenant à la commune de Punaauia. (JOPF n° 37 du 15 septembre 2011, page 4938).	5097
---	------

ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

Présidence

Arrêté n° 2645 PR du 12 septembre 2011 relatif à l'exercice des attributions du ministre de l'environnement, de l'énergie et des mines	5097
Arrêté n° 2652 PR du 13 septembre 2011 portant délégation de signature à M. Bruno Peaucellier, chef du service des relations internationales, et portant délégation de signature à M. Charles Garnier, chef du bureau des affaires européennes	5097
Arrêté n° 2653 PR du 13 septembre 2011 portant modification de l'arrêté n° 1687 PR du 7 avril 2011 relatif aux attributions du ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique	5098
Arrêté n° 2654 PR du 13 septembre 2011 portant modification de l'arrêté n° 1691 PR du 7 avril 2011 relatif aux attributions du ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme	5098

Arrêté n° 2655 PR du 13 septembre 2011 portant habilitation de M. Alberto Romanisio en qualité d'agent spécial de la société AGA International 5099

Arrêté n° 2675 PR du 20 septembre 2011 portant nomination de M. Raymond Chin Foo en qualité de directeur de cabinet auprès du ministre de la santé et de la solidarité, en charge de la protection sociale généralisée 5099

EXTRAITS

Arrêté n° 2646 PR du 12 septembre 2011 portant octroi d'une aide au titre de la dotation pour le développement de l'agriculture à M. Frantz Kaleb Kala'i Selam 5100

Ministère de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi

Arrêté n° 6172 MEF du 12 septembre 2011 proclamant les résultats de l'examen professionnel pour l'accès au grade d'adjoint d'éducation artistique de 2^e classe du cadre d'emplois des adjoints d'éducation artistique de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2009 5100

Arrêté n° 6173 MEF du 12 septembre 2011 proclamant les résultats de l'examen professionnel pour l'accès au grade de rédacteur chef du cadre d'emplois des rédacteurs de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2009 5101

Arrêté n° 6179 MEF du 13 septembre 2011 proclamant les résultats de l'examen professionnel pour l'accès au grade de technicien chef du cadre d'emplois des techniciens de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2009 5101

Arrêté n° 6193 MEF/PEL du 13 septembre 2011 portant date d'ouverture et organisation matérielle d'un examen professionnel pour l'accès au grade d'ingénieur en chef de 1^{re} catégorie de 2^e classe du cadre d'emplois des ingénieurs de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2010 5102

Arrêté n° 6194 MEF/PEL du 13 septembre 2011 portant date d'ouverture et organisation matérielle d'un examen professionnel pour l'accès au grade de conseiller d'éducation artistique principal du cadre d'emplois des conseillers d'éducation artistique de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2009 5103

Arrêté n° 6195 MEF/PEL du 13 septembre 2011 portant date d'ouverture et organisation matérielle d'un examen professionnel pour l'accès au grade de conseiller socio-éducatif principal du cadre d'emplois des conseillers socio-éducatifs de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2009 5104

Arrêté n° 6238 MEF/PEL du 14 septembre 2011 portant date d'ouverture et organisation matérielle d'un examen professionnel pour l'accès au grade de rédacteur chef du cadre d'emplois des rédacteurs de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2010 5105

Arrêté n° 6278 MEF/PEL du 15 septembre 2011 portant date d'ouverture et organisation matérielle d'un examen professionnel pour l'accès au grade d'adjoint d'éducation artistique de 2^e classe du cadre d'emplois des adjoints d'éducation artistique de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2010 5106

EXTRAITS

Arrêté n° 6279 MEF du 15 septembre 2011 portant dérogation de caractère temporaire au principe du repos dominical en faveur du GIE Tahiti Tourisme dans le cadre du salon du tourisme 2011 5107

Ministère de l'équipement et des transports terrestres

EXTRAITS

Arrêté n° 6129 MET du 9 septembre 2011 portant déconsignation d'une partie de l'indemnité versée à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres Kiritaga 2 (plan n° 4), Hurihaga-Take Take (plan n° 5) et Hurihaga-Kura (plan n° 6) nécessaires à l'extension de l'aérodrome de Pukarua 5107

Arrêté n° 6130 MET du 9 septembre 2011 portant déconsignation d'une partie de l'indemnité versée à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres Kiritaga 2 (plan n° 4), Hurihaga-Take Take (plan n° 5) et Hurihaga-Kura (plan n° 6) nécessaires à l'extension de l'aérodrome de Pukarua 5107

Arrêté n° 6131 MET du 9 septembre 2011 portant déconsignation d'une partie des indemnités d'expropriation versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Takuarofa (plan n° 19) nécessaire à l'extension de l'aérodrome de Tureia dans l'archipel des Tuamotu 5108

Arrêté n° 6132 MET du 9 septembre 2011 portant déconsignation d'une partie des indemnités d'expropriation versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Takuarofa (plan n° 19) nécessaire à l'extension de l'aérodrome de Tureia dans l'archipel des Tuamotu	5108
Arrêté n° 6133 MET du 9 septembre 2011 portant déconsignation d'une partie des indemnités d'expropriation versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Takuarofa (plan n° 19) nécessaire à l'extension de l'aérodrome de Tureia dans l'archipel des Tuamotu	5108
Arrêté n° 6134 MET du 9 septembre 2011 portant déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres Kiritaga 2 (plan n° 4), Hurihaga-Take Take (plan n° 5) et Hurihaga-Kura (plan n° 6) nécessaires à l'extension de l'aérodrome de Pukarua	5108
Arrêté n° 6135 MET du 12 septembre 2011 portant abrogation de l'arrêté n° 2340 MUT du 4 juin 2009 autorisant l'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public fluvial sis dans la commune de Mahina, au profit de Mme Betty Taputuarai	5108
Arrêté n° 6138 MET/DTT du 12 septembre 2011 portant délivrance de la licence n° 1-003, rattachée à l'autorisation d'exercer l'activité d'entrepreneur de véhicule de remise n° 003-VR/DV-01/11 sur l'île de Tahiti, à la SA Tahiti Nui Travel	5108
Arrêté n° 6252 MET/DTT du 15 septembre 2011 pris en application de l'article 19 de la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée, et portant retrait définitif de la licence de transport touristique n° 01B 49T délivrée à la SARL Fenua Tours sur l'île de Tahiti	5108
Arrêté n° 6253 MET/DTT du 15 septembre 2011 portant suspension provisoire de la licence de transport touristique n° 25C délivrée à Mme Remuna Tanihia épouse Teriipaia pour l'île de Tahaa	5108

Ministère des ressources marines

EXTRAITS

Arrêté n° 6235 MRM du 14 septembre 2011 accordant à M. Teatanuioputio François Emile Duchek le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française	5109
---	------

Ministère de l'éducation, de la jeunesse et des sports

Arrêté n° 6223 MEJ du 13 septembre 2011 portant délégation de signature à Mme Maeva Salmon, déléguée de la Polynésie française	5109
--	------

Ministère de l'aménagement et du logement

EXTRAITS

Arrêté n° 6137 MAA du 12 septembre 2011 portant affectation de trois parcelles dépendant de la terre Propriété Labbé - Moemoe 1, lot A, B et C, cadastrée commune de Pirae, section I n° 180, n° 181 et n° 182, au profit de la direction de l'enseignement primaire	5110
Arrêté n° 6229 MAA du 14 septembre 2011 autorisant le prêt d'une fabrique de glace paillette au profit de la coopérative Avei de Vaipée de Ua Huka	5110
Arrêté n° 6236 MAA.AU.UOC du 14 septembre 2011 autorisant un délai supplémentaire pour l'achèvement des travaux de viabilisation du lotissement Te Tavake Village - 4e tranche de 50 lots sis à Punaauia.	5110

Ministère de la santé et de la solidarité

Arrêté n° 6228 MSS du 14 septembre 2011 fixant le nombre de bourses allouées aux étudiants infirmiers de deuxième année du dispositif Licence-master-doctorat au titre de l'année scolaire 2011-2012	5111
Arrêté n° 6237 MSS du 14 septembre 2011 fixant le nombre de bourses de formation allouées aux étudiants de l'école de sages-femmes de Papeete (année universitaire 2011-2012)	5111

EXTRAITS

Arrêté n° 6230 MSS du 14 septembre 2011 portant autorisation provisoire d'ouverture et d'exploitation de l'établissement Cuisine centrale de Unaa	5112
---	------

Arrêté n° 6231 MSS du 14 septembre 2011 portant autorisation provisoire d'ouverture et d'exploitation de l'établissement Teapehu - Séverine Moea	5112
Arrêté n° 6232 MSS du 14 septembre 2011 portant autorisation provisoire d'ouverture et d'exploitation de l'établissement Roulotte Bernard	5112
Arrêté n° 6233 MSS du 14 septembre 2011 portant autorisation provisoire d'ouverture et d'exploitation de l'établissement Roulotte Harrys	5113
Arrêté n° 6234 MSS du 14 septembre 2011 portant autorisation provisoire d'ouverture et d'exploitation de l'établissement Glaces Mont Blanc.	5113
Arrêté n° 6283 MSS du 15 septembre 2011 portant autorisation provisoire d'ouverture et d'exploitation de l'établissement Laguna Burger	5113
Arrêté n° 6284 MSS du 15 septembre 2011 portant autorisation provisoire d'ouverture et d'exploitation de l'établissement Mai Kai Marina & Yacht Club.	5114

Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la forêt

EXTRAITS

Arrêté n° 6211 MAE du 13 septembre 2011 portant octroi d'une aide au titre de la dotation pour le développement de l'agriculture à M. Tetahina Mooraa	5114
Arrêté n° 6212 MAE du 13 septembre 2011 portant octroi d'une aide au titre de la dotation pour le développement de l'agriculture à Mme Fanny Eliane Tematahotoa veuve Hatitio	5114

ARRETES DU PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

Arrêté n° 91-2011 APF/SG du 12 septembre 2011 portant clôture de la session extraordinaire de l'assemblée de la Polynésie française	5114
Arrêté n° 92-2011 APF/SG du 12 septembre 2011 modifiant l'arrêté n° 69-2011 APF/SG du 23 mai 2011 portant délégation de signature aux responsables des services administratifs de l'assemblée de la Polynésie française .	5115
Arrêté n° 93-2011 APF/SG/SFC du 15 septembre 2011 modifiant l'arrêté n° 8 Pr.APF du 27 janvier 2006 modifié relatif aux modalités de prise en charge des dépenses de télécommunication et d'internet	5115

EXTRAITS

Arrêté n° A 85-2011 APF/SG/SRH du 8 septembre 2011 mettant fin aux fonctions de M. Sougoumar Mayoura en qualité d'assistant du secrétaire général de l'assemblée de la Polynésie française	5116
--	------

ACTES DU CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL ET CULTUREL

Avis n° 110 du 7 septembre 2011 sur le projet de loi du pays portant modification de la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française (refonte du régime applicable aux fonctionnaires civils et militaires détachés auprès de la Polynésie française ou de l'un de ses établissements publics à caractère administratif) et le projet de délibération fixant le régime applicable aux fonctionnaires relevant d'une fonction publique différente de celle de la Polynésie française au sein de la République française et détachés auprès de la Polynésie française ou de ses établissements publics administratifs	5116
--	------

ACTES DES ETABLISSEMENTS PUBLICS

Décision n° 22-11 CHPF/D du 29 juillet 2011 portant nomination d'un sous-régisseur de recettes à la caisse 9 IRM - Scanner	5119
--	------

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Ordonnance n° 2011-1069 du 8 septembre 2011 transposant la décision-cadre 2006/960/JAI du Conseil du 18 décembre 2006 relative à la simplification de l'échange d'informations et de renseignements entre les services répressifs des Etats membres de l'Union européenne. (JORF du 9 septembre 2011)	5119
---	------

Décret du 28 août 2011 portant naturalisation, réintégration, mention d'enfants mineurs bénéficiant de l'effet collectif attaché à l'acquisition de la nationalité française par leurs parents et francisation de noms et prénoms. (JORF du 26 août 2011). (Extraits) **5122**

Décret du 28 août 2011 portant naturalisation, réintégration, mention d'enfants mineurs bénéficiant de l'effet collectif attaché à l'acquisition de la nationalité française par leurs parents et francisation de noms et prénoms. (JORF du 26 août 2011). (Extraits) **5122**

Arrêté interministériel du 8 août 2011 modifiant l'arrêté du 29 septembre 2009 relatif aux caractéristiques techniques de sécurité applicables à la conception, à l'aménagement, à l'exploitation et à l'entretien des infrastructures aéronautiques terrestres utilisées exclusivement par des hélicoptères à un seul axe rotor principal. (JORF du 9 septembre 2011). **5122**

EXTRAITS

Avenant n° HC 5-11 TG du 12 septembre 2011 modifiant l'avenant n° HC 5-10 TG du 16 juillet 2010 à la convention de financement n° HC 4-09 TG du 20 janvier 2009 relative à l'opération "Acquisition de terrains par expropriation de la zone féo du village de Tuuhora" **5123**

ACTES DES AUTORITES TERRITORIALES

Institut d'émission d'outre-mer. — Cours des changes (période du 22 septembre au 5 octobre 2011 inclus). **5124**

Direction de l'équipement. — Etat récapitulatif des autorisations d'extractions d'agrégats délivrées sur l'île de Tahiti pour la période du 22 juin au 2 septembre 2011. **5124**

Service de l'urbanisme. — Etat récapitulatif des autorisations de travaux immobiliers des îles du Vent (Taïarapu-Est, Taïarapu-Ouest et Teva I Uta) pour le mois d'août 2011 **5124**

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces judiciaires et légales. **5127**

Annonces diverses **5130**

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

ARRETE n° HC 1349 du 7 septembre 2011 portant attribution du complément au titre de la dotation globale d'autonomie au profit de la Polynésie française pour l'année 2011, programme 123, action 06, sous-action 12, article 78.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française complétée par la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 ;

Vu le décret n° 2007-422 du 23 mars 2007 relatif aux pouvoirs du haut-commissaire de la République en Polynésie française, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat en Polynésie française ;

Vu la déclaration commune n° 31-10 du 4 février 2010 entre l'Etat et la Polynésie française portant réforme de la dotation globale de développement économique ;

Vu l'article 168 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 ;

Vu l'arrêté n° HC 689 du 13 mai 2011 portant attribution d'une dotation globale d'autonomie au profit de la Polynésie française pour l'année 2011 ;

Vu la mise à disposition d'autorisations d'engagement sur le BOP 123 PF (MADI 0123-D987-D987-n° 2000001605) du 7 janvier 2011 d'un montant de 145 570 388 euros ;

Vu la mise à disposition d'autorisations d'engagement sur le BOP 123 PF (MADI 0123-D987-D987-n° 2000051949) du 1er août 2011 d'un montant de 16 359 728 euros ;

Vu la mise à disposition de crédits de paiement sur le BOP 123 PF (MADI 0123-D987-D987-n° 2000001606) du 7 janvier 2011 d'un montant de 114 010 420 euros ;

Vu le courrier n° 004-11 SGgm en date du 28 janvier 2011 ;

Sur proposition du haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— L'Etat verse à la Polynésie française le complément pour la dotation globale d'autonomie d'un montant de 21 732 480 euros, soit 2 593 374 702 F CFP, au titre de l'exercice 2011.

Art. 2.— Les versements de ce complément, pour l'année 2011, seront effectués selon le rythme défini dans le tableau ci-dessous :

euros	Septembre	Octobre	Novembre	Total
Périodicité des versements	6 640 480	7 546 000	7 546 000	21 732 480
F CFP	Septembre	Octobre	Novembre	Total
Périodicité des versements	792 420 048	900 477 327	900 477 327	2 593 374 702

Art. 3.— L'Etat verse cette dotation globale d'autonomie par imputation sur les crédits du ministère de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration (209), chapitre 123, action 06, sous-action 12, article 78.

Art. 4.— Le haut-commissaire de la République en Polynésie française et le trésorier-payeur général de la Polynésie française sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 septembre 2011.

Pour le haut-commissaire,
par délégation :

*Le secrétaire général
du haut-commissariat,*
Alexandre ROCHATTE.

ARRETE n° HC 291 DRHME/BRHT/RT du 9 septembre 2011 portant délégation de signature au colonel Patrick Valentini, commandant de la gendarmerie pour la Polynésie française.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie

française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française modifiée par l'ordonnance n° 2005-432 du 6 mai 2005 ;

Vu l'ordonnance n° 2000-372 du 26 avril 2000 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en Polynésie française, le décret n° 2001-633 du 17 juillet 2001 et l'arrêté du même jour ;

Vu le décret du 6 février 1950 sur les frais de déplacement des militaires de l'armée de terre en service dans les territoires et départements relevant de la France d'outre-mer, notamment son article 10 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret n° 2005-1611 du 20 décembre 2005 pris pour l'application du statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2007-422 du 23 mars 2007 modifié relatif aux pouvoirs du haut-commissaire de la République, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat en Polynésie française ;

Vu le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;

Vu le décret du 23 décembre 2010 portant nomination de M. Richard Didier, préfet, en qualité de haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu l'ordre de désignation pour servir outre-mer n° 35514 DEF/GEND/SRH/SDGP/BPO/SD du 23 mars 2009 de la direction générale de la gendarmerie nationale concernant l'affectation du colonel Patrick Valentini, en qualité de commandant de la gendarmerie pour la Polynésie française ;

Vu l'ordre de désignation pour servir outre-mer n° 17507 GEND/DPMGN/SDGP/BPO/SD du 15 février 2010 de la direction générale de la gendarmerie nationale concernant l'affectation du lieutenant-colonel (TA) Antoine Sauvan, en qualité de commandant en second du commandement de la gendarmerie pour la Polynésie française ;

Vu l'ordre de désignation n° 13665 GEND/DPMGN/SDGP/BPO/SES du 8 février 2011 de la direction générale de la gendarmerie nationale concernant l'affectation du lieutenant-colonel Christian Potel, en qualité de chef d'état-major du commandement de la gendarmerie pour la Polynésie française ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée au colonel Patrick Valentini, commandant de la gendarmerie pour la Polynésie française, dans la limite de ses attributions, à l'effet de signer les actes suivants :

- l'octroi d'indemnités de transport en cas d'évacuation sanitaire des gendarmes affectés dans les îles et des membres de leur famille ;
- la délivrance et la prorogation des visas touristiques des ressortissants étrangers effectuant leur première touchée ou étant de passage en Polynésie française sans que le séjour ainsi autorisé ne puisse dépasser une durée de trois mois, pour toute la Polynésie française, à l'exception des îles du Vent ;
- la délivrance des visas de régularisation n'excédant pas trois mois à compter de la première touchée pour les touristes provenant d'un pays dépourvu d'une représentation consulaire, pour toute la Polynésie française, à l'exception des îles du Vent ;
- en zone de compétence gendarmerie nationale, les arrêtés d'immobilisation et de mise en fourrière prévus à l'article L. 325-1-2 du code de la route.

Art. 2.— En cas d'absence ou d'empêchement du colonel Patrick Valentini, la délégation définie à l'article 1er sera exercée dans les mêmes conditions par le colonel Antoine Sauvan, commandant en second, ou par le lieutenant-colonel Christian Potel, chef d'état-major du commandement de la gendarmerie pour la Polynésie française.

Art. 3.— Délégation est donnée au colonel Antoine Sauvan et au lieutenant-colonel Christian Potel, pour toute la Polynésie française, à l'exception des îles du Vent, pour les matières suivantes :

- la délivrance et la prorogation de visas touristiques des ressortissants étrangers effectuant leur première touchée ou étant de passage en Polynésie française sans que le séjour ainsi autorisé ne puisse dépasser une durée de trois mois ;
- la délivrance des visas de régularisation n'excédant pas trois mois à compter de la première touchée pour les touristes provenant d'un pays dépourvu d'une représentation consulaire.

Art. 4.— Délégation de signature est donnée aux militaires du commandement de la gendarmerie pour la Polynésie française désignés ci-après, concernant leur circonscription territoriale respective, pour la délivrance et la prorogation de visas touristiques des ressortissants étrangers effectuant leur première touchée ou étant de passage en Polynésie française sans que le séjour ainsi autorisé ne puisse dépasser une durée de trois mois :

Liste des militaires de la gendarmerie
habilités à délivrer et à prolonger les visas touristiques des
ressortissants étrangers

Archipels	Brigades	Militaires
Iles Sous-le-Vent	Raiatea	- major Daniel Gal (cdt brigade) - adjudant-chef Pascal Carosone (adjoint CB).
	Bora Bora	- major Jean Marie Severac (cdt brig.) - adjudant Jérôme Ripert (adjoint CB)
	Huahine	- adjudant-chef Jean Paul Belmonte (cdt brigade) - MDC Cédric Cornu (adjoint CB).
	Tahaa	- adjudant-chef Marc Urbin (cdt brigade) - MDC Heivarii Morienne (adjoint CB).
Tuamotu-Gambier	Rangiroa	- adjudant-chef José Robles (cdt brigade) - MDC Alexandra Armero (adjoint CB).
	Rikitea	- adjudant James Thomas (cdt brigade) - gendarme Alexandra Afou (adjoint CB).
	Hao	- adjudant Claude Humbert (cdt brigade) - MDC Xavier Pruvost (adjoint CB).
Australes	Tubuai	- adjudant Michel Fischer (cdt brigade) - gendarme William Ly (adjoint CB).
	Rurutu	- adjudant André DeFrance (cdt brigade) - gendarme Charles Py (adjoint CB).
	Raivavae	- adjudant-chef Eric Goncalves-Andreso (cdt brig.) - MDC Andy Luloque (adjoint CB).
	Rimatara	- adjudant Eddie Berthurel (cdt brigade) - gendarme Vincent Météau (adjoint CB).
Marquises	Nuku Hiva	- adjudant-chef Jean-Marc Auffret (cdt brigade) - MDC Jérôme Gouze (adjoint CB) - gendarme Teretai Peretia.
	Ua Pou	- MDC Olivier Perez (cdt brigade) - gendarme Joachim Zimmermann (adjoint CB)
	Hiva Oa	- adjudant-chef Robert Toma (cdt brigade) - adjudant Norbert Mourot (adjoint CB). - gendarme Etera Teiva.

Art. 5.— L'arrêté n° HC 36 DRHME/BRHT/RT du 24 janvier 2011 portant délégation de signature au colonel Patrick Valentini, commandant la gendarmerie pour la Polynésie française, est abrogé.

Art. 6.— Le secrétaire général du haut-commissariat, le commandant de la gendarmerie pour la Polynésie française et le directeur de la réglementation et du contrôle de la légalité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 9 septembre 2011.
Richard DIDIER.

**ARRETE n° HC 298 DRHME/BRHT/RT du 16 septembre 2011
modifiant l'arrêté n° HC 25 DRHME/BRHT/RT du
24 janvier 2011 portant délégation de signature à
M. Nicolas Mouy, directeur de l'ingénierie publique et
des affaires communales.**

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française modifiée par l'ordonnance n° 2005-432 du 6 mai 2005 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret n° 2005-1611 du 20 décembre 2005 pris pour l'application du statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2007-422 du 23 mars 2007 modifié relatif aux pouvoirs du haut-commissaire de la République, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat en Polynésie française ;

Vu le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;

Vu le décret du 23 décembre 2010 portant nomination de M. Richard Didier, préfet, en qualité de haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° HC 81 DRHME/BRHT/rt du 24 mars 2010 portant organisation des services du haut-commissariat de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° HC 25 DRHME/BRHT/RT du 24 janvier 2011 portant délégation de signature à M. Nicolas Mouy, directeur de l'ingénierie publique et des affaires communales, modifié par l'arrêté n° HC 261 DRHME/BRHT/RT du 12 août 2011 ;

Vu le contrat de travail n° 4-06 DAF/PERS du 19 mai 2004 portant recrutement de M. Marc Courtines en qualité de chef du bureau bâtiment et aménagement de la direction de l'assistance technique à compter du 1er juin 2004 ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat,

Arrête :

Article 1er.— Le troisième alinéa de l'article 3 de l'arrêté n° HC 25 DRHME/BRHT/RT du 24 janvier 2011 susvisé est modifié comme suit :

Au lieu de :

“En cas d'absence ou d'empêchement de M. Vladimir Kuga, la délégation de signature qui lui est consentie sera exercée dans les mêmes conditions et dans l'ordre par :

- M. Eric Pull, chef du bureau des services publics environnementaux ;
- M. Benoit Lucidor, chargé de la mission Ademe-Energies renouvelables et développement durable.”

Lire :

“En cas d'absence ou d'empêchement de M. Vladimir Kuga, la délégation de signature qui lui est consentie sera exercée dans les mêmes conditions et dans l'ordre par :

- M. Eric Pull, chef du bureau des services publics environnementaux ;
- M. Marc Courtines, chef du bureau des constructions publiques.”

Art. 2.— Le secrétaire général du haut-commissariat, le directeur de l'ingénierie publique et des affaires communales et le directeur de la réglementation et du contrôle de la légalité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de

l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 septembre 2011.
Richard DIDIER.

Par arrêté n° HC 6-11 SAITG du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 12 septembre 2011.— *Objet*

Le présent arrêté a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à la commune de Anaa pour l'agrandissement et l'aménagement d'un hangar technique à Anaa.

Le coût total de cette opération est estimé à 15 325 123 F CFP TTC, soit 128 424,53 euros TTC. Ce coût est décomposé comme suit :

- montant HT (hors taxes)	13 500 968 F CFP
- taxes	1 824 155 F CFP
Montant TTC (toutes taxes comprises)	15 325 123 F CFP

Description de l'opération

Le plan de financement de l'opération mentionnée ci-dessus est défini comme suit :

- Etat - min 209 (programme 119) (79,46 % HT) (70 % TTC)	10 727 586 F CFP	89 897,17 euros
- Anaa (30 % TTC)	4 597 537 F CFP	38 527,36 euros
Total (TTC) (100 %)	15 325 123 F CFP	128 424,53 euros

Le montant des aides publiques ainsi évalué ne peut dépasser 80 % du montant total TTC de la dépense subventionnable :

- Financements publics (70 % TTC)	10 727 586 F CFP	89 897,17 euros
-----------------------------------	------------------	-----------------

Par arrêté n° HC 7-11 SAITG du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 12 septembre 2011.— *Objet*

Le présent arrêté a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à la commune de Reao pour l'aménagement du village de Tupuarava à Reao, 3e tranche de murets.

Le coût total de cette opération est estimé à 12 894 483 F CFP TTC, soit 108 055,77 euros TTC. Ce coût est décomposé comme suit :

- montant HT (hors taxes)	12 407 001 F CFP
- taxes	487 482 F CFP
Montant TTC (toutes taxes comprises)	12 894 483 F CFP

Description de l'opération

Le plan de financement de l'opération mentionnée ci-dessus est défini comme suit :

- Etat - min 209 (programme 119) (83,14 % HT) (80 % TTC)	10 315 586 F CFP	86 444,61 euros
- Reao (20 % TTC)	2 578 897 F CFP	21 611,16 euros
Total (TTC) (100 %)	12 894 483 F CFP	108 055,77 euros

Le montant des aides publiques ainsi évalué ne peut dépasser 80 % du montant total TTC de la dépense subventionnable :

- Financements publics (80 % TTC)	10 315 586 F CFP	86 444,61 euros
-----------------------------------	------------------	-----------------

Par arrêté n° HC 8-11 SAITG du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 12 septembre 2011.— *Objet*

Le présent arrêté a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à la commune de Reao pour l'aménagement du village de Marautagaroa à Pukarua, 1re tranche de murets.

Le coût total de cette opération est estimé à 6 250 000 F CFP TTC, soit 52 375 euros TTC. Ce coût est décomposé comme suit :

- montant HT (hors taxes)	5 982 595 F CFP
- taxes	267 405 F CFP
Montant TTC (toutes taxes comprises)	6 250 000 F CFP

Description de l'opération

Le plan de financement de l'opération mentionnée ci-dessus est défini comme suit :

- Etat - min 209 (programme 119) (83,58 % HT) (80 % TTC)	5 000 000 F CFP	41 900 euros
- Reao (20 % TTC)	1 250 000 F CFP	10 475 euros
Total (TTC) (100 %)	6 250 000 F CFP	52 375 euros

Le montant des aides publiques ainsi évalué ne peut dépasser 80 % du montant total TTC de la dépense subventionnable :

- Financements publics (80 % TTC)	5 000 000 F CFP	41 900 euros
-----------------------------------	-----------------	--------------

Par arrêté n° HC 9-11 SAITG du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 14 septembre 2011.— *Objet*

Le présent arrêté a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à la commune de Tatakoto pour l'aménagement du village Tumukuru, 3e tranche.

Le coût total de cette opération est estimé à 15 000 000 F CFP TTC, soit 125 700 euros TTC. Ce coût est décomposé comme suit :

- montant HT (hors taxes)	14 387 506 F CFP
- taxes	612 494 F CFP
Montant TTC (toutes taxes comprises)	15 000 000 F CFP

Description de l'opération

Le plan de financement de l'opération mentionnée ci-dessus est défini comme suit :

- Etat - min 209 (programme 119) (69,50 % HT) (66,67 % TTC)	10 000 000 F CFP	83 800 euros
- Etat - BOP 123 (13,33 % TTC)	2 000 000 F CFP	16 760 euros
- Tatakoto (20 % TTC)	3 000 000 F CFP	25 140 euros
Total (TTC) (100 %)	15 000 000 F CFP	125 700 euros

Le montant des aides publiques ainsi évalué ne peut dépasser 80 % du montant total TTC de la dépense subventionnable :

- Financements publics (80 % TTC) 12 000 000 F CFP 100 560 euros

Par arrêté n° HC 10-11 SAITG du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 14 septembre 2011.— *Objet*

Le présent arrêté a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à la commune de Tatakoto pour l'aménagement du village Tumukuru, 3e tranche.

Le coût total de cette opération est estimé à 15 000 000 F CFP TTC, soit 125 700 euros TTC.

Description de l'opération

Le plan de financement de l'opération mentionnée ci-dessus est défini comme suit :

- Etat - min 209 (programme 119)		
(69,50 % HT) (66,67 % TTC)	10 000 000 F CFP	83 800 euros
- Etat - BOP 123 (13,33 % TTC)	2 000 000 F CFP	16 760 euros
- Tatakoto (20 % TTC)	3 000 000 F CFP	25 140 euros
Total (TTC) (100 %)	15 000 000 F CFP	125 700 euros

ACTES PRIS CONJOINTEMENT (ETAT/POLYNESIE FRANCAISE)

CONVENTION D'APPLICATION n° 258-11 du 5 septembre 2011 entre l'Etat, la Polynésie française et l'Office polynésien de l'habitat (OPH) finançant les études relatives à l'opération "BO 47 Fariipiti" (commune de Papeete) inscrite à la programmation 2011, dans le cadre de la convention d'exécution relative au volet "Logement social".

Entre :

- l'Etat (ministère de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration), représenté par le haut-commissaire de la République en Polynésie française,
- la Polynésie française, représentée par le vice-président de la Polynésie française,

Et :

- l'Office polynésien de l'habitat (OPH), le bénéficiaire, représenté par son directeur général,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er.— *Objet*

La présente convention a pour but d'arrêter le montant, les modalités et les conditions de la participation de l'Etat, de la Polynésie française et du bénéficiaire aux dépenses liées à l'opération relative aux études du projet "BO 47, Fariipiti" inscrite à la programmation 2011 effectuée par l'OPH au titre du volet "Logement social", du contrat de projets Etat-Polynésie française 2008-2013.

Par "opération" il faut entendre l'ensemble des études nécessaires à l'élaboration du dossier de consultation des entreprises et à la conclusion des marchés de travaux.

Art. 2.— *Description et coût de l'opération*

Le coût total prévisionnel de l'opération s'élève à 230 985,26 euros HTVA, soit 27 563 874 F CFP HTVA.

Les caractéristiques de l'opération visée au présent article et les modalités de mise en œuvre sont décrites dans le dossier d'engagement.

Art. 3.— *Exécution de la convention*

L'opération devra se réaliser selon le calendrier prévisionnel suivant :

1° *Durée de la convention*

Prise d'effet de la convention : La présente convention prend effet à compter de sa signature.

Date de fin de la convention : La présente convention prendra fin dès le versement du solde de l'opération.

2° *Commencement d'exécution*

Le bénéficiaire s'engage à démarrer l'opération dans un délai maximal de 12 mois à compter de la date d'accusé de réception du dossier d'engagement.

3° *Date limite de réalisation*

Le bénéficiaire s'engage à terminer les études dans un délai de 24 mois à compter de la date de démarrage des études, précisée sur la lettre de commande ou l'ordre de service de démarrage des études prévues au marché.

4° *Date limite de transmission des justificatifs pour le solde*

Les justificatifs pour le solde devront être produits impérativement dans le délai maximal de 6 mois après la date d'achèvement de l'opération.

A défaut de production dans ce délai, l'opération sera clôturée sans versement du solde.

Art. 4. — Plan de financement

L'opération décrite à l'article 2 s'effectuera selon un plan de financement HTVA arrêté comme suit :

Partenaires financiers	Taux de subvention	Montant de la subvention	
		en euros	en F CFP
Etat	40 %	92 394,10	11 025 549
Polynésie française	40 %	92 394,10	11 025 549
Le bénéficiaire (OPH)	20 %	46 197,06	5 512 776
Total HTVA	100 %	230 985,26	27 563 874

La TVA sera à la charge de la Polynésie française.

CONVENTION D'APPLICATION n° 259-11 du 5 septembre 2011 entre l'Etat, la Polynésie française et l'Office polynésien de l'habitat (OPH) finançant les travaux relatifs à l'opération "Pont et travaux connexes du domaine Labbé" (commune de Pirae) inscrite à la programmation 2010, dans le cadre de la convention d'exécution relative au volet "Logement social".

Entre :

- l'Etat (ministère de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration), représenté par le haut-commissaire de la République en Polynésie française,
- la Polynésie française, représentée par le vice-président de la Polynésie française,

Et :

- l'Office polynésien de l'habitat (OPH), le bénéficiaire, représenté par son directeur général,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er. — Objet

La présente convention a pour but d'arrêter le montant, les modalités et les conditions de la participation de l'Etat, de la Polynésie française et du bénéficiaire aux dépenses liées à l'opération relative à l'opération "Pont et travaux connexes du domaine Labbé" inscrite à la programmation 2010 effectuée par l'OPH au titre du volet "Logement social", du contrat de projets Etat-Polynésie française 2008-2013.

Par "opération" il faut entendre la construction d'un pont et l'ensemble des travaux connexes nécessaires.

Art. 2. — Description et coût de l'opération

Le coût total prévisionnel de l'opération s'élève à 804 436,88 euros HTVA, soit 95 994 854 F CFP HTVA.

Les caractéristiques de l'opération visée au présent article et les modalités de mise en œuvre sont décrites dans le dossier d'engagement.

Art. 3. — Exécution de la convention

L'opération devra se réaliser selon le calendrier prévisionnel suivant :

1° Durée de la convention

Prise d'effet de la convention : La présente convention prend effet à compter de sa signature.

Date de fin de la convention : La présente convention prendra fin dès le versement du solde de l'opération.

2° Commencement d'exécution

Le bénéficiaire s'engage à démarrer l'opération dans un délai maximal de 12 mois à compter de la date d'accusé de réception du dossier d'engagement.

3° Date limite de réalisation

Le bénéficiaire s'engage à terminer l'opération dans un délai de 15 mois à compter de la date de démarrage précisée sur l'attestation de démarrage des travaux.

4° Date limite de transmission des justificatifs pour le solde

Les justificatifs pour le solde devront être produits impérativement dans le délai maximal de 6 mois après la date d'achèvement de l'opération.

A défaut de production dans ce délai, l'opération sera clôturée sans versement du solde.

Art. 4. — Plan de financement

L'opération décrite à l'article 2 s'effectuera selon un plan de financement HTVA arrêté comme suit :

Partenaires financiers	Taux de subvention	Montant de la subvention	
		en euros	en F CFP
Etat	40 %	321 774,75	38 397 942
Polynésie française	40 %	321 774,75	38 397 942
Le bénéficiaire (OPH)	20 %	160 887,37	19 198 970
Total HTVA	100 %	804 436,88	95 994 854

La TVA sera à la charge de la Polynésie française.

CONVENTION D'APPLICATION n° 267-11 du 9 septembre 2011 entre l'Etat, la Polynésie française et la commune de Fangatau finançant l'opération de traitement des déchets dénommée "Mise en œuvre de la gestion des déchets ménagers sur Fakahina, phase 1", dans le cadre de la convention d'exécution relative au volet "Environnement".

Entre :

- l'Etat (ministère de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration), représenté par le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

- la Polynésie française, représentée par le vice-président de la Polynésie française,

Et :

- La commune de Fangatau,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er. — *Objet*

La présente convention a pour but d'arrêter le montant, les modalités et les conditions de la participation de l'Etat, et de la Polynésie française aux dépenses liées à l'opération de traitement des déchets dénommée "Mise en œuvre de la gestion des déchets ménagers sur Fakahina, phase 1" effectuée par la commune de Fangatau et relative à la programmation 2011 au titre du volet "Environnement", du contrat de projets Etat-Polynésie française 2008-2013.

Art. 2. — *Description et coût de l'opération*

Le coût total prévisionnel de l'opération s'élève à 198 072,71 euros HTVA, soit 23 636 362 F CFP HTVA.

Les caractéristiques de l'opération visée au présent article et les modalités de mise en œuvre sont décrites dans le dossier d'engagement.

Art. 3. — *Exécution de la convention*

L'opération devra se réaliser selon le calendrier prévisionnel suivant :

1° *Durée de la convention*

Prise d'effet de la convention : La présente convention prend effet à compter de sa signature.

Date de fin de la convention : La présente convention prendra fin dès le versement du solde de l'opération.

2° *Commencement d'exécution de l'opération*

La commune de Fangatau s'engage à démarrer l'opération dans un délai maximal de 12 mois à compter de la date d'accusé de réception du dossier d'engagement.

3° *Date limite de réalisation*

La commune de Fangatau s'engage à terminer l'opération dans un délai de 24 mois à compter de la date de démarrage de la dite opération, précisée sur l'attestation de commencement des travaux pour ceux réalisés en régie, la lettre de commande ou l'ordre de service de démarrage des études et travaux prévus au marché, conformément au délai d'exécution prévu au dossier d'engagement.

4° *Date limite de transmission des justificatifs pour le solde*

Les justificatifs pour le solde devront être produits impérativement dans le délai maximal de 6 mois après notification du décompte général.

A défaut de production dans ce délai, l'opération sera clôturée sans versement du solde.

Art. 4. — *Plan de financement*

L'opération décrite à l'article 2 s'effectuera selon le plan de financement suivant, étant entendu que la TVA est à la charge de la commune :

Partenaires financiers	Taux	Montant de la subvention	
		en euros	en F CFP
Etat	50 % du total HTVA	99 036,36	11 818 181
Polynésie française	50 % du total HTVA	99 036,36	11 818 181
A la charge de la commune de Fangatau	10 % du total TTC	19 807,28	2 363 638
Total HT de l'opération		198 072,71	23 636 362
Montant de la TVA		19 807,29	2 363 638
Total TTC de l'opération		217 880,00	26 000 000

CONVENTION n° 269-11 du 14 septembre 2011 relative aux conditions d'emploi des volontaires du service civique en Polynésie française.

Constatant la caducité de la convention n° HC 5-09 du 6 février 2009 relative aux conditions général d'emploi des volontaires civils à l'aide technique affectés en Polynésie française, la présente convention entre :

- l'Etat d'une part,
- et
- la Polynésie française d'autre part,

fixe les conditions d'application en Polynésie française de l'article L. 120-34 de la loi n° 2010-241 du 10 mars 2010 relative au service civique.

Les dispositions suivantes sont également conformes aux textes suivants :

Décrets n° 2010-485 du 12 mai 2010 relatif au service civique, n° 2010-1771 du 30 décembre 2010 pris pour application de la loi n° 2010-241 du 10 mars 2010 relative au service civique dans les départements et collectivités d'outre-mer, en Nouvelle-Calédonie et dans les Terres australes et antarctiques françaises, arrêté du 25 janvier 2011 fixant le montant de l'indemnité supplémentaire servie aux personnes volontaires ayant souscrit un contrat de service civique dans les départements et collectivités d'outre-mer, en Nouvelle-Calédonie et dans les Terres australes et antarctiques françaises, arrêté du 28 avril 2011 fixant les modalités de la couverture complémentaire des personnes ayant souscrit un contrat de service civique affectées outre-mer et instruction de l'agence du service civique du 24 juin 2010.

La convention précise les points suivants :

a) Conditions d'exonération d'imposition et de versement des taxes fiscales et sociales de la perception de l'indemnité mensuelle et de l'indemnité supplémentaire

L'indemnité mensuelle et l'indemnité supplémentaire versées à la personne en engagement ou en volontariat de service civique sont exonérées de toute imposition, et de versement des taxes fiscales et sociales, conformément à la réglementation en vigueur en Polynésie française.

b) Conditions dans lesquelles les personnes volontaires affectées en Polynésie française et leurs ayants droit bénéficient des prestations du régime local de sécurité sociale et de couverture complémentaire

La personne en engagement ou en volontariat de service civique, affectée en Polynésie française, bénéficie d'une couverture sociale de base et complémentaire prise en charge dès le premier jour du volontariat par l'organisme d'accueil.

Dans le cadre du volontariat, l'organisme d'accueil affine les volontaires à la Caisse de prévoyance sociale (CPS). Il assure également une couverture complémentaire à sa seule charge portant sur l'ensemble des garanties principales et complémentaires.

Dans le cadre de l'engagement, l'organisme d'accueil affine les volontaires à la CPS. Il perçoit, pour le coût de la couverture de base, une aide mensuelle versée par l'agence de services et de paiement par personne ayant souscrit un contrat d'engagement de service civique. Il assure, à ses frais, la couverture complémentaire des garanties principales et complémentaires.

Couverture de base :

La personne en engagement ou en volontariat de service civique affectée en Polynésie française, ainsi que ses ayants droits, bénéficient des seules prestations en nature de l'assurance maladie-invalidité, maternité, et de l'assurance accidents du travail, maladies professionnelles du régime des salariés.

La couverture de ces risques est assurée moyennant le règlement de cotisations mises exclusivement à la charge de l'organisme d'accueil.

Le calcul des cotisations à la charge de l'organisme d'accueil s'effectue suivant les taux de cotisation applicables au secteur d'activité dont relève la personne morale qui accueille le volontaire en engagement ou en volontariat de service civique affecté en Polynésie française.

Les cotisations sont assises sur l'ensemble des indemnités mensuelles et supplémentaires, ainsi que leurs accessoires, et toutes autres rémunérations au sens de l'article 19 de l'arrêté n° 1336 IT du 28 septembre 1956 portant organisation et fonctionnement de la caisse de compensation des prestations familiales des Etablissements français de l'Océanie, versées au volontaire en contrepartie ou à l'occasion du service civique.

Le versement des cotisations sociales, et le cas échéant des majorations et pénalités de retard, est effectué directement par l'organisme d'accueil à la CPS.

La déclaration des rémunérations, le paiement et le recouvrement des cotisations et accessoires, s'effectuent selon les règles et sous les garanties et sanctions applicables au recouvrement des cotisations du régime des salariés de Polynésie française.

Passées les modalités d'affiliation, il incombe à l'engagé ou au volontaire d'informer directement l'organisme assureur de tout changement concernant la modification de sa situation personnelle et de sa structure familiale en apportant les justificatifs qui pourraient lui être demandés (extrait de mariage, acte de décès, extrait de naissance,

justificatifs des différents régimes de base attestant la notion d'ayants droit, etc.).

Couverture complémentaire :

La personne en engagement ou en volontariat de service civique affectée en Polynésie française, ainsi que ses ayants droit, bénéficient pendant toute la durée du contrat d'une couverture complémentaire, que l'organisme d'accueil s'engage à souscrire directement auprès d'un organisme désigné par le haut-commissaire.

La couverture des risques mentionnés dans le descriptif des garanties, notamment en cas de rapatriement de corps, dont l'organisme d'accueil déclare avoir parfaite connaissance, est assurée moyennant le versement d'une cotisation annuelle à la charge exclusive de l'organisme d'accueil.

Les organismes d'accueil doivent, dès qu'ils ont connaissance de l'arrivée de la personne en engagement ou en volontariat de service civique dans leur structure, procéder à une demande d'affiliation de l'engagé ou du volontaire et de ses ayants droit auprès d'un organisme assureur désigné par le haut-commissaire.

La demande d'affiliation de l'engagé ou du volontaire et de ses ayants droit devra impérativement comporter les éléments suivants :

- nom, prénoms, date de naissance et lieu d'affectation ;
- numéro d'affiliation à la CPS ;
- photocopie de son affiliation à la CPS ;
- date de début du contrat ;
- date de fin du contrat ;
- adresse d'envoi du dossier d'affiliation (soit organisme d'accueil, soit adresse de l'engagé ou du volontaire) ;
- nom et coordonnées de la personne à contacter dans l'organisme d'accueil ;
- adresse de facturation.

Les ayants droit de l'engagé ou du volontaire ne pourront être affiliés au régime complémentaire que s'ils figurent en tant que tels sur les cartes ou documents fournis par la CPS.

A réception de la demande d'affiliation susmentionnée, l'assureur en informera par télécopie le représentant de l'Etat, qui dispose d'un délai de 8 jours pour annuler celle-ci, charge à ce dernier d'en informer l'organisme d'accueil sur le bien-fondé de sa décision.

Passées les modalités d'affiliation, il incombe à l'engagé ou au volontaire d'informer directement l'organisme assureur de tout changement concernant la modification de sa structure familiale en apportant les justificatifs qui pourraient lui être demandés (extrait de mariage, acte de décès, extrait de naissance, justificatifs des différents régimes de base attestant la notion d'ayants droit, etc.). Il en est de même en cas de changement de bénéficiaire en cas de décès.

c) Couverture du risque vieillesse et prise en compte de la durée du service accompli par les volontaires du service civique dans le régime de retraite de base

La couverture du risque vieillesse est assurée dans les conditions de droit commun prévues par l'article L. 241-3 du code de la sécurité sociale relatif à la couverture des charges de l'assurance vieillesse, pour l'ensemble des personnes

volontaires engagées en France métropolitaine, en outre-mer ou à l'étranger, quel que soit le lieu de leur affectation.

Les cotisations sont dues par l'Etat ou par la personne morale agréée selon la forme du volontariat :

- dans le cadre de l'engagement de service civique, les cotisations de la personne agréée sont à la charge de l'Etat, via l'agence de services et de paiement (ASP) pour le compte de l'agence du service civique ;
- dans le cadre du volontariat de service civique, les cotisations de la personne agréée sont à la charge de la personne morale agréée qui accueille le volontaire.

Les cotisations sont calculées sur le montant de l'indemnité versée aux volontaires, au taux en vigueur, lors du recrutement du volontaire en engagement ou en volontariat de service civique.

L'Etat prend à sa charge, le versement des cotisations complémentaires nécessaires pour valider auprès du régime général un nombre de trimestres correspondant à la durée du service civique.

Afin de permettre la prise en compte, pour les droits à retraite, des périodes de contrat, la personne morale agréée établit une déclaration annuelle obligatoire qu'elle doit adresser à l'autorité de l'Etat ayant délivré l'agrément, au titre des contrats exécutés au cours d'une année avant le 31 janvier de l'année suivante.

d) Modalités d'adaptation de l'article L. 120-27 de la loi n° 2010-241 du 10 mars 2010 relative au service civique lorsqu'une personne engagée en Polynésie est affectée à l'étranger.

La personne morale agréée assure à la personne volontaire engagée en Polynésie française affectée à l'étranger, pour elle-même et ses ayants droit, le bénéfice des prestations en nature de l'assurance maladie-invalidité, maternité, accidents du travail et maladies professionnelles, d'un niveau au moins égal à celles prévues par le régime des salariés.

La personne morale agréée assure à la personne volontaire affectée à l'étranger, pour elle-même et ses ayants droit, le bénéfice d'une couverture complémentaire pour les risques mentionnés au premier alinéa de la présente disposition, notamment en cas d'hospitalisation ainsi que pour les risques d'évacuation sanitaire, de rapatriement sanitaire et de rapatriement de corps.

e) Conditions de reprise d'ancienneté et d'accès à un emploi public en Polynésie française.

Les conditions de reprise d'ancienneté et d'accès à un emploi de la fonction publique de la Polynésie française sont conformes aux dispositions réglementaires du statut général et des statuts particuliers de la fonction publique de la Polynésie française.

Les conditions de reprise d'ancienneté et d'accès à un emploi de la fonction publique d'Etat sont conformes aux textes en vigueur relatifs au statut général de la fonction publique d'Etat.

Les conditions de reprise d'ancienneté et d'accès à un emploi de la fonction publique communale sont conformes aux textes en vigueur relatifs au statut de la fonction publique communale.

f) Prise en compte de l'expérience professionnelle acquise lors du service civique pour la délivrance d'un diplôme ou d'un titre professionnel par la Polynésie française.

L'expérience professionnelle acquise lors du service civique est intégralement prise en compte pour la délivrance d'un diplôme ou d'un titre professionnel par la Polynésie française.

g) Dispositions transitoires

Dans l'attente de l'entrée en vigueur de la loi du pays relative aux conditions d'emploi des volontaires du service civique en Polynésie française, les volontaires en engagement ou en volontariat de service civique sont temporairement affiliés au régime des non-salariés, dont ils perçoivent les prestations en nature de l'assurance maladie et maternité.

Les volontaires en engagement ou en volontariat de service civique affectés en Polynésie française demandent leur affiliation au régime des non-salariés.

La déclaration des revenus, le calcul, le paiement et le recouvrement des cotisations et accessoires s'effectueront selon les règles et sous les garanties et sanctions applicables au recouvrement des cotisations du régime des non-salariés de Polynésie française.

La couverture complémentaire et la couverture du risque vieillesse sont assurées dans les mêmes conditions que celles prévues au point b) pour les différentes formes de volontariat.

La présente convention peut être modifiée par avenant à la demande de l'une des deux parties.

Fait à Papeete, le 14 septembre 2011.

*Le Président
de la Polynésie française,
Oscar TEMARU.*

*Le haut-commissaire
de la République
en Polynésie française,
Richard DIDIER.*

AVENANT n° 257-11 du 2 septembre 2011 à la convention d'application n° 12-11 du 20 janvier 2011 entre l'Etat et la Polynésie française finançant l'action 1.5 "Former des professionnels de santé" programmation 2010, tranche 2, dans le cadre de la convention d'exécution relative au volet "Santé".

Entre :

L'Etat (ministère de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration), représenté par le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

La Polynésie française, représentée par le Président de la Polynésie française,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er. — *Objet de l'avenant*

Le présent avenant à la convention n° 12-11 du 20 janvier 2011 modifie la date limite de début de formation et le délai d'exécution de la formation "Formation aux techniques de surveillance épidémiologique, d'enregistrement et de codage des cancers (TSEEC)".

Art. 2. — *Exécution de la convention*

L'article 3, paragraphe 2° de la convention susvisée est modifié comme suit :

Il est ajouté l'alinéa suivant :

"La Polynésie française s'engage à démarrer la formation "formation aux techniques de surveillance épidémiologique, d'enregistrement et de codage des cancers (TSEEC)" dans un

délai maximal de 16 mois à compter de la date de l'accusé de réception du dossier d'engagement, soit avant le 27 février 2012."

L'article 3, paragraphe 3° de la convention susvisée est modifié comme suit :

Il est ajouté l'alinéa suivant :

"La Polynésie française s'engage à terminer la formation "Formation aux techniques de surveillance épidémiologique, d'enregistrement et de codage des cancers (TSEEC)" avant le 31 octobre 2012."

Art. 3. — *Disposition finale*

Toutes les autres dispositions de la convention susvisée modifiée, restent inchangées.

.....

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ACTES DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE OU DE LA COMMISSION PERMANENTE

DELIBERATION n° 2011-47 APF du 9 septembre 2011 portant approbation du compte financier de l'exercice 2010 de l'Institut de la jeunesse et des sports de la Polynésie française (IJSPPF) et affectation de son résultat.

NOR : IJS1101610DL

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 80-106 AT du 22 août 1980 modifiée portant création d'un établissement public territorial dénommé Institut de la jeunesse et des sports de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 618 CM du 10 mai 2002 modifié portant organisation et fonctionnement de l'Institut de la jeunesse et des sports de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1074 CM du 26 juillet 2011 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 3076-2011 APF/SG du 6 septembre 2011 portant convocation en séance des représentants à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le rapport n° 105-2011 du 31 août 2011 de la commission de la communication, du patrimoine culturel, de l'artisanat et de la jeunesse et des sports ;

Dans sa séance du 9 septembre 2011,

Adopte :

Article 1er.— Le montant définitif des recettes du compte financier pour l'exercice 2010 est arrêté à la somme d'un

milliard cent trente-trois millions quatre-vingt-neuf mille cinq cent soixante-douze francs CFP (1 133 089 572 F CFP) se décomposant comme suit :

- section I de fonctionnement	742 150 721 F CFP
- section II d'investissement	390 938 851 F CFP
Total	1 133 089 572 F CFP

Art. 2.— Le montant définitif des dépenses du compte financier de l'Institut de la jeunesse et des sports (IJSPPF) pour l'exercice 2010 est arrêté à la somme d'un *milliard cent soixante-quinze millions quatre cent quatorze mille quatre cent quatre-vingt-dix-neuf francs CFP* (1 175 414 499 F CFP) se décomposant comme suit :

- section I de fonctionnement	735 554 181 F CFP
- section II d'investissement	439 860 318 F CFP
Total	1 175 414 499 F CFP

Art. 3.— Le compte financier de l'exercice 2010 de l'Institut de la jeunesse et des sports de la Polynésie française, annexé à la présente délibération, est définitivement fixé ainsi qu'il suit en F CFP :

	Section I Fonctionnement	Section II Opérations en capital	Total
Recettes	742 150 721	390 938 851	1 133 089 572
Dépenses	735 554 181	439 860 318	1 175 414 499
Résultat	+ 6 596 540	- 48 921 467	- 42 324 927

Art. 4.— Le résultat d'exploitation de l'exercice 2010, soit un excédent de *six millions cinq cent quatre-vingt-seize mille cinq cent quarante francs CFP* (6 596 540 F CFP), est affecté au compte 119 : report à nouveau (solde débiteur).

Art. 5.— Au 31 décembre de l'exercice 2010, le fonds de roulement est de *quatre-vingt-onze millions neuf cent trois mille huit cent quatre-vingt-trois francs CFP* (91 903 883 F CFP).

Art. 6.— Le Président de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,
Ismaël TUAHU.

Le président,
Benoît KAUTAI.

INSTITUT DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

COMPTE FINANCIER DE L'EXERCICE 2010

Présenté par

Monsieur Michel RUIZ du 1er janvier 2010 au 31 décembre 2010

Paierie de Polynésie Française

Le 03/05/2011 ETAT : A

Organisme : 119 INSTITUT JEUNESSE ET SPORTS DE LA POLYNESIE FRANC.

ETAT DE CONSOMMATION ET DE REALISATION

Exercice : 2010

Ucg : B19 Budget Principal

DEPENSES

Compte	Programme	Libellé	Crédits ouverts	Mandats ou OR émis	Mandats ou OR annulés	Crédits disponibles	% Cred. Cons.
102		APPORTS	187 825 000	100 175 000		87 650 000	53,33
		<i>Sous-total</i>	<i>187 825 000</i>	<i>100 175 000</i>		<i>87 650 000</i>	<i>53,33</i>
139		SUB. INV. INSCR...	55 181 029	45 715 188		9 465 841	82,85
		<i>Sous-total</i>	<i>55 181 029</i>	<i>45 715 188</i>		<i>9 465 841</i>	<i>82,85</i>
203		FRAIS RECHER DEVELOP	16 617 500	2 079 000		14 538 500	12,51
		<i>Sous-total</i>	<i>16 617 500</i>	<i>2 079 000</i>		<i>14 538 500</i>	<i>12,51</i>
205		CONCESSIONS DROITS	2 429 492			2 429 492	
		<i>Sous-total</i>	<i>2 429 492</i>			<i>2 429 492</i>	<i>00,00</i>
212		AGENC. AMEN. TERRAIN	32 488 070	16 236 340		16 251 730	49,98
		<i>Sous-total</i>	<i>32 488 070</i>	<i>16 236 340</i>		<i>16 251 730</i>	<i>49,98</i>
213		CONSTRUCTIONS	446 279 970	259 738 426		186 541 544	58,20
		<i>Sous-total</i>	<i>446 279 970</i>	<i>259 738 426</i>		<i>186 541 544</i>	<i>58,20</i>
215		INST. TECHN. MAT. OU	21 000 000	14 594 624		6 405 376	69,50
		<i>Sous-total</i>	<i>21 000 000</i>	<i>14 594 624</i>		<i>6 405 376</i>	<i>69,50</i>
218		AUT. IMMOB. CORPOR	3 243 483	1 321 740		1 921 743	40,75
		<i>Sous-total</i>	<i>3 243 483</i>	<i>1 321 740</i>		<i>1 921 743</i>	<i>40,75</i>
<i>Total Investissement</i>			<i>765 064 544</i>	<i>439 860 318</i>		<i>325 204 226</i>	<i>57,49</i>

Paierie de Polynésie Française

ETAT : A

Organisme : 119 INSTITUT JEUNESSE ET SPORTS DE LA POLYNESIE FRANC.

ETAT DE CONSOMMATION ET DE REALISATION

Exercice : 2010

Ueg : B19 Budget Principal

DEPENSES

Compte	Programme	Libellé	Crédits ouverts	Mandats ou OR émis	Mandats ou OR annulés	Crédits disponibles	% Cred. Cons.
606		ACHATS APPRO. NON ST	90 700 000	77 578 378		13 121 622	85,53
		<i>Sous-total</i>	<i>90 700 000</i>	<i>77 578 378</i>		<i>13 121 622</i>	<i>85,53</i>
613		LOCATIONS	100 000	30 000		70 000	30,00
		<i>Sous-total</i>	<i>100 000</i>	<i>30 000</i>		<i>70 000</i>	<i>30,00</i>
615		TRAV. ENTR. ET REPAR	13 400 000	10 375 978		3 024 022	77,43
		<i>Sous-total</i>	<i>13 400 000</i>	<i>10 375 978</i>		<i>3 024 022</i>	<i>77,43</i>
616		PRIMES ASSURANCES	8 200 000	8 199 735		265	100,00
		<i>Sous-total</i>	<i>8 200 000</i>	<i>8 199 735</i>		<i>265</i>	<i>100,00</i>
618		DIVERS	100 000	19 022		80 978	19,02
		<i>Sous-total</i>	<i>100 000</i>	<i>19 022</i>		<i>80 978</i>	<i>19,02</i>
622		REMUNERATIONS INTERM	1 100 000	306 266		793 734	27,84
		<i>Sous-total</i>	<i>1 100 000</i>	<i>306 266</i>		<i>793 734</i>	<i>27,84</i>
623		PUBLICITE INFOR PUBL	200 000	87 480		112 520	43,74
		<i>Sous-total</i>	<i>200 000</i>	<i>87 480</i>		<i>112 520</i>	<i>43,74</i>
624		TRANS. BIENS COLL.	6 200 000	3 161 889		3 038 111	51,00
		<i>Sous-total</i>	<i>6 200 000</i>	<i>3 161 889</i>		<i>3 038 111</i>	<i>51,00</i>
625		DEPLACEMENTS MISS	3 800 000	3 143 131		656 869	82,71
		<i>Sous-total</i>	<i>3 800 000</i>	<i>3 143 131</i>		<i>656 869</i>	<i>82,71</i>
626		FRAIS POSTAUX ET TEL	7 500 000	4 999 688		2 500 312	66,66
		<i>Sous-total</i>	<i>7 500 000</i>	<i>4 999 688</i>		<i>2 500 312</i>	<i>66,66</i>
628		CHARGES EXTERNES DIV	72 200 000	55 730 523		16 469 477	77,19
		<i>Sous-total</i>	<i>72 200 000</i>	<i>55 730 523</i>		<i>16 469 477</i>	<i>77,19</i>
637		AUTRES IMPOTS ET TAX	2 500 000	1 858 113		641 887	74,32
		<i>Sous-total</i>	<i>2 500 000</i>	<i>1 858 113</i>		<i>641 887</i>	<i>74,32</i>
641		REMUNERATION PERSONN	291 500 000	286 297 053	- 131 517	5 334 464	98,17

Paierie de Polynésie Française

ETAT : A

Organisme : 119 INSTITUT JEUNESSE ET SPORTS DE LA POLYNESIE FRANC.

ETAT DE CONSOMMATION ET DE REALISATION

Exercice : 2010

Ucg : B19 Budget Principal

DEPENSES

Compte	Programme	Libellé	Crédits ouverts	Mandats ou OR émis	Mandats ou OR annulés	Crédits disponibles	% Cred. Cons.
		<i>Sous-total</i>	291 500 000	286 297 053	- 131 517	5 334 464	98,22
643		REMUN PERSON. SUR CR	2 000 000	1 710 276		289 724	85,51
		<i>Sous-total</i>	2 000 000	1 710 276		289 724	85,51
645		CHARGES SOCIALES CPS	74 500 000	73 676 466	- 1 523 716	2 347 250	96,85
		<i>Sous-total</i>	74 500 000	73 676 466	- 1 523 716	2 347 250	96,85
647		AUTRES CHARGES SOCIA	1 000 000	633 600		366 400	63,36
		<i>Sous-total</i>	1 000 000	633 600		366 400	63,36
648		AUTRES CHARGES DE PE	1 500 000	744 491		755 509	49,63
		<i>Sous-total</i>	1 500 000	744 491		755 509	49,63
656		REMUNERATION	6 525 000	6 119 464		405 536	93,78
		<i>Sous-total</i>	6 525 000	6 119 464		405 536	93,78
658		DIVERS.AUTR.CHARGES	22 775 000	7 558 501		15 216 499	33,19
		<i>Sous-total</i>	22 775 000	7 558 501		15 216 499	33,19
671		CHARGES EXCEPT.	1 800 000	1 005 900		794 100	55,88
		<i>Sous-total</i>	1 800 000	1 005 900		794 100	55,88
681		DOTATIONS AUX AMORTI	194 000 000	193 973 460		26 540	99,99
		<i>Sous-total</i>	194 000 000	193 973 460		26 540	99,99
<i>Total Fonctionnement</i>			801 600 000	737 209 414	- 1 655 233	66 045 819	91,97
TOTAL			1 566 664 544	1 177 069 732	- 1 655 233	391 250 045	75,13

Paierie de Polynésie Française

ETAT : A

Organisme : 119 INSTITUT JEUNESSE ET SPORTS DE LA POLYNESIE FRANC.

ETAT DE CONSOMMATION ET DE REALISATION

Exercice : 2010

Ucg : 819 Budget Principal

RECETTES

Compte	Programme	Libellé	Prévisions	Mandats ou OR émis	Mandats ou OR annulés	Différence sur prévisions	% Cred. Cons.
131		SUBVENTION EQUIPEMEN	287 000 000	196 965 391		90 034 609	68,63
		<i>Sous-total</i>	287 000 000	196 965 391		90 034 609	68,63
280		AMORT. IMMOB. INCORP		2 154 356		- 2 154 356	
		<i>Sous-total</i>	0	2 154 356		- 2 154 356	00,00
281		AMORT. IMMOB. CORPOR	194 000 000	63 674 047		130 325 953	32,82
		<i>Sous-total</i>	194 000 000	63 674 047		130 325 953	32,82
284		AMMORT IMMOB CORPOR		128 145 057		- 128 145 057	
284316		AMORTISSEMENT		208 965 391		- 208 965 391	
		<i>Sous-total</i>	0	337 110 448		- 337 110 448	00,00
<i>Total Investissement</i>			481 000 000	599 904 242		- 118 904 242	*****

Païerie de Polynésie Française

ETAT : A

Organisme : 119 INSTITUT JEUNESSE ET SPORTS DE LA POLYNESIE FRANÇ.

ETAT DE CONSOMMATION ET DE REALISATION

Exercice : 2010

Ucg : B19 Budget Principal

RECETTES

Compte	Programme	Libellé	Prévisions	Mandats ou OR émis	Mandats ou OR annulés	Différence sur prévisions	% Cred. Cons.
645		CHARGES SOCIALES CPS					
		<i>Sous-total</i>	0			0	00,00
658		DIVERS.AUTR.CHARGES					
		<i>Sous-total</i>	0			0	00,00
708		PROD. ACTIV. ANNEXES	6 000 000	8 986 250		- 2 986 250	149,77
		<i>Sous-total</i>	6 000 000	8 986 250		- 2 986 250	149,77
741		SUBV. EXPLOIT. ETAT		214 400 000		- 214 400 000	
		<i>Sous-total</i>	0	214 400 000		- 214 400 000	00,00
752		REVENUS DES IMMEUBLE	4 000 000			4 000 000	
		<i>Sous-total</i>	4 000 000			4 000 000	00,00
757		PRODUITS SPECIFIQUES	617 000 000	368 686 239		248 313 761	59,75
		<i>Sous-total</i>	617 000 000	368 686 239		248 313 761	59,75
758		DIVERS AUTRES PRODUI	5 000 000	4 188 044		811 956	83,76
		<i>Sous-total</i>	5 000 000	4 188 044		811 956	83,76
776		PRODUITS ISSUS NEUTR	144 000 000	100 175 000		43 825 000	69,57
		<i>Sous-total</i>	144 000 000	100 175 000		43 825 000	69,57
777		QUOTE-PART SUB INVES	50 000 000	45 715 188		4 284 812	91,43
		<i>Sous-total</i>	50 000 000	45 715 188		4 284 812	91,43
Total Fonctionnement			826 000 000	742 150 721		83 849 279	89,85
TOTAL			1 307 000 000	1 342 054 963		- 35 054 963	*****

Paierie de Polynésie Française

Le 03/05/2011

ETAT : B

Organisme : 119 INSTITUT JEUNESSE ET SPORTS DE LA POLYNESIE FRANC.

SYNTHESE ETAT DE CONSOMMATION ET DE REALISATION

Exercice : 2010

Ucg : B19 Budget Principal

DEPENSES

Compte	Crédits ouverts	Mandats ou OR émis	Mandats ou OR annulés	Crédits disponibles
10	187 825 000	100 175 000		87 650 000
13	55 181 029	45 715 188		9 465 841
20	19 046 992	2 079 000		16 967 992
21	503 011 523	291 891 130		211 120 393
Total Investissement	765 064 544	439 860 318		325 204 226
60	90 700 000	77 578 378		13 121 622
61	21 800 000	18 624 735		3 175 265
62	91 000 000	67 428 977		23 571 023
63	2 500 000	1 858 113		641 887
64	370 500 000	363 061 886	- 1 655 233	9 093 347
65	29 300 000	13 677 965		15 622 035
67	1 800 000	1 005 900		794 100
68	194 000 000	193 973 460		26 540
Total Fonctionnement	801 600 000	737 209 414	- 1 655 233	66 045 819
TOTAL	1 566 664 544	1 177 069 732	- 1 655 233	391 250 045

Païerie de Polynésie Française

ETAT : B

Organisme : 119 INSTITUT JEUNESSE ET SPORTS DE LA POLYNESIE FRANC.

SYNTHESE ETAT DE CONSOMMATION ET DE REALISATION

Exercice : 2010

Ucg : B19 Budget Principal

RECETTES

Compte	Prévisions	Mandats ou OR émis	Mandats ou OR annulés	Différence sur prévisions
13	287 000 000	196 965 391		90 034 609
28	194 000 000	193 973 460		26 540
<i>Total Investissement</i>	<i>481 000 000</i>	<i>390 938 851</i>		<i>90 061 149</i>
64	0			0
65	0			0
70	6 000 000	8 986 250		- 2 986 250
74	0	214 400 000		- 214 400 000
75	626 000 000	372 874 283		253 125 717
77	194 000 000	145 890 188		48 109 812
<i>Total Fonctionnement</i>	<i>826 000 000</i>	<i>742 150 721</i>		<i>83 849 279</i>
TOTAL	1 307 000 000	1 133 089 572		173 910 428

RESULTATS BUDGETAIRES DE L'EXERCICE 2010

ETAT C

119 : INSTITUT DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS DE LA POLYNESIE FRANCAISE

Le : 03-MAI-11 11:00:53

B19 : Budget Principal

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
Recettes			
Prévisions budgétaires totales	481.000.000	826.000.000	1.307.000.000
Titres de recettes émis	390.938.851	742.150.721	1.133.089.572
Réductions de titres			
Recettes nettes	390.938.851	742.150.721	1.133.089.572
Dépenses			
Autorisations budgétaires totales	765.064.544	801.600.000	1.566.664.544
Mandats émis	439.860.318	737.209.414	1.177.069.732
Annulations de mandats		1.655.233	1.655.233
Dépenses nettes	439.860.318	735.554.181	1.175.414.499
RESULTAT DE L'EXERCICE			
Excédent		6.596.540	
Déficit	48.921.467		42.324.927

TABLEAU GENERAL DE L'EXERCICE 2010

ETAT D

119 : INSTITUT DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS DE POLYNÉSIE FRANÇAISE

B 119 : Budget Principal

1 - EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE						
Opérations de fonctionnement			Opérations d'investissement			
PRODUITS(classe 7)		742 150 721	Recettes d'investissement		390 938 851	
CHARGES(classe 6)		<u>735 554 181</u>	Dépenses d'investissement		<u>439 860 318</u>	
Résultat de l'exercice à reporter	Excédent	6 596 540	Solde des opérations d'investissement	Déficit	-48 921 467	
2 - SITUATION GENERALE						
		Réserves	Situation initiale	Résultats de l'exercice	Résultats non budgétaires	Situation finale
Résultats de fonctionnement reportés	Excédentaires			6 596 540		
	Déficitaires		-149 797 119			-143 200 579
Différence entre investissements et financements	Excédentaires		284 025 929			235 104 462
	Déficitaires			-48 921 467		
Situation globale			134 228 810	-42 324 927		91 903 883

Diminution du Fonds de Roulement :	-42 324 927
------------------------------------	-------------

Organisme 119 INSTITUT DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS DE LA POLYNESIE FRANCAISE

Le : 03-05-11 11:29 AM

ETAT E

Exercice 2010

BALANCE AU 31/12/10

Ucg B19

Page 001 / 010

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
			Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l'année			
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1027		5.127.098.004	100.175.000				100.175.000	5.127.098.004		5.026.923.004
TOTAL 102		5.127.098.004	100.175.000				100.175.000	5.127.098.004		5.026.923.004
TOTAL 10		5.127.098.004	100.175.000				100.175.000	5.127.098.004		5.026.923.004
119	121.580.990				28.216.129		149.797.119		149.797.119	
TOTAL 119	121.580.990				28.216.129		149.797.119		149.797.119	
TOTAL 11	121.580.990				28.216.129		149.797.119		149.797.119	
129	28.216.129					28.216.129	28.216.129	28.216.129		
TOTAL 129	28.216.129					28.216.129	28.216.129	28.216.129		
TOTAL 12	28.216.129					28.216.129	28.216.129	28.216.129		
1314		58.049.525						58.049.525		58.049.525
1315		894.316.139		196.965.391			1.091.281.530		1.091.281.530	
TOTAL 131		952.365.664		196.965.391			1.149.331.055		1.149.331.055	
13914	58.049.525						58.049.525		58.049.525	
13915	307.498.927		45.715.188				353.214.115		353.214.115	
TOTAL 139	365.548.452		45.715.188				411.263.640		411.263.640	
TOTAL 13	365.548.452	952.365.664	45.715.188	196.965.391			411.263.640	1.149.331.055	411.263.640	1.149.331.055
TOTAL 1	515.345.571	6.079.463.668	145.890.188	196.965.391	28.216.129	28.216.129	689.451.888	6.304.645.188	561.060.759	6.176.254.059
203	3.382.500		2.079.000				5.461.500		5.461.500	
TOTAL 203	3.382.500		2.079.000				5.461.500		5.461.500	
20531	26.681.414						26.681.414		26.681.414	
TOTAL 205	26.681.414						26.681.414		26.681.414	
TOTAL 20	30.063.914		2.079.000				32.142.914		32.142.914	
21116	1.929.751.033						1.929.751.033		1.929.751.033	
21126	1.323.399.570						1.323.399.570		1.323.399.570	
21156	486.645.414						486.645.414		486.645.414	
TOTAL 211	3.739.796.017						3.739.796.017		3.739.796.017	

Exercice 2010

Ucg B19

BALANCE AU 31/12/10

Page 002 / 010

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
			Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l'année			
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
21226	20.560.092				20.560.092		20.560.092	20.560.092		
21256	34.041.817		16.236.340				50.278.157		50.278.157	
2126	19.977.760				20.560.092		40.537.852		40.537.852	
TOTAL 212	74.579.669		16.236.340		20.560.092	20.560.092	111.376.101	20.560.092	90.816.009	
21316					2.003.500.000		2.003.500.000		2.003.500.000	
21317	27.932.272						27.932.272		27.932.272	
21356	2.547.631.280		259.738.426			2.003.500.000	2.807.369.706	2.003.500.000	803.869.706	
21357	208.190.071						208.190.071		208.190.071	
TOTAL 213	2.783.753.623		259.738.426		2.003.500.000	2.003.500.000	5.046.992.049	2.003.500.000	3.043.492.049	
21537	55.391.137		1.129.135				56.520.272		56.520.272	
21546	165.600						165.600		165.600	
21547	252.879.056		13.465.489				266.344.545		266.344.545	
21557	2.628.565						2.628.565		2.628.565	
TOTAL 215	311.064.358		14.594.624				325.658.982		325.658.982	
21816	273.682						273.682		273.682	
21818	1.010.497.250						1.010.497.250		1.010.497.250	
21826	2.711.645						2.711.645		2.711.645	
21827	111.603.412						111.603.412		111.603.412	
218316	1.130.850						1.130.850		1.130.850	
218317	27.982.366						27.982.366		27.982.366	
218327	63.914.868		1.321.740				65.236.608		65.236.608	
21846	1.866.358						1.866.358		1.866.358	
21847	61.398.162						61.398.162		61.398.162	
TOTAL 218	1.281.378.593		1.321.740				1.282.700.333		1.282.700.333	
TOTAL 21	8.190.572.260		291.891.130		2.024.060.092	2.024.060.092	10.506.523.482	2.024.060.092	8.482.463.390	

22 Septembre 2011

JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

5041

Organisme 119 INSTITUT DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS DE LA POLYNESIE FRANCAISE

Le : 03-05-11 11:29 AM

ETAT E

Exercice 2010

BALANCE AU 31/12/10

Ucg B19

Page 003 / 010

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
			Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l'année			
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
231	1.643.510						1.643.510		1.643.510	
TOTAL 231	1.643.510						1.643.510		1.643.510	
TOTAL 23	1.643.510						1.643.510		1.643.510	
280531		20.408.800		2.154.356				22.563.156		22.563.156
TOTAL 280		20.408.800		2.154.356				22.563.156		22.563.156
281		3.202.276			3.202.276		3.202.276	3.202.276		
281256		1.252.988			1.252.988		1.252.988	1.252.988		
281316										
281317		1.761.084		1.396.614				3.157.698		3.157.698
281356		119.710.571			119.710.571		119.710.571	119.710.571		
281357		128.943.924		20.819.007				149.762.931		149.762.931
281537		53.094.144		675.765				53.769.909		53.769.909
281547		184.613.491		18.303.991				202.917.482		202.917.482
281557		2.554.078		74.488				2.628.566		2.628.566
281818		992.419.693		12.835.979				1.005.255.672		1.005.255.672
281827		101.325.432		6.033.980				107.359.412		107.359.412
2818317		27.308.515		243.804				27.552.319		27.552.319
2818327		55.272.633		2.950.976				58.223.609		58.223.609
281847		60.778.332		339.443				61.117.775		61.117.775
TOTAL 281		1.732.237.161		63.674.047	124.165.835		124.165.835	1.795.911.208		1.671.745.373
284256		1.298.586		3.404.182		1.252.988		5.955.756		5.955.756
28426		7.991.104		4.053.785		3.202.276		15.247.165		15.247.165
284316				100.175.000		1.101.925.000		1.202.100.000		1.202.100.000
284356		1.024.306.611		20.512.090	1,101.925.000	119.710.571	1,101.925.000	1.164.529.272		62.604.272
284546		165.600						165.600		165.600
284816		273.682						273.682		273.682

Exercice 2010

Ucg B19

L.E. 03-05-11 11:29 AM

ETAT E

BALANCE AU 31/12/10

Page 004 / 010

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
			Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l'année			
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
284826		2.711.645						2.711.645		2.711.645
2848316		1.130.850						1.130.850		1.130.850
284846		1.866.358						1.866.358		1.866.358
TOTAL 284		1.039.744.436		128.145.057	1.101.925.000	1.226.090.835	1.101.925.000	2.393.980.328		1.292.055.328
TOTAL 28		2.792.390.397		193.973.460	1.226.090.835	1.226.090.835	1.226.090.835	4.212.454.692		2.986.363.857
TOTAL 2	8.222.279.684	2.792.390.397	293.970.130	193.973.460	3.250.150.927	3.250.150.927	1.766.400.741	6.236.514.784	8.516.249.814	2.986.363.857
4011		13.800.062			13.800.062		13.800.062	13.800.062		
4012					137.285.230	152.295.625	137.285.230	152.295.625		15.010.395
4017		925.862			2.000.020	2.000.000	2.000.020	2.925.862		925.842
4041		27.333.560			27.333.560		27.333.560	27.333.560		
4042					284.838.150	293.970.130	284.838.150	293.970.130		9.131.980
4047		8.564.146			33.030.445	24.499.029	33.030.445	33.063.175		32.730
TOTAL 40		50.623.630			498.287.467	472.764.784	498.287.467	523.388.414		25.100.947
411101	200.000						200.000		200.000	
411104	425.638						425.638		425.638	
411105	25.000						25.000		25.000	
411106	140.000						140.000		140.000	
411107	3.181.519						3.181.519		3.181.519	
411108	2.492.029					799.739	2.492.029	799.739	1.692.290	
411109	1.896.539					1.727.796	1.896.539	1.727.796	168.743	
411199	71.000						71.000		71.000	
4112					30.757.505	29.936.492	30.757.505	29.936.492	821.013	
TOTAL 41	8.431.725				30.757.505	32.464.027	39.189.230	32.464.027	6.725.203	

Organisme 119 INSTITUT DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS DE LA POLYNESIE FRANCAISE

Le : 03-05-11 11:29 AM

ETAT E

Exercice 2010

BALANCE AU 31/12/10

Ucg B19

Page 005 / 010

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
			Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l'année			
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
421		1.054.267			260.373.231	261.311.345	260.373.231	262.365.612		1.992.381
427					3.508.300	3.508.300	3.508.300	3.508.300		
TOTAL 42		1.054.267			263.881.531	264.819.645	263.881.531	265.873.912		1.992.381
431		1.393.538			101.508.915	101.611.405	101.508.915	103.004.943		1.496.028
TOTAL 43		1.393.538			101.508.915	101.611.405	101.508.915	103.004.943		1.496.028
4411					196.965.391	196.965.391	196.965.391	196.965.391		
4417					214.400.000	214.400.000	214.400.000	214.400.000		
TOTAL 44					411.365.391	411.365.391	411.365.391	411.365.391		
4631	57.014.604					55.567.479	57.014.604	55.567.479	1.447.125	
4632					344.112.491	342.457.258	344.112.491	342.457.258	1.655.233	
4661		2.473.153			24.235.852	28.017.579	24.235.852	30.490.732		6.254.880
4663		74.820			148.480	151.510	148.480	226.330		77.850
4664		12.000						12.000		12.000
46821		8.000.000						8.000.000		8.000.000
46841	1.429.826						1.429.826		1.429.826	
TOTAL 46	58.444.430	10.559.973			368.496.823	426.193.826	426.941.253	436.753.799	4.532.184	14.344.730
4713					837.614.305	903.069.466	837.614.305	903.069.466		65.455.161
4715					8.645.770	8.645.770	8.645.770	8.645.770		
4718					328.686	328.686	328.686	328.686		
4721	2.910						2.910		2.910	

Exercice 2010

Ucg B19

BALANCE AU 31/12/10

LE 03-03-11 11:29 AM

ETAT F

Page 006 / 010

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
			Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l'année			
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4731					78.058	78.058	78.058	78.058		
4781		7.800			7.800		7.800	7.800		
TOTAL 47	2.910	7.800			846.674.619	912.121.980	846.677.529	912.129.780	2.910	65.455.161
TOTAL 4	66.879.065	63.639.208			2.520.972.251	2.621.434.058	2.587.851.316	2.684.980.266	11.260.297	108.389.247
5117					100.000	100.000	100.000	100.000		
515	130.988.953				916.284.634	858.240.754	1.047.273.587	858.240.754	189.032.833	
545					8.645.770	8.645.770	8.645.770	8.645.770		
581					339.863.648	339.863.648	339.863.648	339.863.648		
TOTAL 5	130.988.953				1.264.894.052	1.206.850.172	1.395.883.005	1.206.850.172	189.032.833	
606										
60611			35.538.838				35.538.838			
60612			7.299.467				7.299.467			
60613			43.916				43.916			
60617			67.545				67.545			
6063			28.461.045				28.461.045			
6064			2.418.846				2.418.846			
6065			2.856.969				2.856.969			

22 Septembre 2011

JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

5045

Organisme : INSTITUT DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS DE LA POLYNESIE FRANCAISE

Le : 03-05-11 11:29 AM

ETAT E

Exercice 2010

Ucg B19

BALANCE AU 31/12/10

Page 007 / 010

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
			Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l'année			
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6068			891.752				891.752			
TOTAL 60			77.578.378				77.578.378			
6135			30.000				30.000			
6152			7.264.269				7.264.269			
6155			2.151.409				2.151.409			
6156			960.300				960.300			
6161			5.718.825				5.718.825			
6163			2.480.910				2.480.910			
6181			19.022				19.022			
TOTAL 61			18.624.735				18.624.735			
6226			306.266				306.266			
6231			87.480				87.480			
6241			88.049				88.049			
6242			416.230				416.230			
6247			2.657.610				2.657.610			
6251			1.091.910				1.091.910			
6257			2.051.221				2.051.221			
626			4.999.688				4.999.688			

Exercice 2010

Le : 03-05-11 11:29 AM

ETAT E

Ucg B19

BALANCE AU 31/12/10

Page 008 / 010

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
			Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l'année			
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6288			20.444.771				20.444.771			
6289			35.285.752				35.285.752			
TOTAL 62			67.428.977				67.428.977			
637			1.858.113				1.858.113			
TOTAL 63			1.858.113				1.858.113			
6411			286.228.341	131.517			286.228.341	131.517		
6412			68.712				68.712			
643			1.701.491				1.701.491			
6432			8.785				8.785			
645			73.676.466	1.523.716			73.676.466	1.523.716		
647			633.600				633.600			
648			744.491				744.491			
TOTAL 64			363.061.886	1.655.233			363.061.886	1.655.233		
656			6.119.464				6.119.464			
658110			149.076				149.076			
6581801			269.180				269.180			
65818010			352.000				352.000			
6581804			74.578				74.578			
6581805			378.023				378.023			
6581807			474.879				474.879			

22 Septembre 2011

JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

5047

Organisme 119 INSTITUT DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS DE LA POLYNESIE FRANCAISE

Le : 03-05-11 11:29 AM

ETAT E

Exercice 2010

BALANCE AU 31/12/10

Ucg B19

Page 009 / 010

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
			Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l'année			
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6581808			4.689.800				4.689.800			
6581809			61.980				61.980			
6583808			1.108.985				1.108.985			
TOTAL 65			13.677.965				13.677.965			
6718			750.000				750.000			
67182			255.900				255.900			
TOTAL 67			1.005.900				1.005.900			
681			193.973.460				193.973.460			
TOTAL 68			193.973.460				193.973.460			
TOTAL 6			737.209.414	1.655.233			737.209.414	1.655.233		
708				6.626.250				6.626.250		
7083				2.360.000				2.360.000		
TOTAL 70				8.986.250				8.986.250		
741				214.400.000				214.400.000		
TOTAL 74				214.400.000				214.400.000		
757				368.686.239				368.686.239		
758				3.155.130				3.155.130		
7588				1.032.914				1.032.914		
TOTAL 75				372.874.283				372.874.283		
776				100.175.000				100.175.000		

Organisme 119 INSTITUT DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS DE LA POLYNESIE FRANCAISE

Le : 03-05-11 11:29 AM

ETAT E

Exercice 2010

BALANCE AU 31/12/10

Ucg B19

Page 009 / 010

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
			Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l'année			
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6581808			4.689.800				4.689.800			
6581809			61.980				61.980			
6583808			1.108.985				1.108.985			
TOTAL 65			13.677.965				13.677.965			
6718			750.000				750.000			
67182			255.900				255.900			
TOTAL 67			1.005.900				1.005.900			
681			193.973.460				193.973.460			
TOTAL 68			193.973.460				193.973.460			
TOTAL 6			737.209.414	1.655.233			737.209.414	1.655.233		
708				6.626.250				6.626.250		
7083				2.360.000				2.360.000		
TOTAL 70				8.986.250				8.986.250		
741				214.400.000				214.400.000		
TOTAL 74				214.400.000				214.400.000		
757				368.686.239				368.686.239		
758				3.155.130				3.155.130		
7588				1.032.914				1.032.914		
TOTAL 75				372.874.283				372.874.283		
776				100.175.000				100.175.000		

22 Septembre 2011

JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

5049

CADRE 6 - BILAN

03-MAI-11 11:33:59

ETAT F

Organisme : 119 INSTITUT DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS DE LA POLYNESIE FRANCAISE

Ucg : B19

ACTIF	Exercice 2010			Exercice 2009
	BRUT	AMORTISSEMENTS PROVISIONS	NET	
ACTIF IMMOBILISE				
<u>Immobilisations incorporelles</u>				
201 Frais d'établissement				
203 Frais de recherche et de développement	5.461.500		5.461.500	3.382.500
205 Concessions et droits similaires	26.681.414	22.563.156	4.118.258	6.272.614
206 Droit au bail				
208 Autres immobilisations incorporelles				
237 Avances et acomptes				
<u>Immobilisations corporelles</u>				
211 Terrains	3.739.796.017		3.739.796.017	3.739.796.017
212 Aménagements de terrains	90.816.009	21.202.921	69.613.088	64.036.991
213 Constructions	3.043.492.049	1.417.624.901	1.625.867.148	1.509.031.433
214 Constructions sur sol d'autrui				
215 Installations techniques, matériels, outillage	325.658.982	259.481.557	66.177.425	70.637.045
216 Collections				
218 Autres immobilisations	1.282.700.333	1.265.491.322	17.209.011	38.291.453
231 Immobilisations corporelles en cours	1.643.510		1.643.510	1.643.510
238 Avances et acomptes				
<u>Immobilisations financières</u>				
261 Participations et créances rattachées à la participation				
271 Titres immobilisés (droits de propriété)				
272 Titres immobilisés (droits de créance)				
274 Prêts				

ETAT F

Organisme : 119 INSTITUT DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS DE LA POLYNESIE FRANCAISE

Ucg : B19

ACTIF	Exercice 2010			Exercice 2009
	BRUT	AMORTISSEMENTS PROVISIONS	NET	
<u>Immobilisations financières</u>				
275 Dépôts et cautionnements versés				
277 Autres créances immobilisées				
TOTAL 1	8.516.249.814	2.986.363.857	5.529.885.957	5.433.091.563
ACTIF CIRCULANT				
<u>Stocks en cours</u>				
371 Marchandises (à revendre en l'état)				
<u>Créances d'exploitation : Clients</u>				
411 Clients divers	6.725.203		6.725.203	8.431.725
<u>Créances d'exploitation : autres</u>				
429 Déicits et débets des régisseurs				
438 Produits à recevoir CPS				
4411 Subventions d'investissement				
4417 Subventions d'exploitation				
445 TVA				
462 Créances sur cession d'immobilisations				
463 Autres comptes débiteurs	3.102.358		3.102.358	57.014.604
4581 Maîtrise d'ouvrage				
4684 Produits à recevoir sur RA	1.429.826		1.429.826	1.429.826
4687 Produits à recevoir				

CADRE 6 - BILAN

03-MAI-11 11:33:59

ETAT F

Organisme : 119 INSTITUT DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS DE LA POLYNESIE FRANCAISE

Ucg : B19

ACTIF	Exercice 2010			Exercice 2009
	BRUT	AMORTISSEMENTS PROVISIONS	NET	
<u>Créances diverses</u>				
50 Valeurs mobilières de placement				
5117 Chèques impayés				
515 Compte au Trésor	189.032.833		189.032.833	130.988.953
543 Régie d'avance				
545 Régie de recettes				
531 Caisse				
TOTAL 2	200.290.220		200.290.220	197.865.108
COMPTES DE REGULARISATION				
<u>Comptes de régularisation</u>				
481 Charges à répartir				
472 Dépenses à régulariser	2.910		2.910	2.910
486 Charges constatées d'avance				
TOTAL 3	2.910		2.910	2.910
TOTAL GENERAL	8.716.542.944	2.986.363.857	5.730.179.087	5.630.959.581

CADRE 6 - BILAN

03-MAI-11 11:35:08

ETAT G

119 INSTITUT DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS DE LA POLYNESIE FRANCAI

Ucg : B19

PASSIF	Exercice 2010 NET	Exercice 2009 NET
CAPITAUX PROPRES		
102 Affectations	5.026.923.004	5.127.098.004
103 Biens remis en pleine propriété des établissements		
106 Réserves		
110 Report à nouveau (solde créditeur)		
119 Report à nouveau (perte)	- 149.797.119	- 121.580.990
120 Résultat de l'exercice (bénéfices)	6.596.540	
129 Résultat de l'exercice (pertes)		- 28.216.129
13 Subventions d'investissement	738.067.415	586.817.212
TOTAL 1	5.621.789.840	5.564.118.097
PROVISIONS		
15 Provisions pour risques et charges		
TOTAL 2		
DETTES		
<u>Dettes Financières</u>		
16 sauf 165 Emprunts auprès des établissements		
165 Dépôts et cautionnements reçus		
519 Concours bancaires courants		
<u>Dettes d'exploitation: Fournisseurs</u>		
401 Fournisseurs	15.936.237	14.725.924

119 INSTITUT DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS DE LA POLYNESIE FRANCAI Ucg : B19

PASSIF	Exercice 2010	Exercice 2009
	NET	NET
<u>Dettes d'exploitation: Fournisseurs</u>		
408 Fournisseurs-Factures non parvenues		
<u>Dettes d'exploitation: Fiscales et sociales</u>		
421 Personnel	1.992.381	1.054.267
427 Oppositions		
431 CPS	1.496.028	1.393.538
438 Autres charges sociales		
428 Personnel - Charges à payer		
445 TVA		
<u>Dettes d'exploitation: Dettes diverses</u>		
404 Fournisseurs d'immobilisation	9.164.710	35.897.706
407 Oppositions		
4191 Avances et acomptes reçus		
4582 Maîtrise d'ouvrage		
466 Crédoeurs divers	6.344.730	2.559.973
467 Autres comptes créditeurs		
4682 Charges à payer sur RA	8.000.000	8.000.000
473 Recettes à transférer		
TOTAL 3	42.934.086	63.631.408
<u>COMPTES DE REGULARISATION</u>		
4386 Autres charges à payer		

CADRE 6 - BILAN

03-MAI-11 11:35:08

ETAT G

119 INSTITUT DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS DE LA POLYNESIE FRANCAI

Ucg : B19

PASSIF	Exercice 2010	Exercice 2009
	NET	NET
471 Recettes à classer	65.455.161	
487 Produits constatés d'avance		
4781 Frais de poursuites		7.800
448 Territoire Charges à payer		
477 Gain au change		
TOTAL 4	65.455.161	7.800
TOTAL GENERAL	5.730.179.087	5.627.757.305

Total Classe 1	5.621.789.840
Fonds de roulement consolidé des provisions pour créances douteuses	91.903.883

COMPTE DE RESULTAT

03-MAI-11 11:35:38

ETAT H

119 INSTITUT DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS DE LA POLYNESIE FRANCAI Ucg : B19

CHARGES (hors taxes)	Exercice 2010	Exercice 2009
CHARGES D'EXPLOITATION		
<u>Coût d'achat des marchandises vendues dans l'exercice</u>		
607,608 Achats de marchandises		
6037 Variation des stocks de marchandises		
609 Rabais,remises, ristournes obtenus sur achat		
CONSOMMATION DE L'EXERCICE EN PROVENANCE DES TIERS		
<u>Achats stockés d'approvisionnements</u>	96.203.113	114.466.445
601 Achats de matières premières		
602 Autres approvisionnements		
603 sauf 6037 Variation des stocks d'approvisionnement		
61 Achats de sous-traitance	18.624.735	23.655.483
604,605,606 Achats non stockés de matière et fournitures	77.578.378	90.810.962
<u>Services extérieurs</u>	67.428.977	97.072.845
621 Personnel intérimaire		
62 sauf 621 Autres	67.428.977	97.072.845
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES		
<u>Impôts</u>	1.858.113	1.848.378
63 Impôts	1.858.113	1.848.378
<u>Charges de personnel</u>	361.406.653	352.096.054
641 Rémunération du personnel permanent	286.165.536	278.729.579
643 Rémunération du personnel sur crédits	1.710.276	3.964.471
644 Rémunération du personnel recruté sur convention		

COMPTES DE RESULTAT

03-MAI-11 11:35:38

ETAT H

119 INSTITUT DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS DE LA POLYNESIE FRANCAI Ucg : B19

CHARGES (hors taxes)	Exercice 2010	Exercice 2009
<u>Charges de personnel</u>		
645 Charges sociales	72.152.750	68.638.804
646,647,648 Autres	1.378.091	763.200
<u>Autres charges</u>	13.677.965	20.289.416
65 Autres charges de gestion courante	13.677.965	20.289.416
<u>Charges financières</u>		
686 Dotations aux amortissements et aux provisions		
661 Charges d'intérêts		
665 Escomptes accordés		
666 Pertes au change		
667 Charge nette sur cession de valeurs mobilières de placement		
668 Autres charges financières		
<u>Charges exceptionnelles</u>	1.005.900	25.558.079
671 Charges exceptionnelles sur opérations de l'exercice	1.005.900	25.530.440
672 Charges exceptionnelles sur exercices antérieurs		
675 Valeur comptable des éléments d'actif cédés		
678 Autres charges exceptionnelles sur opérations en capital		27.639
<u>Dotations aux amortissements et aux provisions</u>	193.973.460	198.369.139

COMPTE DE RESULTAT

03-MAI-11 11:35:33

ETAT H

119 INSTITUT DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS DE LA POLYNESIE FRANCAI Ucg : B19

CHARGES (hors taxes)	Exercice 2010	Exercice 2009
<u>Dotations aux amortissements et aux provisions</u>		
681 Sur immobilisations : dotations aux amortissements et aux provisions (e	193.973.460	198.369.139
687 Dotations aux amortissements et aux provisions (charges exceptionnell		
<u>Impôts sur les bénéfices</u>		
69 Impôts sur les bénéfices		
Sous - total	735.554.181	809.700.356
Solde créditeur : Bénéfice	6.596.540	
TOTAL GENERAL	742.150.721	809.700.356

COMPTE DE RESULTAT

03-MAI-11 11:40:09

ETAT I

119 INSTITUT DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS DE LA POLYNESIE FRANCAI Ucg : B19

PRODUITS (hors taxes)	Exercice 2010	Exercice 2009
PRODUITS D'EXPLOITATION		
707 Ventes de marchandises vendues dans l'exercice		
<u>Production vendue</u>	8.986.250	8.847.420
701 702 703 Ventes		
704 Travaux		
705 706 708 Prestations de services et études, activités annexes	8.986.250	8.847.420
709 Rabais, remises et ristournes accordées par l'établissement		
Montant net du chiffre d'affaires	8.986.250	8.847.420
<u>Production stockée</u>		
7133 En cours de production de biens		
7134 En cours de production de services		
7135 Produits		
<u>Production immobilisée</u>		
72 Production immobilisée		
<u>Subvention d'exploitation</u>	214.400.000	
74 Subvention d'exploitation	214.400.000	
<u>Reprises sur amortissements et provisions</u>		
78 Reprises sur amortissements et provisions		
<u>Transferts de charges</u>		
79 Transferts de charges		
<u>Autres produits</u>	372.874.283	627.642.836

COMPTE DE RESULTAT

03-MAI-11 11:40:09

ETAT I

119 INSTITUT DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS DE LA POLYNESIE FRANCAI Ucg : B19

PRODUITS (hors taxes)	Exercice 2010	Exercice 2009
<u>Autres produits</u>		
75 Autres produits	372.874.283	627.642.836
<u>PRODUITS FINANCIERS</u>		
<u>Produits financiers</u>		
761 De participation		
762 D'autres immobilisations financières		
763 D'autres créances		
764 Revenus de valeurs mobilières de placement		
765 Escomptes obtenus		
766 Gains de change		
767 Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
768 Autres produits financiers		
<u>PRODUITS EXCEPTIONNELS</u>		
<u>Produits exceptionnels</u>	145.890.188	144.993.971
771 Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
775 Produits de cessions d'éléments d'actifs		
776 Produits issus de la neutralisation des amortissements	100.175.000	100.175.000
777 Quote-part des subventions d'investissement virée au résultat	45.715.188	44.818.971
778 Autres produits exceptionnels		
774 Produits exceptionnels ope. antérieures		
Sous - total	742.150.721	781.484.227
		28.216.129
<u>TOTAL GENERAL</u>	<u>742.150.721</u>	<u>809.700.356</u>

ETAT J

VALEURS INACTIVES

119 INSTITUT DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS DE LA POLYNESIE FRANCAISE

EXERCICE 2010

DESIGNATION DES COMPTES		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
COMPTE	INTITULE	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Débiteur	Créditeur

ETAT
NEANT

TRESORERIE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS

ETAT K

BALANCE DEFINITIVE DE L'EXERCICE 2010

119 INSTITUT DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS DE POLYNESIE FRANCAISE

COMPTES	DEBIT	CREDIT
1027		5 026 923 004
119	149 797 119	
120		6 596 540
1314		58 049 525
1315		1 091 281 530
13914	58 049 525	
13915	353 214 115	
203	5 461 500	
20531	26 681 414	
21116	1 929 751 033	
21126	1 323 399 570	
21156	486 645 414	
21256	50 278 157	
2126	40 537 852	
21316	2 003 500 000	
21317	27 932 272	
21356	803 869 706	
21357	208 190 071	
21537	56 520 272	
21546	165 600	
21547	266 344 545	
21557	2 628 565	
21816	273 682	
21818	1 010 497 250	
21826	2 711 645	
21827	111 603 412	
218316	1 130 850	
218317	27 982 366	
218327	65 236 608	
21846	1 866 358	
21847	61 398 162	
231	1 643 510	

TRESORERIE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS

ETAT K

BALANCE DEFINITIVE DE L'EXERCICE 2010

119 INSTITUT DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS DE POLYNESIE FRANCAISE

COMPTES	DEBIT	CREDIT
280531		22 563 156
281317		3 157 698
281357		149 762 931
281537		53 769 909
281547		202 917 482
281557		2 628 566
281818		1 005 255 672
281827		107 359 412
2818317		27 552 319
2818327		58 223 609
281847		61 117 775
284256		5 955 756
28426		15 247 165
284316		1 202 100 000
284356		62 604 272
284546		165 600
284816		273 682
284826		2 711 645
2848316		1 130 850
284846		1 866 358
4012		15 010 395
4017		925 842
4042		9 131 980
4047		32 730
411101	200 000	
411104	425 638	
411105	25 000	
411106	140 000	
411107	3 181 519	
411108	1 692 290	
411109	168 743	
411199	71 000	
4112	821 013	

TRESORERIE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS

ETAT K

BALANCE DEFINITIVE DE L'EXERCICE 2010

119 INSTITUT DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS DE POLYNESIE FRANCAISE

COMPTES	DEBIT	CREDIT
421		1 992 381
431		1 496 028
4411	0	
4631	1 447 125	
4632	1 655 233	
4661		6 254 880
4663		77 850
4664		12 000
46821		8 000 000
46841	1 429 826	
4713		65 455 161
4721	2 910	
4781		0
515	189 032 833	
TOTAUX	9 277 603 703	9 277 603 703

DELIBERATION n° 2011-48 APF du 9 septembre 2011 portant approbation du compte administratif de l'exercice 2010 du Conseil économique, social et culturel et affectation de son résultat.

NOR : CES1001400DL

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 2005-64 APF du 13 juin 2005 modifiée portant composition, organisation et fonctionnement du Conseil économique, social et culturel de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 983 CM du 18 juillet 2011 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 3076-2011 APF/SG du 6 septembre 2011 portant convocation en séance des représentants à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le rapport n° 78-2011 du 10 août 2011 de la commission des institutions et des relations internationales ;

Dans sa séance du 9 septembre 2011,

Adopte :

Article 1er. — Le montant définitif des recettes du compte administratif du Conseil économique, social et culturel de la Polynésie française pour l'exercice 2010 est arrêté à la somme de *cent quinze millions cent mille francs CFP* (115 100 000 F CFP) se décomposant comme suit :

- section I de fonctionnement	107 100 000 F CFP
- section II d'investissement	8 000 000 F CFP
<i>Total</i>	<i>115 100 000 F CFP</i>

Art. 2. — Le montant définitif des dépenses du compte administratif du Conseil économique, social et culturel pour l'exercice 2010 est arrêté à la somme de *cent trente-neuf millions quinze mille cinq cent soixante-treize francs CFP* (139 015 573 F CFP) se décomposant comme suit :

- section I de fonctionnement	135 193 896 F CFP
- section II d'investissement	3 821 677 F CFP
<i>Total</i>	<i>139 015 573 F CFP</i>

Art. 3. — Le compte administratif du Conseil économique, social et culturel pour l'exercice 2010, annexé à la présente délibération, est définitivement fixé ainsi qu'il suit en F CFP :

	<i>Section I</i>	<i>Section II</i>	<i>Total</i>
	<i>Fonctionnement</i>	<i>Investissement</i>	
Recettes	107 100 000	8 000 000	115 100 000
Dépenses	135 193 896	3 821 677	139 015 573
Résultat	- 28 093 896	4 178 323	- 23 915 573

Art. 4. — Le résultat de fonctionnement pour l'exercice 2010 est affecté au compte "report à nouveau" pour un montant déficitaire de *vingt-huit millions quatre-vingt-treize mille huit cent quatre-vingt-seize francs CFP* (28 093 896 F CFP).

Art. 5. — Les différences entre les résultats et les prévisions budgétaires du Conseil économique, social et culturel de la Polynésie française pour l'exercice 2010 sont approuvées.

Art. 6. — La concordance entre le compte administratif et le compte de gestion du Conseil économique, social et culturel de la Polynésie française pour l'exercice 2010 est constatée.

Art. 7. — Le Président de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,
Ismaël TUAHU.

Le président,
Benoît KAUTAI.

COMPTE ADMINISTRATIF DU CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET CULTUREL **EXERCICE 2010**

SECTION DE FONCTIONNEMENT - RECETTES

Chapitre	Article	Libellé	Prévisions primitives	Prévisions modifiées	Réalisations	Réalisations en %
			<i>a</i>	<i>b</i>	<i>c</i>	<i>d=c/a</i>
960	7412	Dotation globale forfaitaire de la Polynésie française	107 100 000	107 100 000	107 100 000	100%
991	002	Résultat de fonctionnement reporté	0	33 200 000	0	0%
Total.....			107 100 000	140 300 000	107 100 000	100%

SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES

Chapitre	Article	Libellé	Prévisions primitives	Prévisions modifiées	Réalisations	Réalisations en %
			<i>a</i>	<i>b</i>	<i>c</i>	<i>d=c/a</i>
900	13	Subvention d'investissement	32 000 000	32 000 000	8 000 000	25%
	21	Virement de la section de fonctionnement	0	2 200 000	0	0%
Total.....			32 000 000	34 200 000	8 000 000	25%

COMPTE ADMINISTRATIF DU CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET CULTUREL

EXERCICE 2010

SECTION DE FONCTIONNEMENT - DEPENSES

Chapitre	Article	Libellé	Prévisions primitives	Prévisions modifiées	Réalisations	Réalisations en %
			<i>a</i>	<i>b</i>	<i>c</i>	<i>d=c/a</i>
960	606	Achats non stockés de matières et fournitures	9 000 000	9 000 000	8 149 554	90,55%
	613	Locations	1 600 000	1 600 000	1 296 326	81,02%
	615	Entretien et réparation	7 500 000	7 500 000	7 084 073	94,45%
	616	Primes d'assurances	400 000	400 000	284 855	71,21%
	618	Divers services extérieurs	2 100 000	2 100 000	2 060 144	98,10%
	623	Publicité, publication, relations publiques	5 000 000	5 000 000	2 076 557	41,53%
	624	Transports (personnel administratif)	100 000	100 000	0	0,00%
	625	Déplacement et mission (personnel administratif)	100 000	100 000	0	0,00%
	626	Frais postaux et frais télécommunications	3 000 000	3 000 000	1 772 188	59,07%
	628	Divers - autres services extérieurs	1 000 000	1 000 000	3 125 722	312,57%
	653	Indemnités, vacation et frais de mission des membres	77 100 000	107 100 000	108 417 150	140,62%
Total du chapitre 960 - Pouvoirs publics			106 900 000	136 900 000	134 266 569	125,60%
962	641	Rémunérations du personnel	100 000	1 100 000	728 271	728,27%
	645	Charges sociales	100 000	100 000	199 056	199,06%
Total du chapitre 962 - Personnel			200 000	1 200 000	927 327	463,66%
991	023	Virement à la section d'investissement	0	2 200 000	0	0,00%
Total du chapitre 991 - Gestion financière			0	2 200 000	0	0,00%
Total			107 100 000	140 300 000	135 193 896	126,23%

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES

Chapitre	Article	Libellé	Prévisions primitives	Prévisions modifiées	Crédit de Paiement délégué	Réalisations	Réalisations en %
			<i>a</i>	<i>b</i>	<i>c</i>	<i>d</i>	<i>e=d/a</i>
900	203	Frais d'étude de recherche et de développement	0	2 200 000	2 200 000	0	0,00%
	213	Construction	30 000 000	30 000 000	6 000 000	1 957 161	6,52%
	218	Autres immobilisations corporelles	2 000 000	2 000 000	2 000 000	1 864 516	93,23%
Total du chapitre 900 - Pouvoirs publics			32 000 000	34 200 000	10 200 000	3 821 677	11,94%

COMPTE ADMINISTRATIF DU CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET CULTUREL

BALANCE GENERALE

- EXERCICE 2010 -

DEPENSES

SECTION DE FONCTIONNEMENT				
CHAP	LIBELLES	PREVISIONS PRIMITIVES	PREVISIONS MODIFIEES	REALISATIONS MANDATS
960	Pouvoirs publics	107 100 000	138 100 000	135 193 896
991	Gestion financière	0	2 200 000	0
TOTAL SECTION DE FONCTIONNEMENT		107 100 000	140 300 000	135 193 896

SECTION D'INVESTISSEMENT					
CHAP	Art	LIBELLES	PREVISIONS PRIMITIVES	PREVISIONS MODIFIEES	REALISATIONS MANDATS
900	203	Frais d'étude de recherche et de développement	0	2 200 000	0
	213	Construction	30 000 000	30 000 000	1 957 161
	218	Autres immobilisations corporelles	2 000 000	2 000 000	1 864 516
TOTAL SECTION D'INVESTISSEMENT			32 000 000	34 200 000	3 821 677

TOTAL GENERAL	139 100 000	174 500 000	139 015 573
---------------	-------------	-------------	-------------

RECETTES

SECTION DE FONCTIONNEMENT				
CHAP	LIBELLES	PREVISIONS PRIMITIVES	PREVISIONS MODIFIEES	REALISATIONS
960	Pouvoirs publics	107 100 000	107 100 000	107 100 000
991	Gestion financière	0	33 200 000	0
TOTAL SECTION DE FONCTIONNEMENT		107 100 000	140 300 000	107 100 000

SECTION D'INVESTISSEMENT					
CHAP	Art	LIBELLES	PREVISIONS PRIMITIVES	PREVISIONS MODIFIEES	REALISATIONS
900	21	Virement de la section fonctionnement	0	2 200 000	0
	13	Subvention d'investissement pour le CESC - 2010	32 000 000	32 000 000	8 000 000
TOTAL SECTION D'INVESTISSEMENT			32 000 000	34 200 000	8 000 000

TOTAL GENERAL	139 100 000	174 500 000	115 100 000
---------------	-------------	-------------	-------------

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT		PARTIE AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT		RESULTAT DE L'EXERCICE 2010		RESULTATS CUMULES A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	
	DEFICIT	EXCEDENT	DEFICIT	EXCEDENT	DEFICIT	EXCEDENT	DEFICIT	EXCEDENT
FONCTIONNEMENT		108 394 829			28 093 896			80 300 933
INVESTISSEMENT						4 178 323		4 178 323

DELIBERATION n° 2011-49 APF du 9 septembre 2011 portant approbation du compte financier de l'exercice 2010 de l'Agence tahitienne de presse et affectation de son résultat.

NOR : ATP1101604DL

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 2001-4 APF du 11 janvier 2001 modifiée portant création de l'Agence tahitienne de presse ;

Vu l'arrêté n° 201 CM du 26 février 2001 modifié relatif à l'organisation, au fonctionnement, aux règles financières, budgétaires et comptables de l'Agence tahitienne de presse ;

Vu l'arrêté n° 1157 CM du 5 août 2011 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 3076-2011 APF/SG du 6 septembre 2011 portant convocation en séance des représentants à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le rapport n° 104-2011 du 31 août 2011 de la commission de la communication, du patrimoine culturel, de l'artisanat et de la jeunesse et des sports ;

Dans sa séance du 9 septembre 2011,

Adopte :

Article 1er. — Le montant définitif des recettes du compte financier de l'Agence tahitienne de presse pour l'exercice 2010 est arrêté à la somme de *quatre-vingt-dix millions trois cent dix-sept mille quatre-vingt-seize francs CFP* (90 317 096 F CFP), se décomposant comme suit :

- section I de fonctionnement	89 730 752 F CFP
- section II d'investissement	586 344 F CFP
<i>Total</i>	<i>90 317 096 F CFP</i>

Art. 2. — Le montant définitif des dépenses du compte financier de l'Agence tahitienne de presse pour l'exercice 2010 est arrêté à la somme de *quatre-vingt-trois millions trois cent quatre-vingt-douze mille sept cent trente-neuf francs CFP* (83 392 739 F CFP), se décomposant comme suit :

- section I de fonctionnement	82 551 387 F CFP
- section II d'investissement	841 352 F CFP
<i>Total</i>	<i>83 392 739 F CFP</i>

Art. 3. — Le compte financier de l'Agence tahitienne de presse pour l'exercice 2010, annexé à la présente délibération, est définitivement fixé ainsi qu'il suit en F CFP :

	Section I <i>Fonctionnement</i>	Section II <i>Opérations en capital</i>	Total
Recettes	89 730 752	586 344	90 317 096
Dépenses	82 551 387	841 352	83 392 739
Résultat	7 179 365	- 255 008	6 924 357

Art. 4. — Le résultat d'exploitation de l'exercice 2010, soit un excédent de 7 179 365 F CFP, est affecté au compte 110 : report à nouveau (solde créditeur) 7 179 365 F CFP.

Afin de réajuster le besoin de financement de la section d'investissement, un transfert de 255 008 F CFP devra être opéré sur le compte 110 pour être affecté, par délibération, au crédit du compte 1068 : autres réserves.

Art. 5. — Au 31 décembre de l'exercice 2010, le fonds de roulement de l'Agence tahitienne de presse est de *huit millions six cent soixante et un mille cent quinze francs CFP* (8 661 115 F CFP).

Art. 6. — Le Président de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,
Ismaël TUAHU.

Le président,
Benoît KAUTAI.

AGENCE TAHITIENNE DE PRESSE

COMPTE FINANCIER DE L'EXERCICE 2010

Présenté par

Monsieur Michel RUIZ du 1er janvier 2010 au 31 décembre 2010

Palatua de Polynésie Française

Le 14/04/2011 ETAT : A

Organisme : 120 AGENCE TAHITIENNE DE PRESSE

ETAT DE CONSOMMATION ET DE REALISATION

Exercice : 2010

Ucg : 820 Budget Principal

DEPENSES

Compte	Programme	Libellé	Crédits ouverts	Mandats ou OR émis	Mandats ou OR annulés	Crédits disponibles	% Cred. Cons.
139		SUB. INV. INSCR.,	300 000	123 273		176 727	41,09
		<i>Sous-total</i>	300 000	123 273		176 727	41,09
205		CONCESSIONS DROITS	100 000			100 000	00,00
		<i>Sous-total</i>	100 000			100 000	00,00
216		INST. TECHN. MAT. OU	0			0	00,00
		<i>Sous-total</i>	0			0	00,00
218		AUT. IMMOB. CORPOR	1 000 000	718 079		281 921	71,81
		<i>Sous-total</i>	1 000 000	718 079		281 921	71,81
Total Investissement			1 400 000	841 352		558 648	60,10

DEPENSES

Compte	Programme	Libellé	Crédits ouverts	Mandats ou OR émis	Mandats ou OR annulés	Crédits disponibles	% Cred. Cons.
608		ACHATS APPRO. NON ST	2 230 000	2 154 470		75 522	95,61
		<i>Sous-total</i>	2 230 000	2 154 470		75 522	95,61
613		LOCATIONS	370 000	351 450		18 550	94,99
		<i>Sous-total</i>	370 000	351 450		18 550	94,99
615		TRAV. ENTR. ET REPAR	580 000	408 445		171 555	88,85
		<i>Sous-total</i>	580 000	408 445		171 555	88,85
616		PRIMES ASSURANCES	200 000	177 807		22 193	88,90
		<i>Sous-total</i>	200 000	177 807		22 193	88,90
618		DIVERS	795 000	584 734		210 266	73,55
		<i>Sous-total</i>	795 000	584 734		210 266	73,55
622		RÉMUNERATIONS INTERM	1 815 000	1 784 325		30 675	98,31
		<i>Sous-total</i>	1 815 000	1 784 325		30 675	98,31
624		TRANS. BIENS. COLL.	50 000	20 900		29 100	41,80
		<i>Sous-total</i>	50 000	20 900		29 100	41,80
625		DEPLACEMENTS MISS	45 000	17 393		27 607	38,65
		<i>Sous-total</i>	45 000	17 393		27 607	38,65
626		FRAIS POSTAUX ET TEL	2 580 000	2 509 250		70 742	97,26
		<i>Sous-total</i>	2 580 000	2 509 250		70 742	97,26
627		SERVICES BANCAIRES	35 000			35 000	00,00
		<i>Sous-total</i>	35 000			35 000	00,00
628		CHARGES EXTERNES DIV	2 020 000	1 983 410		36 590	98,19
		<i>Sous-total</i>	2 020 000	1 983 410		36 590	98,19
636		AUT. IMPOTS TAXES ..	510 000	501 800		8 200	98,35
		<i>Sous-total</i>	510 000	501 800		8 200	98,35
637		AUTRES IMPOTS ET TAX	40 000	38 400		1 600	96,00

Palerie de Polynésie Française

ETAT : A

Organisme : 120 AGENCE TAHITIENNE DE PRESSE

ETAT DE CONSOMMATION ET DE REALISATION

Exercice 2010

Urg. B20 Budget Principal

DEPENSES

Compte	Programme	Libellé	Crédits ouverts	Mandats ou OR émis	Mandats ou OR annulés	Crédits disponibles	% Créd. Cons.
		<i>Sous-total</i>	40 000	38 400		1 600	96,00
641		REMUNERATION PERSONNEL	59 400 000	58 214 341	- 611 171	1 796 830	98,98
		<i>Sous-total</i>	59 400 000	58 214 341	- 611 171	1 796 830	98,98
645		CHARGES SOCIALES CPS	13 600 000	13 363 640		236 360	98,26
		<i>Sous-total</i>	13 600 000	13 363 640		236 360	98,26
647		AUTRES CHARGES SOCIA	100 000	50 400		49 600	50,40
		<i>Sous-total</i>	100 000	50 400		49 600	50,40
854		CHARGES SUR CREANCES	10 000			10 000	100,00
		<i>Sous-total</i>	10 000			10 000	100,00
666		PERTES DE CHANGE	25 000			25 000	100,00
		<i>Sous-total</i>	25 000			25 000	100,00
671		CHARGES EXCEPT.	15 000	14 300		700	95,33
		<i>Sous-total</i>	15 000	14 300		700	95,33
681		DOTATIONS AUX AMORTI	600 000	586 344		13 656	97,72
		<i>Sous-total</i>	600 000	586 344		13 656	97,72
695		IMPOTS SUR LES BENEF	350 000	313 333		36 667	89,52
		<i>Sous-total</i>	350 000	313 333		36 667	89,52
Total Fonctionnement			85 350 000	83 162 558	- 611 171	2 798 613	97,44
TOTAL			86 750 000	84 003 910	- 611 171	3 357 261	98,02

RECETTES

Compte	Programme	Libellé	Prévisions	Mandats ou OR émis	Mandats ou OR annulés	Différence sur prévisions	% Créd. Cons.
131		SUBVENTION EQUIPEMEN	800 000			800 000	100,00
		<i>Sous-total</i>	800 000			800 000	100,00
281		AMORT. IMMOBL. CORPOR	600 000	586 344		13 656	97,72
		<i>Sous-total</i>	600 000	586 344		13 656	97,72
Total Investissement			1 400 000	586 344		813 656	41,88
705		PRESTATIONS SERVICES	17 000 000	14 589 382		2 410 618	85,82
		<i>Sous-total</i>	17 000 000	14 589 382		2 410 618	85,82
744		SUBV. EXPLOIT. TERRAI	68 000 000	75 000 000		- 7 000 000	110,29
		<i>Sous-total</i>	68 000 000	75 000 000		- 7 000 000	110,29
766		GAINS AU CHANGE	50 000	18 117		31 883	36,23
		<i>Sous-total</i>	50 000	18 117		31 883	36,23
777		QUOTE-PART SUB INVES	300 000	123 273		176 727	41,09
		<i>Sous-total</i>	300 000	123 273		176 727	41,09
Total Fonctionnement			85 350 000	89 730 752		- 4 380 752	105,00
TOTAL			86 750 000	90 317 086		- 3 567 086	103,99

5072

JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

22 Septembre 2011

Palat de Polynésie Française

Le 14/04/2011

ETAT : B

Organisme : 120 AGENCE TAHITIENNE DE PRESSE

Exercice : 2010

Uoq : 830 Budget Principal

SYNTHESE ETAT DE CONSOMMATION ET DE REALISATION

DEPENSES

Compte	Crédits ouverts	Mandats ou OR émis	Mandats ou OR annulés	Crédits disponibles
13	300 000	123 273		176 727
20	100 000			100 000
21	1 000 000	718 079		281 921
Total Investissement	1 400 000	841 352		558 648
60	2 230 000	2 154 478		75 522
61	1 925 000	1 810 436		114 564
62	8 545 000	8 315 286		229 714
63	500 000	540 000		10 000
64	73 100 000	71 828 381	- 611 171	2 062 796
65	10 000			10 000
66	25 000			25 000
67	15 000	14 300		700
68	600 000	586 344		13 656
69	350 000	313 333		36 667
Total Fonctionnement	83 350 000	83 162 558	- 611 171	2 798 613
TOTAL	86 750 000	84 003 910	- 611 171	3 357 261

RECETTES

Compte	Prévisions	Mandats ou OR émis	Mandats ou OR annulés	Différence sur prévisions
13	800 000			800 000
20	600 000	586 344		13 656
Total Investissement	1 400 000	586 344		813 656
70	17 000 000	14 888 362		2 111 638
74	80 000 000	75 000 000		- 5 000 000
76	50 000	18 117		31 883
77	300 000	123 273		176 727
Total Fonctionnement	85 350 000	89 730 752		- 4 380 752
TOTAL	86 750 000	89 317 096		- 2 567 096

22 Septembre 2011

JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

507

RESULTATS BUDGETAIRES DE L'EXERCICE 2010

ETAT C

120 : AGENCE TAHITIENNE DE PRESSE

Le : 14-AVR-11 08:12:13

B20 : Budget Principal

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
Recettes			
Prévisions budgétaires totales	1.400.000	85.350.000	86.750.000
Titres de recettes émis	586.344	89.730.752	90.317.096
Réductions de titres			
Recettes nettes	586.344	89.730.752	90.317.096
Dépenses			
Autorisations budgétaires totales	1.400.000	85.350.000	86.750.000
Mandats émis	841.352	83.162.558	84.003.910
Annulations de mandats		611.171	611.171
Dépenses nettes	841.352	82.551.387	83.392.739
RESULTAT DE L'EXERCICE Excédent		7.179.365	6.924.357
Déficit	255.008		

TABLEAU GENERAL DE L'EXERCICE 2010

ETAT D

120 : AGENCE TAHITIENNE DE PRESSE

B120 : Budget Principal

1 - EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE					
Opérations de fonctionnement			Opérations d'investissement		
PRODUITS(classé 7)		89 730 752	Recettes d'investissement		586 344
CHARGES(classé 6)		82 551 387	Dépenses d'investissement		841 352
Résultat de l'exercice à reporter	Excédent	7 179 365	Solde des opérations d'investissement	Déficit	-255 008
2 - SITUATION GENERALE					
	Réserves	Situation initiale	Résultats de l'exercice	Variation de stocks- Provisions	Situation finale
Résultats de fonctionnement reportés					
Excédentaires		2 440 418	7 179 365		9 619 781
Déficitaires					
Différence entre investissements et financements					
Excédentaires					
Déficitaires		-703 658	-255 008		-958 666
Situation globale		1 736 750	6 924 357		8 661 115

Augmentation du Fonds de Roulement :

6 924 357

Organisme 120 AGENCE TAHITIENNE DE PRESSE
Exercice 2010

Le : 14-04-11 09:13 AM

ETAT E

Ucg B20

BALANCE AU 31/12/10

Page 001 / 007

COMPTES	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
	Débit	Crédit	Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l'année		Débit	Crédit
			Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit		
1058		1.891.302			1.187.644		1.187.644	1.891.302		703.658
TOTAL 108		1.891.302			1.187.644		1.187.644	1.891.302		703.658
TOTAL 10		1.891.302			1.187.644		1.187.644	1.891.302		703.658
110		14.744.330			14.195.216	1.187.644	14.195.216	15.931.974		1.738.758
TOTAL 110		14.744.330			14.195.216	1.187.644	14.195.216	15.931.974		1.738.758
TOTAL 11		14.744.330			14.195.216	1.187.644	14.195.216	15.931.974		1.738.758
129	14.195.216					14.195.216	14.195.216	14.195.216		
TOTAL 129	14.195.216					14.195.216	14.195.216	14.195.216		
TOTAL 12	14.195.216					14.195.216	14.195.216	14.195.216		
1311		163.472						163.472		163.472
1312		5.334.708						5.334.708		5.334.708
TOTAL 131		5.498.178						5.498.178		5.498.178
13811	163.472						163.472		163.472	
13812	4.657.980		123.273				4.657.980		4.657.980	
TOTAL 138	4.657.980		123.273				4.657.980		4.657.980	
TOTAL 13	4.657.980		123.273				4.657.980		4.657.980	
TOTAL 1	19.893.396	22.133.810	123.273		15.182.860	1.187.644	34.399.528	37.516.670	4.821.452	7.538.594
20531	4.470.425						4.470.425		4.470.425	
TOTAL 205	4.470.425						4.470.425		4.470.425	
TOTAL 20	4.470.425						4.470.425		4.470.425	
2135	591.354						591.354		591.354	
TOTAL 213	591.354						591.354		591.354	
215	279.505						279.505		279.505	
21537	7.409.556						7.409.556		7.409.556	
21547	427.096						427.096		427.096	

ETAT E

Lg : 14-04-11 08:13 AM

Agencement 120 AGENCE TAHITIENNE DE PRESSE

Exercice 2010

Ucg 820

BALANCE AU 31/12/10

COMPTES	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE				SOLDE	
			Operations budgétaires		Operations non budgétaires		Total de l'année	
	Débit	Credit	Débit	Credit	Débit	Credit	Débit	Credit
TOTAL 215	2.178.157						2.178.157	2.178.157
2101	1.380.008						1.380.008	
2102	433.179						433.179	
2103	15.261.534						15.261.534	
2104	1.422.845						1.422.845	
2105	242.125						242.125	
2106	41.160						41.160	
TOTAL 216	22.780.691						22.780.691	
TOTAL 21	28.488.103						28.488.103	
280531		4.470.425						4.470.425
TOTAL 280		4.470.425						4.470.425
28135		591.354						591.354
2815		129.788						129.788
281537		7.409.556						7.409.556
281547		427.008						427.008
28163		1.129.715						1.129.715
281627		355.192						355.192
2816227		15.234.894						15.234.894
2816331		1.422.845						1.422.845
281647		242.125						242.125
281697		41.160						41.160
TOTAL 281		26.994.505						26.994.505
TOTAL 28		31.464.930						31.464.930
TOTAL 2	32.358.507	31.464.930					32.358.507	31.464.930

Organisme 120 AGENCE TAHITIENNE DE PRESSE
Exercice 2010
Ucg B20

Le : 14-04-11 08:13 AM

ETAT E

BALANCE AU 31/12/10

Page 003 / 007

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
	Débit	Crédit	Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l'année		Débit	Crédit
			Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit		
4011		2.587.935			11.525.617	10.408.929	11.525.617	12.986.884		1.471.247
4041					648.550	738.450	648.550	738.450		89.900
TOTAL 40		2.587.935			12.174.167	11.147.379	12.174.167	13.735.314		1.561.147
411104	100.000						100.000		100.000	
411107	148.320						148.320		148.320	
411108	335.277					58.520	335.277	58.520	276.757	
411109	3.576.626					3.376.626	3.576.626	3.576.626		
411110					15.886.674	11.305.240	15.886.674	11.305.240	4.581.434	
TOTAL 41	4.160.223				16.886.674	14.840.280	20.046.807	14.940.386	5.106.511	
421		83.360			45.512.062	53.682.933	45.512.062	53.686.283		8.154.231
427					1.620.217	1.620.217	1.620.217	1.620.217		
TOTAL 42		83.360			47.132.279	55.223.150	47.132.279	59.286.510		8.154.231
431		1.708.280			18.634.803	18.009.600	18.634.803	19.715.868		1.081.065
TOTAL 43		1.708.280			18.634.803	18.009.600	18.634.803	19.715.868		1.081.065
4417					75.000.000	68.000.000	75.000.000	68.000.000	7.000.000	
4455					1.242.190	1.398.178	1.242.190	1,398.178		155.988
44562	12.117				20.371	32.488	20.371	32.488		
44568	79.473				141.314	220.787	220.787	220.787		
44567					1.651.453	1,626.089	1,651.453	1,626.089	25.364	
4457		571.825			1,626.089	1,327.532	1,626.089	1,898.357		

Organisme 120 AGENCE TAHITIENNE DE PRESSE

Le : 14-04-11 08:13 AM

ETAT E

Exercice 2010

Ucg 820

BALANCE AU 31/12/10

Page 004 / 007

COMPTES	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
	Débit	Crédit	Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l'année		Débit	Crédit
			Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit		
TOTAL 44	91.890	571.826			70.981.417	72.605.074	79.773.007	73.176.899	7.026.384	429.266
4632					659.508	659.508	659.508	659.508		
4684										
4671		102.832			798.890	698.058	798.890	798.890		
TOTAL 46		102.832			1.458.398	1.355.686	1.458.398	1.458.398		
4713		30.220			70.022.852	70.809.127	70.022.852	70.030.347		18.605
4718		55.000			2.588.493	2.588.493	2.588.493	2.643.493		55.000
4721	1.703				25.830		27.533		27.533	
4731										
TOTAL 47	1.703	85.220			72.638.976	72.697.820	72.638.978	72.682.840	27.533	71.695
TOTAL 4	4.253.816	6.117.432			247.994.713	248.978.783	251.058.229	250.896.216	12.169.498	11.297.394
515	2.817.344				83.589.699	78.387.942	86.187.043	78.387.942	7.799.101	
545		16.670				16.670				

Organisme 120 AGENCE TAHITIENNE DE PRESSE

Le : 14-04-11 08:13 AM

ETAT E

Exercice 2010

BALANCE AU 31/12/10

Ucg 820

Page 005 / 007

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
	Débit	Crédit	Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l'année		Débit	Crédit
			Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit		
581					709.617	709.617	709.617	709.617		
TOTALS	2.617.344	16.670					2.617.344	16.670	7.789.101	
60611			1.144.589				1.144.589			
60612			703.063				703.063			
60617			22.278				22.278			
6063			255.341				255.341			
6064			29.197				29.197			
TOTAL 60			2.154.478				2.154.478			
6135			351.450				351.450			
615			400.477				400.477			
6155			95.958				95.958			
616			177.607				177.607			
6101			584.734				584.734			
TOTAL 61			1.610.436				1.610.436			
6226			270.000				270.000			
62282			1.514.325				1.514.325			
6247			20.900				20.900			
625			17.393				17.393			

Organisme 120 AGENCE TAHITIENNE DE PRESSE

Exercice 2010

Ucg B20

Le : 14-04-11 09:13 AM

ETAT E

BALANCE AU 31/12/10

Page 006 / 007

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
	Débit	Crédit	Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l'année		Débit	Crédit
			Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit		
626			2.509.258				2.509.258			
6286			1.983.410				1.983.410			
TOTAL 62			6.315.286				6.315.286			
635			501.600				501.600			
637			38.400				38.400			
TOTAL 63			540.000				540.000			
6411			50.298.011	611.171			50.298.011	611.171		
6412			186.734				186.734			
6414			7.729.596				7.729.596			
645			13.363.640				13.363.640			
647			50.400				50.400			
TOTAL 64			71.628.381	611.171			71.628.381	611.171		
6714			14.300				14.300			
TOTAL 67			14.300				14.300			
681			586.344				586.344			
TOTAL 68			586.344				586.344			

Organisme 120 AGENCE TAHITIENNE DE PRESSE
Exercice 2010
Ucg S20

Le : 14-04-11 08:13 AM

ETAT E

BALANCE AU 31/12/10

Page 007 / 007

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
	Débit	Crédit	Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l'année		Débit	Crédit
			Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit		
695			313.333				313.333			
TOTAL 69			313.333				313.333			
TOTAL 6									811.171	
709				14.589.362				14.589.362		
TOTAL 70				14.589.362				14.589.362		
744				75.000.000				75.000.000		
TOTAL 74				75.000.000				75.000.000		
766				18.117				18.117		
TOTAL 76				18.117				18.117		
777				123.273				123.273		
TOTAL 77				123.273				123.273		
TOTAL 7									89.730.762	
Résultat										7.179.365
Résultat ONB										
TOTAL	58.722.842	58.722.842	844.003.910	90.020.267	347.000.000	340.392.532	489.993.641	489.993.641	58.456.627	58.456.627

CADRE 6 - BILAN

14-AVR-11 08:14:42

ETAT F

Uc9 : 520

Organisme : 120 AGENCE TAHITIENNE DE PRESSE

ACTIF	Exercice 2010			NET	Exercice 2009
	BRUT	AMORTISSEMENTS PROVISIONS			
ACTIF IMMOBILISE					
Immobilisations incorporelles					
201 Frais d'établissement					
203 Frais de recherche et de développement					
205 Concessions et droits similaires		4.470.425	4.470.425		
208 Droit au bail					
208 Autres immobilisations incorporelles					
237 Avances et acomptes					
Immobilisations corporelles					
211 Terrains					
212 Aménagements de terrains					
213 Constructions	591.354	591.354			
214 Constructions sur sol d'autrui					
215 Installations techniques, matériels, outillage	8.118.167	8.041.268		74.899	149.737
216 Collections					
218 Autres immobilisations					
231 Immobilisations corporelles en cours	20.408.730	18.938.207		1.560.523	1.353.920
238 Avances et acomptes					
Immobilisations financières					
261 Participations et créances rattachées à la participation					
271 Titres immobilisés (droits de propriété)					
272 Titres immobilisés (droits de créances)					
274 P&D					

CADRE 6 - BILAN

14- AVR-11 08:14:42

Organisme : 120 AGENCE TAHITIENNE DE PRESSE

ETAT F

Ucg : 520

ACTIF	Exercice 2010			Exercice 2009
	BRUT	AMORTISSEMENTS PROVISIONS	NET	
Immobilisations financières				
275 Dépôts et cautionnements versés				
277 Autres créances immobilisées				
TOTAL 1	33.676.866	32.041.274	1.035.592	1.503.657
ACTIF CIRCULANT				
Stocks en cours				
371 Marchandises (à revendre en l'état)				
Créances d'exploitation : Clients				
411 Clients divers	5.105.511		5.105.511	4.160.223
Créances d'exploitation : autres				
423 Délais et débiteurs des régisseurs				
433 Produits à recevoir CPS				
4411 Subventions d'investissement				
4417 Subventions d'exploitation				
445 TVA -	7.000.000		7.000.000	91.500
462 Créances sur cession d'immobilisations	25.384		25.384	
463 Autres comptes débiteurs				
4681 Malfaisé d'ouvrage				
4834 Produits à recevoir sur RA				
4687 Produits à recevoir				

CADRE 6 - BILAN

14-avr-11 08:14:42

Organisme : 120 AGENCE TAHITIENNE DE PRESSE

ETAT F

Ucg : B20

ACTIF	Exercice 2010		Exercice 2009
	BRUT	AMORTISSEMENTS PROVISIONS	NET
Créances diverses			
50 Valeurs mobilières de placement			
5117 Chèques impayés			
515 Compte au Trésor			
543 Régie d'avance	7.799.101		7.799.101
546 Régie de recouvrement			
531 Quittances			
TOTAL 2	18.930.976		18.930.976
COMPTES DE REGULARISATION			
Exercices de régularisation			
481 Charges à répartir			
472 Dépenses à régulariser	27.533		27.533
486 Charges constatées d'avance			
TOTAL 3	27.533		27.533
TOTAL GENERAL	21.562.901	21.562.901	8.367.047

22 Septembre 2011

JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

5085

CADRE 6 - BILAN

14-AVR-11 08:15:23

ETAT G

120 AGENCE TAHITIENNE DE PRESSE

Ucg : B20

PASSIF	Exercice 2010	Exercice 2009
	NET	NET
CAPITAUX PROPRES		
102 Affectations		
103 Bons remis en pleine propriété des établissements		
106 Réserves	703.658	1.891.302
110 Report à nouveau (solde créditeur)	1.736.758	14.744.330
119 Report à nouveau (perte)		
120 Résultat de l'exercice (bénéfices)	7.178.389	
129 Résultat de l'exercice (pertes)		- 14.195.216
13 Subventions d'investissement	678.726	788.999
TOTAL 1	10.298.507	3.240.415
PROVISIONS		
15 Provisions pour risques et charges		
TOTAL 2		
DETTES		
Dettes Financières		
16 sauf 165 Emprunts auprès des établissements		
165 Dépôts et cautionnements reçus		
519 Concours bancaires courants		
Dettes d'exploitation: Fournisseurs		
401 Fournisseurs	1.471.247	2.587.935

PASSIF	Exercice 2010	Exercice 2009
	NET	NET
Dettes d'exploitation: Fournisseurs		
408 Fournisseurs-Factures non parvenues		
Dettes d'exploitation: Fiscoles et sociales		
421 Personnel	8.154.231	63.360
427 Oppositions		
431 CPS	1.081.085	1.708.260
438 Autres charges sociales		
428 Personnel - Charges à payer		
445 TVA	429.258	571.825
Dettes d'exploitation: Dettes diverses		
404 Fournisseurs d'immobilisation	88.900	
407 Oppositions		
4191 Avances et acomptes reçus		
4582 Maires d'ouvrage		
458 Créditeurs divers		
467 Autres comptes créditeurs		102.832
4802 Charges à payer sur RA		
423 Recettes à verser		
TOTAL 3	11.225.889	6.032.212
COMPTES DE RÉGULARISATION		
4386 Autres charges à payer		

CADRE 6 - BILAN

14-AVR-11 08:15:23

ETAT G

120 AGENCE TAHITIENNE DE PRESSE

Ucg : B20

PASSIF	Exercice 2010	Exercice 2009
	NET	NET
471 Recettes à classer	71.695	85.220
487 Produits constatés d'avance		
4781 Frais de poursuites		
448 Titres à payer		
477 Gain au change		
TOTAL 4	71.695	85.220
TOTAL GENERAL		
Total Classe 1	10.289.507	
Fonds de roulement consolidé des provisions pour créances douteuses	8.681.115	

COMPTE DE RESULTAT

14-AVR-11 08:15:46

ETAT H

120 AGENCE TAHITIENNE DE PRESSE

Ucg : B20

CHARGES (hors taxes)	Exercice 2010	Exercice 2009
CHARGES D'EXPLOITATION		
<u>Coût d'achat des marchandises vendues dans l'exercice</u>		
607,608 Achat de marchandises		
6037 Variation des stocks de marchandises		
609 Rebais, remises, ristournes obtenus sur achat		
CONSUMMATION DE L'EXERCICE EN PROVENANCE DES TIERS		
<u>Achats stockés d'approvisionnement</u>	3.784.814	4.445.045
601 Achats de matières premières		
602 Autres approvisionnements		
603 sauf 6037 Variation des stocks d'approvisionnement		
61 Achats de sous-traitance	1.610.436	1.981.134
604,605,606 Achats non stockés de matière et fournitures	2.154.478	2.463.811
<u>Services extérieurs</u>	6.315.288	7.234.274
621 Personnel intérimaire		
62 sauf 621 Autres	6.315.288	7.234.274
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES		
<u>Impôts</u>	540.000	540.000
63 Impôts	540.000	540.000
<u>Charges de personnel</u>	71.017.210	72.483.157
641 Rémunération du personnel permanent	57.603.170	57.750.555
643 Rémunération du personnel sur crédits		
644 Rémunération du personnel recruté sur convention		

COMPTE DE RESULTAT

14-AVR-11 08:15:45

ETAT H

120 AGENCE TAHITIENNE DE PRESSE

Ucg : B20

CHARGES (hors taxes)	Exercice 2010	Exercice 2009
<u>Charges de personnel</u>		
645 Charges sociales	13.363.640	14.653.402
646,647,648 Autres	50.400	70.200
<u>Autres charges</u>		
65 Autres charges de gestion courante		
<u>Charges financières</u>		23.921
685 Dotations aux amortissements et aux provisions		
684 Charges d'intérêts		
685 Escomptes accordés		
686 Pertes au change		23.921
667 Charge nette sur cession de valeurs mobilières de placement		
688 Autres charges financières		
<u>Charges exceptionnelles</u>	14.300	13.900
671 Charges exceptionnelles sur opérations de l'exercice	14.300	13.900
672 Charges exceptionnelles sur exercices antérieurs		
675 Valeur comptable des éléments d'actif cédés		
678 Autres charges exceptionnelles sur opérations en capital		
<u>Dotations aux amortissements et aux provisions</u>	589.344	1.977.834

CHARGES (hors taxes)	Exercice 2010	Exercice 2009
<u>Dotations aux amortissements et aux provisions</u>		
681 Sur immobilisations : dotations aux amortissements et aux provisions (c)	589.344	1.977.834
687 Dotations aux amortissements et aux provisions (charges exceptionnelles)		
<u>Impôts sur les bénéfices</u>	313.333	403.803
69 Impôts sur les bénéfices	313.333	403.803
Sous-total	82.891.367	87.201.934
Saldo créditeur : Bénéfice	7.179.385	
TOTAL GENERAL		

COMPTE DE RESULTAT

14-AVR-11 08:16:22

ETAT I

120 AGENCE TAHITIENNE DE PRESSE

Ucg : B20

PRODUITS (hors taxes)	Exercice 2010	Exercice 2009
PRODUITS D'EXPLOITATION		
707 Ventes de marchandises vendues dans l'exercice		
<u>Production vendue</u>	14.589.362	14.842.535
701 702 703 Ventes		
704 Travaux		
705 708 709 Prestations de services et études, activités annexes	14.589.362	14.842.535
709 Rabais, remises et ristournes accordées par l'établissement		
Montant net du chiffre d'affaires	14.589.362	14.842.535
<u>Production stockée</u>		
7133 En cours de production de biens		
7134 En cours de production de services		
7135 Produits		
<u>Production immobilisée</u>		
72 Production immobilisée		
<u>Subvention d'exploitation</u>	75.000.000	57.330.000
74 Subvention d'exploitation	75.000.000	57.330.000
<u>Rapports sur amortissements et provisions</u>		
78 Rapports sur amortissements et provisions		
<u>Transferts de charges</u>		
79 Transferts de charges		
<u>Autres produits</u>		

PRODUITS (hors taxes)	Exercice 2010	Exercice 2009
<u>Autres produits</u>		
75 Autres produits		
PRODUITS FINANCIERS		
<u>Produits financiers</u>	18.117	7.938
761 De participation		
762 D'autres immobilisations financières		
763 D'autres créances		
764 Revenus de valeurs mobilières de placement		
765 Escomptes obtenus		
766 Gains de change	18.117	7.938
767 Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
768 Autres produits financiers		
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
<u>Produits exceptionnels</u>	123.273	826.245
771 Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
775 Produits de cessions d'éléments d'actifs		
776 Produits issus de la neutralisation des amortissements		
777 Quote-part des subventions d'investissement versée au résultat	123.273	826.245
778 Autres produits exceptionnels		
774 Produits exceptionnels ops. antérieures		
Sous-total	89.730.762	73.008.718
TOTAL GENERAL		14.195.216

22 Septembre 2011

JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

5089

ETAT J

VALEURS INACTIVES

EXERCICE 2010

120 AGENCE TAHITIENNE DE PRESSE

DESIGNATION DES COMPTES		DEBIT		CREDIT			SOLDE	
COMPTES	INTITULE	Balance d'entrées	Année en cours	TOTAL	Balance d'entrées	Année en cours	Débit	Créditeur

Néant

C-13

TRESORERIE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS

ETAT K

BALANCE DEFINITIVE DE L'EXERCICE 2010

120 AGENCE TAHITIENNE DE PRESSE

COMPTES	DEBIT	CREDIT
1068		703 658
110		1 736 758
120		7 179 365
1311		163 472
1312		5 334 706
13911	163 472	
13912	4 657 980	
20531	4 470 425	
2135	591 354	
215	279 505	
21537	7 409 556	
21547	427 096	
2181	1 380 008	
21827	433 179	
218327	16 079 613	
218331	1 422 645	
21847	242 125	
21887	41 160	
280531		4 470 425
28135		591 354
2815		204 636
281537		7 409 556
281547		427 096
28181		1 254 862
281827		356 192
2818327		15 621 223
2818331		1 422 645
281847		242 125

COMPTES	DEBIT	CREDIT
281887		41 160
4011		1 471 247
4041		89 900
411104	100 000	
411107	148 320	
411108	276 757	
411110	4 581 434	
421		8 154 231
431		1 081 065
4417	7 000 000	
4455		155 988
44567	25 364	
4457		273 268
4713		16 695
4718		55 000
4721	27 533	
515	7 799 101	
545		0
TOTAL	18 800 517	18 800 517

22 Septembre 2011

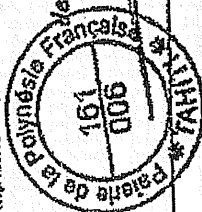
JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

Vu et mis en état d'examen:
sur chiffres/rapports

le 16.01.2011
par/sans observation(s)
fin /rec/obs du 1/1/1

Pour le 1: *[Signature]*
Le Président du Conseil d'Administration

Le Payeur
de la Polynésie française



A Papete, le 31 décembre 2010

Michel RUZ

L'Agent comptable soussigné, affirme véritable, sous les peines du droit, le présent compte financier. Il affirme, en outre, et sous les mêmes peines, que les opérations portées dans ce compte sont, sans exception, toutes celles qui ont été faites pour le service de l'établissement et qu'il n'en existe aucune autre à sa connaissance.

Le présent compte financier est présenté par M. Michel RUZ en son nom pour la période du complément du 31 décembre 2010, et pour le compte de M. Pascal PÉREZ pour la période du 1er janvier 2010 au 31 décembre 2010.

L'Ordonnateur soussigné certifie l'exactitude du montant des titres de dépenses et du montant des titres de recettes inscrits au présent compte financier.

[Signature]
A Papete, le 31 juillet 2011

Adopté par le conseil d'Administration dans sa séance du

A Papete, le 01 juillet 2011

Le président du conseil d'Administration,

[Signature]

AGENCE TAHITIENNE DE PRESSE

ATTESTATION DE CONFORMITE

L'ordonnateur soussigné certifie que les montants des opérations budgétaires mentionnés sur la balance générale au 31/12/2010 correspondent à la totalité des opérations budgétaires mandatées et mises en recouvrement par l'établissement au titre de l'exercice 2010

Cette attestation remplace la validation générale portée sur les derniers bordereaux de mandats et de titres.
Celle-ci n'est plus possible du fait de la non intégration dans Poly-GF du montant des rejets effectués par le comptable dans le cumul des émissions des mandats et des ordres de recette.

A Papeete,

Le 1 juillet 2011

L'ordonnateur



2 Septembre 2010

JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

4188

DELIBERATION n° 2010-34 APF du 24 août 2010 portant approbation du compte financier et affectation du résultat de l'exercice 2009 de l'Agence tahitienne de presse et affectant son résultat.

EXAMINÉE

La commission permanente,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2001-4 APF du 11 janvier 2001 modifiée portant création de l'Agence tahitienne de presse ;

Vu l'arrêté n° 201 CM du 26 février 2001 modifié relatif à l'organisation, au fonctionnement, aux règles financières, budgétaires et comptables de l'Agence tahitienne de presse ;

Vu l'arrêté n° 1071 CM du 8 juillet 2010 soumettant un projet de délibération à l'Assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 2764-2010 APF/SG du 19 août 2010 portant convocation en séance des représentants à l'Assemblée de la Polynésie française ;

Vu le rapport n° 67-2010 du 30 juillet 2010 de la commission de la communication, du patrimoine culturel, de l'artisanat et de la jeunesse et des sports ;

Dans sa séance du 24 août 2010,

Adopte :

Article 1er. — Le montant définitif des recettes du compte financier de l'Agence tahitienne de presse pour l'exercice 2009 est arrêté à la somme de *soixante-quinze millions sept cent quatre-vingt-quatre mille cinq cent cinquante-deux francs CFP* (75 784 552 F CFP) se décomposant comme suit :

- section I de fonctionnement	73 006 718 F CFP
- section II d'investissement	2 777 834 F CFP
Total général	75 784 552 F CFP

Art. 2. — Le montant définitif des dépenses du compte financier de l'Agence tahitienne de presse pour l'exercice 2009 est arrêté à la somme de *quatre-vingt-huit millions sept cent quatre-vingt-deux mille cent vingt-quatre francs CFP* (88 792 124 F CFP) se décomposant comme suit :

- section I de fonctionnement	87 201 994 F CFP
- section II d'investissement	1 590 190 F CFP
Total général	88 792 124 F CFP

Art. 3. — Le compte financier de l'Agence tahitienne de presse pour l'exercice 2009 est définitivement fixé ainsi qu'il suit (en F CFP) :

	Section I fonctionnement	Section II investissement	Total
Recettes	73 006 718	2 777 834	75 784 552
Dépenses	87 201 994	1 590 190	88 792 124
Résultat	14 195 216	1 187 644	15 382 860

Art. 4. — Le résultat d'exploitation de l'exercice 2009, soit un déficit de 14 195 216 F CFP est affecté au compte 110 : report à nouveau (solde créditeur) 14 195 216 F CFP.

Art. 5. — Il est opéré un prélèvement d'un montant de 1 187 644 F CFP au compte 1088 pour être affecté au compte 110 report à nouveau.

Art. 6. — Le Président de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au Journal officiel de la Polynésie française.

La secrétaire,
Tarita SINJOUX

Le président,
Bernard KAUPAI

DELIBERATION n° 2010-35 APF du 24 août 2010 portant approbation du compte financier et affectation du résultat de l'exercice 2009 de l'établissement public Vanille de Tahiti et affectant son résultat.

EXAMINÉE

La commission permanente,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 2009-68 APF du 15 mai 2009 portant création de l'établissement public Vanille de Tahiti ;

Vu l'arrêté n° 580 CM du 3 juillet 1993 modifié relatif aux commissaires de gouvernement et à la force exécutoire des délibérations des établissements publics ;

Vu l'arrêté n° 1124 CM du 13 août 2005 portant nomination de Mlle Elina Vaitoars en qualité de commissaire de gouvernement auprès de l'établissement public Vanille de Tahiti ;

Vu l'arrêté n° 1425 CM du 31 août 2009 portant nomination de Mlle Tatiana Hort en qualité de directrice de l'établissement public à caractère industriel et commercial Vanille de Tahiti ;

Vu le procès-verbal du conseil d'administration du 6 mai 2010 ;

Vu le procès-verbal du conseil d'administration du 24 juin 2010 ;

Vu le rapport du commissaire du gouvernement en date du 17 juin 2010 ;

Vu le rapport du commissaire du gouvernement en date du 24 juin 2010 ;

Vu l'arrêté n° 1109 CM du 1er juillet 2010 soumettant un projet de délibération à l'Assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 2764-2010 APF/SG du 19 août 2010 portant convocation en séance des représentants à l'Assemblée de la Polynésie française ;

अथ

1. 1.000.000

BORDEREAU D'EMISSION DES TITRES DE RECETTE

Budget : EPRD

N° Bordereau : 118

N° Feuillet : 1 / 1

Date émission : 31/12/10

Exercice : 2010

Je soussigné, Ordonnateur AGENCE TAHITIENNE DE PRESSE,
 soussigné à Monsieur le Paysan de la Polynésie Française, de bien vouloir intégrer dans vos écritures
 les 1 titres de recette(s) ci-joint(s), numéroté(s) de 118 à 118
 afin pour la somme de 7 000 000 F CFP
 dont le détail par imputation figure ci-après.

PAPEETE le 31/12/10
 L'ordonnateur délégué,

Agathe Bonfante de Presse

PRISE EN CHARGE	N° Ordre Agréé	DEBITEUR	IMPUTATION		MONTANT HT et TVA non collectée & non déductible	MONTANT TVA collectée & déductible	MONTANT TTC En FCF	REGLÉMENT
			Article	Prin. Prop.				
	118	POLYNESIE FRANÇAISE SUBVENTION DU PAYS	764		7 000 000	0	7 000 000	1513
					7 000 000	0	7 000 000	
		TOTAL du Bordereau			7 000 000	0	7 000 000	
		RAPPEL COTIS antérieurs			63 317 532	1 327 532	64 644 828	
		TOTAL GENERAL			69 317 532	1 327 532	70 644 828	

POLYNESIE FRANÇAISE

BORDEREAU D'EMISSION
DES ORDRES DE REVERSEMENTSFeuillet n° 2/2
Budget EPRD
Exercice 2010
Bordereau 2

Organisme:

2010

AGENCE TAHITIENNE DE PRESSE

Service de presse présidence

0

Comptabilité assainie:

CCP 14166000019000502Y08043 FPF

TRÉSORIER DES ETS PUBLICS

Immeuble Papineau Rue Taparo Jausse

BP 3483 98713 - PAPEETE

Bordereau détaillé des Ordres de Reversement délivrés ce jour, sur la Caisse du Trésorier des Etablissements Publics

N° Ordre Reverse.	NOM des DEBITEURS	IMPUTATION				Montant HT et TVA non déductible	Montant TVA déductible	Somme à reverser Montant TTC
		Article	Parag.	8/Parag.	Prog.			
3	CAISSE DE PRÉVOYANCE SOCIALE	841	8411			133.098	0	133.098
	TOTAL du Bordereau					305.513	0	305.513
	RAPPEL CUMULS antérieurs					15.538	0	15.538
	TOTAL GENERAL					321.051	0	321.051

Papeete, le 09/09/2010
Pour l'Organisme, et par délégation

Agent Adjoint de Presse

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

ERRATUM à la publication de l'arrêté n° 1364 CM du 6 septembre 2011 portant autorisation de l'échange sans soulté dans le cadre des travaux de réalisation de la 2e tranche de la route des Plaines et de ses ouvrages annexes, entre un ensemble foncier de 14 582 mètres carrés situé dans la commune de Punaauia appartenant à la Polynésie française et un ensemble foncier de 16 338 mètres carrés appartenant à la commune de Punaauia. (JOPF n° 37 du 15 septembre 2011, page 4938).

Aux articles 2 et 3 :

Au lieu de : "A - Parcelle cadastrée section O, n° 338" ;
Lire : "A - Parcelle cadastrée section O, n° 388".

ARRETES DU PRESIDENT DE LA POLYNESIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

PRESIDENCE

ARRETE n° 2645 PR du 12 septembre 2011 relatif à l'exercice des attributions du ministre de l'environnement, de l'énergie et des mines.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 14-2011 APF/SG du 1er avril 2011 déclarant élu Président de la Polynésie française M. Oscar Manutahi Temaru ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1692 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre de l'environnement, de l'énergie et des mines ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er.— M. Kalani Teixeira, ministre de l'agriculture, de l'élevage et de la forêt, en charge de la promotion et de la formation aux métiers de la terre, de la souveraineté alimentaire et des biotechnologies, est chargé de l'expédition des affaires courantes et urgentes du ministère de l'environnement, de l'énergie et des mines, pendant l'absence de M. Jacky Bryant du 8 au 18 septembre 2011 inclus.

Art. 2.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 12 septembre 2011.
Oscar Manutahi TEMARU.

ARRETE n° 2652 PR du 13 septembre 2011 portant délégation de signature à M. Bruno Peaucellier, chef du service des relations internationales, et portant délégation de signature à M. Charles Garnier, chef du bureau des affaires européennes.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 14-2011 APF/SG du 1er avril 2011 déclarant élu Président de la Polynésie française M. Oscar Manutahi Temaru ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 177 CM du 13 février 2002 modifié portant création et organisation du service des relations internationales ;

Vu l'arrêté n° 870 CM du 28 juin 2011 portant création de la mission des affaires européennes ;

Vu l'arrêté n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er.— Sous réserve des dispositions de l'article 3 relatives à l'activité du bureau des affaires européennes, délégation de signature est donnée à M. Bruno Peaucellier, chef du service des relations internationales, à l'effet de signer au nom du Président de la Polynésie française, dans la limite de ses attributions :

1° Les actes courants et les correspondances définis aux paragraphes 1.1 et 1. 2 de la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 ;

2° Les actes suivants relevant de la gestion du personnel placé sous son autorité :

- congés de toute nature et permissions exceptionnelles, à l'exclusion des congés administratifs ;
- notations primaires et propositions de bonifications ou de réductions pour les avancements d'échelon ;
- sanctions disciplinaires de premier groupe (avertissements et blâmes) à l'exception des blâmes attribués aux agents de 1re catégorie de la convention collective des agents non fonctionnaires de l'administration territoriale et les agents de cadre A de la fonction publique de la Polynésie française ;
- certificats de travail et attestations de salaire ou autres prévus par la réglementation sociale ;

- 3° Les actes d'engagement, de liquidation, de certificat du service fait et de liquidation des dépenses et des recettes imputées sur les crédits du budget de la Polynésie française qui lui sont attribués ;
- 4° Les ordres de déplacements dans le territoire, n'excédant pas six jours, des agents placés sous son autorité et les réquisitions de passages et de bagages correspondants.

Art. 2.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Bruno Peaucellier, délégation de signature est donnée à M. Maurice Lau Pou Cheung.

Art. 3.— Pour ce qui concerne l'activité du bureau des affaires européennes, délégation de signature est donnée à M. Charles Garnier, chef du bureau des affaires européennes, à l'effet de signer au nom du Président, dans la limite de ses attributions, les actes définis à l'article 1er.

Art. 4.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Charles Garnier, délégation de signature est donnée à Mme Nicole Lévesques.

Art. 5.— Le chef du service des relations internationales et le chef du bureau des affaires européennes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 septembre 2011.
Oscar Manutahi TEMARU.

ARRETE n° 2653 PR du 13 septembre 2011 portant modification de l'arrêté n° 1687 PR du 7 avril 2011 relatif aux attributions du ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 14-2011 APF/SG du 1er avril 2011 déclarant élu Président de la Polynésie française M. Oscar Manutahi Temaru ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1687 PR du 7 avril 2011 relatif aux attributions du ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administrative et de la fonction publique,

Arrête :

Article 1er.— Le 1er tiret de l'article 2 de l'arrêté n° 1687 PR du 7 avril 2011 susvisé est ainsi rédigé :

“- la direction générale des finances publiques.”

Art. 2.— Les tirets 3 et 5 de l'article 2 de l'arrêté n° 1687 PR du 7 avril 2011 sont supprimés.

Art. 3.— Le paragraphe 3A de l'article 3 de l'arrêté n° 1687 PR du 7 avril 2011 est supprimé.

Art. 4.— Le 8e tiret du paragraphe “B - Au titre de l'économie” de l'article 3 de l'arrêté n° 1687 PR du 7 avril 2011 est ainsi rédigé :

“- les travaux des commissions administratives dont le secrétariat est assuré par la direction générale des affaires économiques.”

Art. 5.— Le paragraphe “G - Au titre de l'emploi” de l'article 3 de l'arrêté n° 1687 PR du 7 avril 2011 est complété d'un tiret ainsi rédigé :

“- demandes de complément d'information sur les demandes de titres de séjour présentées par l'Etat pour avis du conseil des ministres, si celles-ci ne remplissent pas les conditions substantielles requises par la réglementation en vigueur.”

Art. 6.— Le 7e tiret du paragraphe “I - Au titre des affaires administratives” de l'article 3 de l'arrêté n° 1687 PR du 7 avril 2011 est supprimé.

Art. 7.— Le 2e tiret du paragraphe “Etablissements publics administratifs” de l'article 7 de l'arrêté 1687 PR du 7 avril 2011 est supprimé.

Art. 8.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 septembre 2011.
Oscar Manutahi TEMARU.

ARRETE n° 2654 PR du 13 septembre 2011 portant modification de l'arrêté n° 1691 PR du 7 avril 2011 relatif aux attributions du ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 14-2011 APF/SG du 1er avril 2011 déclarant élu Président de la Polynésie française M. Oscar Manutahi Temaru ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté 1691 PR du 7 avril 2011 relatif aux attributions du ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme,

Arrête :

Article 1er.— Le 1er tiret de l'article 2 de l'arrêté n° 1691 PR du 7 avril 2011 susvisé est complété comme suit :

“- La direction des affaires foncières y compris la recette particulière de l'enregistrement, des domaines et de la conservation des hypothèques.”

Art. 2. — L'article 3 de l'arrêté n° 1691 PR du 7 avril 2011 est complété d'un paragraphe "E - Au titre de la recette particulière de l'enregistrement, des domaines et de la conservation des hypothèques" ainsi rédigé :

- restitution des droits, taxes, produits domaniaux et amendes forfaitaires pour contravention au code de la route indûment perçus par suite de rectifications d'erreurs matérielles en application de décisions judiciaires ou en application de décisions administratives ;
- application et perception des droits de curatelle et de conservation des hypothèques au profit du budget ;
- mesures conservatoires et urgentes : saisie, opposition, prise d'hypothèque, etc. ;
- remises sur amendes et pénalités inférieures à 1 000 000 F CFP ;
- rendu exécutoire des créances fiscales en matière d'enregistrement, de transcription et de frais hypothécaires ;
- mises en débit au profit du receveur particulier de l'enregistrement, des domaines et de la conservation des hypothèques ;
- remises en débit au profit du receveur particulier de l'enregistrement, des domaines et de la conservation des hypothèques ;
- décharges ou atténuations de responsabilité du receveur conservateur particulier de l'enregistrement, des domaines et de la conservation des hypothèques."

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 septembre 2011.
Oscar Manutahi TEMARU.

ARRETE n° 2655 PR du 13 septembre 2011 portant habilitation de M. Alberto Romanisio en qualité d'agent spécial de la société AGA International.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 14-2011 APF/SG du 1er avril 2011 déclarant élu Président de la Polynésie française M. Oscar Manutahi Temaru ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu les articles R. 321-1 et R. 322-4 du code des assurances ;

Vu ensemble les décrets modifiés n° 16-666 du 16 juillet 1976 relatif à la codification des textes législatifs concernant les assurances et n° 76-667 du 16 juillet 1976 relatif à la codification des textes réglementaires concernant les assurances ;

Vu le dossier de demande d'habilitation de M. Alberto Romanisio reçu le 30 août 2011,

Arrête :

Article 1er. — M. Alberto Romanisio est habilité en qualité d'agent spécial de la société AGA International, en vue de pratiquer en Polynésie française les opérations d'assurance suivantes :

1. Accidents.
2. Maladie.
3. Corps de véhicules terrestres.
7. Marchandises transportées.
8. Incendie et éléments naturels : tout dommage subi par les biens (autres que les biens compris dans les branches 3, 4, 5, 6 et 7) lorsqu'il est causé par :
 - a) Incendie ;
 - b) Explosion ;
 - c) Tempête ;
 - d) Eléments naturels autres que la tempête ;
 - e) Energie nucléaire.
9. Autres dommages aux biens,
10. Responsabilité civile véhicules terrestres automoteurs.
13. Responsabilité civile générale.
15. Caution.
16. Pertes pécuniaires diverses :
- d) Pertes de bénéfices ;
- e) Persistance de frais généraux ;
- g) Perte de la valeur vénale ;
- h) Pertes de loyers ou de revenus ;
- i) Pertes commerciales indirectes autres que celles mentionnées précédemment ;
- j) Pertes pécuniaires non commerciales ;
- k) Autres pertes pécuniaires.
17. Protection juridique.
18. Assistance.

Art. 2. — Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 septembre 2011.
Oscar Manutahi TEMARU.

ARRETE n° 2675 PR du 20 septembre 2011 portant nomination de M. Raymond Chin Foo en qualité de directeur de cabinet auprès du ministre de la santé et de la solidarité, en charge de la protection sociale généralisée.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 14-2011 APF/SG du 1er avril 2011 déclarant élu Président de la Polynésie française M. Oscar Manutahi Temaru ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1693 PR du 7 avril 2011 relatif aux attributions du ministre de la santé et de la solidarité, en charge de la protection sociale généralisée ;

Vu la délibération n° 2009-78 APF du 29 octobre 2009 portant statut de droit public des membres de cabinet du Président de la Polynésie française, des ministres du gouvernement de la Polynésie française et du président de l'assemblée de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er. — M. Raymond Chin Foo est nommé en qualité de directeur de cabinet auprès du ministre de la santé et de la solidarité, en charge de la protection sociale généralisée, à compter du 13 septembre 2011.

Art. 2. — L'arrêté n° 2120 PR du 3 juin 2011 est abrogé.

Art. 3. — Le ministre de la santé et de la solidarité, en charge de la protection sociale généralisée est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Raymond Chin Foo.

Fait à Papeete, le 20 septembre 2011.
Oscar, Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :
Le ministre de la santé et de la solidarité,
Charles TETARIA.

Par arrêté n° 2646 PR du 12 septembre 2011. — Une aide d'un montant de 1 500 000 F CFP (*un million cinq cent mille francs CFP*) au titre de la création d'entreprise et/ou développement des productions animales ou végétales (titre 4 de l'arrêté n° 654 CM du 10 mai 2000 modifié) est attribuée à M. Frantz Kaleb Kala'i Selam. M. Frantz Kaleb Kala'i Selam, né le 13 mars 1987, à Papeete, est exploitant agricole à Tipaerui, carte professionnelle CAPL n° 17074 délivrée le 2 mars 2011.

L'aide accordée pour l'achat de ruches correspond à 10 000 F CFP par ruche.

Les aides sont plafonnées à 3 000 000 F CFP pour les opérations réalisées aux îles du Vent.

Investissement primable : 1 847 580 F CFP pour 150 ruches ;
Aide : 1 500 000 F CFP.

La dépense est imputée sur le budget de la Polynésie française, section investissement, sous-chapitre 905, article 204, AP 103-2011, AE 152-2011-2011, "aides aux porteurs de projet en agriculture, élevage et forêt".

**MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES,
DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI**

ARRETE n° 6172 MEF du 12 septembre 2011 proclamant les résultats de l'examen professionnel pour l'accès au grade d'adjoint d'éducation artistique de 2e classe du cadre d'emplois des adjoints d'éducation artistique de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2009.

Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1687 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2002-165 APF du 5 décembre 2002 modifiée portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints d'éducation artistique de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1797 CM du 10 décembre 2008 relatif à l'examen professionnel d'accès au grade d'adjoint d'éducation artistique de 2e classe du cadre d'emplois des adjoints d'éducation artistique de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1369 PR/PEL du 24 mars 2011 portant date d'ouverture et organisation matérielle d'un examen professionnel pour l'accès au grade d'adjoint d'éducation artistique de 2e classe de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2009 ;

Vu l'arrêté n° 5393 MEF du 29 août 2011 portant nomination des membres du jury de l'examen professionnel pour l'accès au grade d'adjoint d'éducation artistique de 2e classe du cadre d'emplois des adjoints d'éducation artistique de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2009 ;

Vu le procès-verbal d'admission n° 13678 MEF/PEL du 2 septembre 2011,

Arrête :

Article 1er.— Est déclaré admis à l'examen professionnel pour l'accès au grade d'adjoint d'éducation artistique de 2e classe du cadre d'emplois des adjoints d'éducation artistique de la fonction publique de la Polynésie française, au titre de l'année 2009 :

- M. David Kimitete.

Art. 2.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 12 septembre 2011.
Pierre FREBAULT.

ARRETE n° 6173 MEF du 12 septembre 2011 proclamant les résultats de l'examen professionnel pour l'accès au grade de rédacteur chef du cadre d'emplois des rédacteurs de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2009.

Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1687 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-227 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut particulier du cadre d'emplois des rédacteurs de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 485 CM du 14 mai 1996 relatif à l'examen professionnel d'accès au grade de rédacteur chef du cadre d'emplois des rédacteurs de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1220 PR/PEL du 17 mars 2011 portant date d'ouverture et organisation matérielle d'un examen professionnel pour l'accès au grade de rédacteur chef du cadre d'emplois des rédacteurs de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 3654 MEF/PEL du 15 juillet 2011 portant nomination des membres du jury de l'examen professionnel pour l'accès au grade de rédacteur chef du cadre d'emplois des rédacteurs de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2009 ;

Vu le procès-verbal d'admissibilité n° 11012 MEF/PEL du 20 juillet 2011 ;

Vu le procès-verbal d'admission n° 14068 MEF/PEL du 7 septembre 2011,

Arrête :

Article 1er.— Sont déclarés admis à l'examen professionnel pour l'accès au grade de rédacteur chef du cadre d'emplois des rédacteurs de la fonction publique de la Polynésie française, au titre de l'année 2009, dans l'ordre de mérite :

- Mlle Ghislaine Salmon ;
- Mme Ruta Tehevini épouse Lai Ah Chee ;
- M. Johnny Liant ;
- M. Lionel Lao ;
- Mme Sarah Mac Kittrick épouse Fiedler-Valenta.

Art. 2.— Le présent arrêté sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 12 septembre 2011.
Pierre FREBAULT.

ARRETE n° 6179 MEF du 13 septembre 2011 proclamant les résultats de l'examen professionnel pour l'accès au grade de technicien chef du cadre d'emplois des techniciens de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2009.

Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1687 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-217 AT du 14 décembre 1995 modifiée relative aux conditions générales de recrutement des agents de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-231 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut particulier du cadre d'emplois des techniciens de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1800 CM du 10 décembre 2008 relatif à l'examen professionnel d'accès au grade de technicien chef du

cadre d'emplois des techniciens de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1952 MEF/PEL du 23 mai 2011 portant date d'ouverture et organisation matérielle d'un examen professionnel pour l'accès au grade de technicien chef du cadre d'emplois des techniciens de la fonction publique de la Polynésie française, au titre de l'année 2009 ;

Vu l'arrêté n° 3961 MEF/PEL du 27 juillet 2011 portant nomination des membres du jury de l'examen professionnel pour l'accès au grade de technicien chef du cadre d'emplois des techniciens de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2009 ;

Vu le procès-verbal d'admission n° 13569 MEF/PEL du 31 août 2011,

Arrête :

Article 1er.— Sont déclarés admis à l'examen professionnel pour l'accès au grade de technicien chef du cadre d'emplois des techniciens de la fonction publique de la Polynésie française, au titre de l'année 2009, dans l'ordre de mérite :

- M. Randy Jouen ;
- M. Mainui Tanetoea ;
- Mlle Carine Sanchez.

Art. 2.— Le présent arrêté sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 septembre 2011.

Pierre FREBAULT.

ARRETE n° 6193 MEF/PEL du 13 septembre 2011 portant date d'ouverture et organisation matérielle d'un examen professionnel pour l'accès au grade d'ingénieur en chef de 1re catégorie de 2e classe du cadre d'emplois des ingénieurs de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2010.

Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1687 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique ;

Vu l'arrêté n° 4723 MEF du 16 août 2011 portant délégation de signature à M. Bruno Lonjon, chef du service du personnel et de la fonction publique ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-217 AT du 14 décembre 1995 modifiée relative aux conditions générales de recrutement des agents de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-230 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut particulier du cadre d'emplois des ingénieurs de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 333 CM du 2 avril 1997 relatif à l'examen professionnel d'accès au grade d'ingénieur en chef de 1re catégorie de 2e classe du cadre d'emplois des ingénieurs de la fonction publique de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Est organisé un examen professionnel pour l'accès au grade d'ingénieur en chef de 1re catégorie de 2e classe de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2010.

Art. 2.— Les conditions d'accès à l'examen, la nature, le programme des épreuves et la composition du jury sont fixés en application de l'arrêté n° 333 CM du 2 avril 1997 susvisé.

L'examen professionnel d'accès au grade d'ingénieur en chef de 1re catégorie de 2e classe est ouvert aux ingénieurs subdivisionnaires et ingénieurs divisionnaires principaux qui justifient de 12 années de services effectifs accomplis en position d'activité dans le cadre d'emplois ou en position de détachement hors cadre d'emplois au 31 décembre de l'année au titre de laquelle est établi le tableau d'avancement, soit au 31 décembre 2010.

Art. 3.— Les dossiers d'inscription seront disponibles à compter du mardi 4 octobre 2011 au service du personnel et de la fonction publique, immeuble Papineau, rue Tepano-Jaussen, 4e étage, BP 124, 98713 Papeete (téléphone : 47 79 00 - fax : 47 79 25) et sur le site internet : www.fonction-publique.gov.pf.

A l'appui du formulaire d'inscription, les candidats doivent fournir trois enveloppes autocollantes timbrées au tarif en vigueur et libellées à l'adresse du candidat ou à sa boîte postale et l'arrêté portant nomination ou intégration dans le cadre d'emplois des ingénieurs de la fonction publique de la Polynésie française.

L'ouverture des inscriptions est fixée au mardi 4 octobre 2011 et la date de clôture des inscriptions est fixée au vendredi 4 novembre 2011 à 12 heures.

Tout dossier parvenu au service du personnel et de la fonction publique incomplet ou postérieurement à la date et à l'heure de clôture des inscriptions ne sera pas pris en considération. En ce qui concerne les dossiers d'inscription acheminés par voie postale, reçus après le délai réglementaire, seul le cachet de la poste fait foi.

La liste des candidats admis à passer l'examen professionnel sera affichée dans les locaux du service du personnel et de la fonction publique et publiée sur le site Internet : www.fonction-publique.gov.pf.

Art. 4.— L'examen professionnel d'accès au grade d'ingénieur en chef de 1re catégorie de 2e classe comprend

l'épreuve écrite d'admissibilité et les épreuves orales d'admission suivantes :

1 - Epreuve écrite d'admissibilité : rédaction d'une note de synthèse, à partir d'un dossier de portée générale permettant d'apprécier les connaissances professionnelles du candidat (durée : 5 heures, coefficient : 5).

2 - Epreuves orales d'admission :

- une conversation avec le jury portant sur l'expérience professionnelle du candidat et les missions de l'ingénieur en chef de 1^{re} catégorie (durée : 40 minutes, coefficient : 5) ;
- une interrogation orale sur la pratique du service (durée : 20 minutes, coefficient : 3).

Il est attribué à chaque épreuve une note variant de 0 à 20.

Une note inférieure à 8 sur 20 à l'épreuve d'admissibilité est éliminatoire.

Art. 5.— Les candidats autorisés à participer aux épreuves, convoqués individuellement, seront informés du lieu et de la date de l'examen.

La date de l'épreuve d'admissibilité est fixée au mercredi 23 novembre 2011.

Un centre d'examen est ouvert à Papeete.

Art. 6.— Le chef du service du personnel et de la fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 septembre 2011.

Pour le ministre et par délégation :

*Le chef du service du personnel
et de la fonction publique,
Bruno LONJON.*

ARRETE n° 6194 MEF/PEL du 13 septembre 2011 portant date d'ouverture et organisation matérielle d'un examen professionnel pour l'accès au grade de conseiller d'éducation artistique principal du cadre d'emplois des conseillers d'éducation artistique de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2009.

Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1687 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, des finances, du

travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique ;

Vu l'arrêté n° 4723 MEF du 16 août 2011 portant délégation de signature à M. Bruno Lonjon, chef du service du personnel et de la fonction publique ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-217 AT du 14 décembre 1995 modifiée relative aux conditions générales de recrutement des agents de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2002-163 APF du 5 décembre 2002 modifiée portant statut particulier du cadre d'emplois des conseillers d'éducation artistique de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1798 CM du 10 décembre 2008 relatif à l'examen professionnel d'accès au grade de conseiller d'éducation artistique principal du cadre d'emplois des conseillers d'éducation artistique de la fonction publique de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Est organisé un examen professionnel pour l'accès au grade de conseiller d'éducation artistique principal du cadre d'emplois des conseillers d'éducation artistique de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2009.

Art. 2.— Les conditions d'accès à l'examen, la nature, le programme des épreuves et la composition du jury sont fixés en application de l'arrêté n° 1798 CM du 10 décembre 2008 susvisé.

L'examen professionnel d'accès au grade de conseiller d'éducation artistique principal est ouvert aux conseillers d'éducation artistique de 1^{re} classe ayant atteint le 3^e échelon de leur grade au 31 décembre de l'année au titre de laquelle est dressé le tableau d'avancement, soit au 31 décembre 2009.

Art. 3.— Les dossiers d'inscription seront disponibles à compter du mercredi 5 octobre 2011 au service du personnel et de la fonction publique, immeuble Papineau, rue Tepano-Jaussen, 4^e étage, BP 124, 98713 Papeete (téléphone : 47 79 00 - fax : 47 79 25) et sur le site internet : www.fonction-publique.gov.pf.

A l'appui du formulaire d'inscription, les candidats doivent fournir trois enveloppes autocollantes timbrées au tarif en vigueur et libellées à l'adresse du candidat ou à sa boîte postale et la photocopie de l'arrêté portant avancement au 3^e échelon du grade de conseiller d'éducation artistique de 1^{re} classe dans la fonction publique de la Polynésie française.

L'ouverture des inscriptions est fixée au mercredi 5 octobre 2011 et la date de clôture des inscriptions est fixée au lundi 7 novembre 2011 à 12 heures.

Tout dossier parvenu au service du personnel et de la fonction publique incomplet ou postérieurement au lundi 7 novembre 2011 à 12 heures ne sera pas pris en

considération. En ce qui concerne les dossiers d'inscription acheminés par voie postale, reçus après le délai réglementaire, seul le cachet de la poste fait foi.

La liste des candidats admis à passer l'examen professionnel sera affichée dans les locaux du service du personnel et de la fonction publique et publiée sur le site internet : www.fonction-publique.gov.pf.

Art. 4.— L'examen professionnel d'accès au grade de conseiller d'éducation artistique principal comporte les épreuves d'admissibilité et d'admission suivantes :

1 - Epreuve d'admissibilité : une dissertation portant sur la culture générale dans le domaine artistique notamment (durée : 3 heures, coefficient : 1) ;

2 - Epreuve d'admission : épreuve de mise en situation dans le cadre d'un cours donné à des élèves (durée : 30 minutes) suivi d'un entretien avec le jury portant notamment sur la pédagogie (durée : 15 minutes) (coefficient : 2).

Le candidat doit avoir obtenu une note au moins égale à 10 sur 20 à l'épreuve d'admissibilité pour pouvoir se présenter à l'épreuve d'admission.

Toute note inférieure à 5 sur 20 à l'une des épreuves est éliminatoire.

Art. 5.— Les candidats autorisés à participer aux épreuves, convoqués individuellement, seront informés du lieu et de la date de l'examen.

La date de l'épreuve d'admissibilité est fixée au mercredi 14 décembre 2011.

Un centre d'examen est ouvert à Papeete.

Art. 6.— Le chef du service du personnel et de la fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 septembre 2011.

Pour le ministre et par délégation :

*Le chef du service du personnel
et de la fonction publique,
Bruno LONJON.*

ARRETE n° 6195 MEF/PEL du 13 septembre 2011 portant date d'ouverture et organisation matérielle d'un examen professionnel pour l'accès au grade de conseiller socio-éducatif principal du cadre d'emplois des conseillers socio-éducatifs de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2009.

Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1687 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique ;

Vu l'arrêté n° 4723 MEF du 16 août 2011 portant délégation de signature à M. Bruno Lonjon, chef du service du personnel et de la fonction publique ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-217 AT du 14 décembre 1995 modifiée relative aux conditions générales de recrutement des agents de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-235 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut particulier du cadre d'emplois des conseillers socio-éducatifs de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 493 CM du 14 mai 1996 relatif à l'examen professionnel d'accès au grade de conseiller socio-éducatif principal de la fonction publique de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Est organisé un examen professionnel pour l'accès au grade de conseiller socio-éducatif principal du cadre d'emplois des conseillers socio-éducatifs de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2009.

Art. 2.— Les conditions d'accès à l'examen, la nature, le programme des épreuves et la composition du jury sont fixés en application de l'arrêté n° 493 CM du 14 mai 1996 susvisé.

L'examen professionnel d'accès au grade de conseiller socio-éducatif principal est ouvert aux conseillers socio-éducatifs de 1re classe ayant atteint le 3e échelon de leur grade au 31 décembre 2009.

Art. 3.— Les dossiers d'inscription seront disponibles à compter du mercredi 5 octobre 2011 au service du personnel et de la fonction publique, immeuble Papineau, rue Tepano-Jaussen, 4e étage, BP 124, 98713 Papeete (téléphone : 47 79 00 - fax : 47 79 25) et sur le site internet : www.fonction-publique.gov.pf.

A l'appui du formulaire d'inscription, les candidats doivent fournir trois enveloppes autocollantes timbrées au tarif en vigueur et libellées à l'adresse du candidat ou à sa boîte postale et l'arrêté portant avancement au 3e échelon du grade de conseiller socio-éducatif de 1re classe de la fonction publique de la Polynésie française.

L'ouverture des inscriptions est fixée au mercredi 5 octobre 2011 et la date de clôture des inscriptions est fixée au lundi 7 novembre 2011 à 12 heures.

Tout dossier parvenu au service du personnel et de la fonction publique incomplet ou postérieurement au lundi

7 novembre 2011 à 12 heures ne sera pas pris en considération. En ce qui concerne les dossiers d'inscription acheminés par voie postale, reçus après le délai réglementaire, seul le cachet de la poste fait foi.

La liste des candidats admis à passer l'examen professionnel sera affichée dans les locaux du service du personnel et de la fonction publique et publiée sur le site internet : www.fonction-publique.gov.pf.

Art. 4. — L'examen professionnel sur épreuves d'accès au grade de conseiller socio-éducatif principal comporte les épreuves suivantes :

- 1 - Une épreuve écrite consistant en la rédaction d'une note ou d'un rapport à partir de documents écrits (durée : 4 heures) ;
- 2 - Une conversation avec le jury ayant pour point de départ un exposé de 10 minutes sur l'expérience professionnelle du candidat (durée : 30 minutes).

Toute note inférieure à 5 sur 20 à l'une de ces épreuves est éliminatoire.

Un candidat ne peut être déclaré admis à l'examen professionnel si la moyenne de ses notes aux épreuves est inférieure à 10 sur 20.

Art. 5. — Les candidats autorisés à participer aux épreuves, convoqués individuellement, seront informés du lieu et de la date de l'examen.

La date de l'épreuve écrite est fixée au jeudi 15 décembre 2011. Un centre d'examen est ouvert à Papeete.

Art. 6. — Le chef du service du personnel et de la fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 septembre 2011.

Pour le ministre et par délégation :

*Le chef du service du personnel
et de la fonction publique,*
Bruno LONJON.

ARRETE n° 6238 MEF/PEL du 14 septembre 2011 portant date d'ouverture et organisation matérielle d'un examen professionnel pour l'accès au grade de rédacteur chef du cadre d'emplois des rédacteurs de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2010.

Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1687 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique ;

Vu l'arrêté n° 4723 MEF du 16 août 2011 portant délégation de signature à M. Bruno Lonjon, chef du service du personnel et de la fonction publique ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-217 AT du 14 décembre 1995 modifiée relative aux conditions générales de recrutement des agents de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-227 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut particulier du cadre d'emplois des rédacteurs de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 485 CM du 14 mai 1996 relatif à l'examen professionnel d'accès au grade de rédacteur chef du cadre d'emplois des rédacteurs de la fonction publique de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er. — Est organisé un examen professionnel pour l'accès au grade de rédacteur chef de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2010.

Art. 2. — Les conditions d'accès à l'examen, la nature, le programme des épreuves et la composition du jury sont fixés en application de l'arrêté n° 485 CM du 14 mai 1996 susvisé.

L'examen professionnel est ouvert aux rédacteurs principaux comptant 3 années de services dans le grade au 31 décembre de l'année au titre de laquelle est dressé le tableau d'avancement, soit au 31 décembre 2010.

Peuvent également participer à l'examen les rédacteurs ayant 6 ans de services effectifs dans le grade au 31 décembre de l'année au titre de laquelle est dressé le tableau d'avancement, soit au 31 décembre 2010 et qui justifient d'un titre ou diplôme reconnu par l'Etat, sanctionnant une formation d'une durée totale égale au moins à 2 années d'études supérieures après le baccalauréat.

Art. 3. — Les dossiers d'inscription seront disponibles à compter du vendredi 30 septembre 2011 :

- au service du personnel et de la fonction publique, immeuble Papineau, rue Tepano-Jaussen, 4e étage, BP 124, 98713 Papeete (téléphone : 47 79 00, fax : 53 31 12) ;
- sur le site internet : www.fonction-publique.gov.pf.

A l'appui du formulaire d'inscription, les candidats doivent fournir trois enveloppes autocollantes timbrées au tarif en vigueur et libellées à l'adresse du candidat ou à sa boîte postale et les pièces ci-dessous :

- concernant les agents relevant du grade de rédacteur : l'arrêté portant nomination ou portant intégration dans le cadre d'emplois des rédacteurs de la fonction publique de la Polynésie française et une photocopie du diplôme ou du titre requis ;

- concernant les agents relevant du grade de rédacteur principal : l'arrêté portant intégration et classement dans le grade de rédacteur principal de la fonction publique de la Polynésie française ou l'arrêté portant promotion au grade de rédacteur principal ou l'arrêté portant repositionnement au 1er janvier 2006 dans le grade de rédacteur principal.

L'ouverture des inscriptions est fixée au vendredi 30 septembre 2011 et la date de clôture des inscriptions est fixée au lundi 31 octobre 2011 à 12 heures.

Tout dossier parvenu au service du personnel et de la fonction publique incomplet ou postérieurement à la date et à l'heure de clôture des inscriptions, ne sera pas pris en considération. En ce qui concerne les dossiers d'inscription acheminés par voie postale, reçus après le délai réglementaire, seul le cachet de la poste fait foi.

La liste des candidats admis à passer l'examen professionnel sera affichée dans les locaux du service du personnel et de la fonction publique et publiée sur le site internet : www.fonction-publique.gov.pf.

Art. 4.— Les candidats autorisés à participer aux épreuves, convoqués individuellement, seront informés du lieu et de la date de l'examen.

Un centre d'examen sera ouvert à Papeete.

Art. 5.— L'examen professionnel d'accès au grade de rédacteur chef comporte une épreuve d'admissibilité et une épreuve d'admission :

Epreuve d'admissibilité :

Rédaction d'une note, d'un rapport ou d'une lettre à l'aide des éléments d'un dossier de caractère administratif (durée : 3 heures, notation : cette épreuve est notée de 0 à 20 points).

Une note inférieure à 5 sur 20 à l'épreuve d'admissibilité est éliminatoire.

Epreuve d'admission : conversation avec le jury portant :

- sur les fonctions exercées par le candidat ;
- sur l'organisation générale de l'administration de la Polynésie française (durée de l'épreuve : 30 minutes ; durée de la préparation : 15 minutes, notation : cette épreuve est notée de 0 à 20 points).

Art. 6.— La date de l'épreuve d'admissibilité est fixée au lundi 28 novembre 2011.

Art. 7.— Le chef du service du personnel et de la fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 septembre 2011.

Pour le ministre et par délégation :

*Le chef du service du personnel
et de la fonction publique,*

Bruno LONJON.

ARRETE n° 6278 MEF/PEL du 15 septembre 2011 portant date d'ouverture et organisation matérielle d'un examen professionnel pour l'accès au grade d'adjoint d'éducation artistique de 2e classe du cadre d'emplois des adjoints d'éducation artistique de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2010.

Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1687 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique ;

Vu l'arrêté n° 4723 MEF du 16 août 2011 portant délégation de signature à M. Bruno Lonjon, chef du service du personnel et de la fonction publique ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-217 AT du 14 décembre 1995 modifiée relative aux conditions générales de recrutement des agents de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2002-165 APF du 5 décembre 2002 modifiée portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints d'éducation artistique de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1797 CM du 10 décembre 2008 relatif à l'examen professionnel d'accès au grade d'adjoint d'éducation artistique de 2e classe du cadre d'emplois des adjoints d'éducation artistique de la fonction publique de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Est organisé un examen professionnel pour l'accès au grade d'adjoint d'éducation artistique de 2e classe de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2010.

Art. 2.— Les conditions d'accès à l'examen, la nature, le programme des épreuves et la composition du jury sont fixés en application de l'arrêté n° 1797 CM du 10 décembre 2008 susvisé.

L'examen professionnel d'accès au grade d'adjoint d'éducation artistique de 2e classe est ouvert aux adjoints d'éducation artistique réunissant 5 ans de service effectif dans leur grade, non comprise la période de stage, au

31 décembre de l'année au titre de laquelle est dressé le tableau d'avancement soit au 31 décembre 2010.

Art. 3.— Les dossiers d'inscription seront disponibles à compter du mardi 4 octobre 2011 :

- au service du personnel et de la fonction publique, immeuble Papineau, rue Tepano-Jaussen, 4e étage, BP 124, 98713 Papeete (téléphone : 47 79 00, fax : 53 31 12) ;
- sur le site internet : www.fonction-publique.gov.pf.

A l'appui du formulaire d'inscription, les candidats doivent fournir trois enveloppes autocollantes timbrées au tarif en vigueur et libellées à l'adresse du candidat ou à sa boîte postale, et l'arrêté portant titularisation ou intégration dans le cadre d'emplois des adjoints d'éducation artistique de la fonction publique de la Polynésie française.

L'ouverture des inscriptions est fixée au mardi 4 octobre 2011 et la date de clôture des inscriptions est fixée au vendredi 4 novembre 2011 à 12 heures.

Tout dossier parvenu au service du personnel et de la fonction publique incomplet ou postérieurement à la date et à l'heure de clôture des inscriptions, ne sera pas pris en considération. En ce qui concerne les dossiers d'inscription acheminés par voie postale, reçus après le délai réglementaire, seul le cachet de la poste fait foi.

La liste des candidats admis à passer l'examen professionnel sera affichée dans les locaux du service du personnel et de la fonction publique et publiée sur le site internet : www.fonction-publique.gov.pf.

Art. 4.— Les candidats autorisés à participer aux épreuves, convoqués individuellement, seront informés du lieu et de la date de l'examen.

Un centre d'examen est ouvert à Papeete.

Art. 5.— L'examen professionnel d'accès au grade d'adjoint d'éducation artistique de 2e classe comprend les épreuves d'admissibilité et d'admission suivantes :

1 - Epreuve d'admissibilité :

Une série de questions portant sur la culture générale dans le domaine artistique et sur la pédagogie (durée 1 h 30, coefficient 1).

2 - Epreuve d'admission :

Epreuve de mise en situation dans le cadre d'un cours donné à des élèves (durée de 40 minutes) suivi d'un entretien avec le jury (15 minutes, coefficient 2).

Toute note inférieure à 5 sur 20 à l'une des épreuves est éliminatoire.

Le candidat doit avoir obtenu une note au moins égale à 10 sur 20 à l'épreuve d'admissibilité pour pouvoir se présenter à l'épreuve d'admission.

Art. 6.— La date de l'épreuve d'admissibilité est fixée au mercredi 7 décembre 2011.

Art. 7.— Le chef du service du personnel et de la fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 septembre 2011.

Pour le ministre et par délégation :

*Le chef du service du personnel
et de la fonction publique,*
Bruno LONJON.

Par arrêté n° 6279 MEF du 15 septembre 2011.— Le GIE Tahiti tourisme est autorisé à déroger au principe du repos dominical le dimanche 18 septembre 2011 dans le cadre du salon du tourisme 2011.

Cette autorisation est accordée sous réserve du respect des limites quotidienne et hebdomadaire de la durée du travail fixées par les articles LP. 3211-11 à 3211-13 lors d'octroi du jour de repos compensant le dimanche travaillé cité ci-dessus.

MINISTRE DE L'EQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS TERRESTRES

Par arrêté n° 6129 MET du 9 septembre 2011.— Est déconsignée une partie des indemnités relatives aux terres Kiritaga 2 (plan n° 4), Hurihaga-Take Take (plan n° 5) et Hurihaga-Kura (plan n° 6) nécessaires à l'extension de l'aérodrome de Pukarua. Son versement est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après :

Nom de la terre	Indemnités à déconsigner en F CFP	Bénéficiaires
Kiritaga 2 (plan n° 4)	61 589	Mme Putoru Toofa (bf 1.9.1.1.4)
Hurihaga-Take Take (plan n° 5)	24 691	
Hurihaga-Kura (plan n° 6)	59 723	

Par arrêté n° 6130 MET du 9 septembre 2011.— Est déconsignée une partie des indemnités relatives aux terres Kiritaga 2 (plan n° 4), Hurihaga-Take Take (plan n° 5) et Hurihaga-Kura (plan n° 6) nécessaires à l'extension de l'aérodrome de Pukarua. Son versement est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après :

Nom de la terre	Indemnités à déconsigner en F CFP	Bénéficiaires
Kiritaga 2 (plan n° 4)	89 817	Mme Tepogi Mairihau I (bf 5.8.1)
Hurihaga-Take Take (plan n° 5)	36 008	
Hurihaga-Kura (plan n° 6)	87 097	

Par arrêté n° 6131 MET du 9 septembre 2011.— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Takuarofa (plan n° 19) nécessaire à l'extension de l'aérodrome de Tureia dans l'archipel des Tuamotu. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées ci-après :

Bénéficiaire : Mme Teuru Teapehu veuve Tauofa, mandataire de ses enfants Tetahoa Tauofa, Tetohu Raphaël Tauofa et Vaite Mathilde Tauofa ;

Indemnités à déconsigner : 924 714 F CFP.

Par arrêté n° 6132 MET du 9 septembre 2011.— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Takuarofa (plan n° 19) nécessaire à l'extension de l'aérodrome de Tureia dans l'archipel des Tuamotu. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées ci-après :

Indemnités à déconsigner en F CFP	Bénéficiaires
308 238	Mlle Michèle Tauofa
308 238	Mlle Mihariri Tauofa
308 238	M. Tukia Tauofa
308 238	M. Mahuruarii Tauofa
308 238	Mlle Raina Marie Tauofa
308 238	M. Ngaepa Tauofa
308 238	M. Teahiura Tauofa
308 238	Mlle Noëlla Tauofa

Par arrêté n° 6133 MET du 9 septembre 2011.— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Takuarofa (plan n° 19) nécessaire à l'extension de l'aérodrome de Tureia dans l'archipel des Tuamotu. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées ci-après :

Bénéficiaire : Mme Teuru Teapehu veuve Tauofa ;

Indemnités à déconsigner : 1 130 207 F CFP.

Par arrêté n° 6134 MET du 9 septembre 2011.— Est déconsignée une partie des indemnités relatives aux terres Kiritaga 2 (plan n° 4), Hurihaga-Take Take (plan n° 5) et Hurihaga-Kura (plan n° 6) nécessaires à l'extension de l'aérodrome de Pukarua. Son versement est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après :

Nom de la terre	Indemnités à déconsigner en F CFP	Bénéficiaires
Kiritaga 2 (plan n° 4)	26 140	M. Daniel Matemoko (bf 1.2.1.1.3)
Hurihaga-Take Take (plan n° 5)	10 375	
Hurihaga-Kura (plan n° 6)	26 129	

Par arrêté n° 6135 MET du 12 septembre 2011.— L'arrêté n° 2340 MUT du 4 juin 2009 modifié portant autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public fluvial sis dans la commune de Mahina, au profit de Mme Betty Taputuarai est abrogé.

La redevance afférente à l'autorisation mentionnée ci-dessus n'est pas exigée compte-tenu de l'inoccupation des lieux par Mme Betty Taputuarai.

Par arrêté n° 6138 MET/DTT du 12 septembre 2011.— Conformément aux dispositions de l'article 11 de la délibération n° 2008-4 APF du 10 avril 2008, la licence n° 1-003, rattachée à l'autorisation d'exercer l'activité d'entrepreneur de véhicule de remise n° 003-VR/DV-01/11 sur l'île de Tahiti attribuée à la SA Tahiti Nui Travel, est délivrée pour l'exploitation du véhicule immatriculé 212388 P.

La SA Tahiti Nui Travel dispose d'un délai maximal de huit mois pour mettre en service ladite licence que l'autorisation précitée a accordée, sous peine de retrait de celle-ci, dès lors qu'elle n'est pas utilisée.

La reprise éventuelle d'une licence ainsi retirée nécessite la constitution d'une nouvelle demande.

En fonction du nombre de licences accordées, la décision de retrait modifie ou annule l'autorisation. Cette décision est notifiée au titulaire par arrêté du Président de la Polynésie française ou, par délégation, par arrêté du ministre chargé des transports terrestres et enregistrée par la direction des transports terrestres dans le registre tenu à cet effet.

La licence de véhicule de remise exclut l'utilisation du véhicule pour toute autre activité de transport onéreux de passagers.

L'exploitation du véhicule pour lequel la licence 1-003 a été délivrée, peut être suspendue pour une durée maximale de dix-huit mois sur déclaration du titulaire auprès de la direction des transports terrestres. En cas de suspension non déclarée, la licence est retirée après six mois de cessation d'activité.

Ampliation de cet arrêté est délivrée à l'entrepreneur de véhicule de remise sous forme de licence cartonnée.

Par arrêté n° 6252 MET/DTT du 15 septembre 2011.— En application de l'article 19 de la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée et conformément à sa demande, la licence de transport touristique n° 01B 49T, délivrée pour l'exploitation d'un véhicule de catégorie B, sur l'île de Tahiti à la SARL Fenua Tours, est définitivement retirée pour défaut d'exploitation.

L'arrêté n° 320 MEE/DTT du 2 juillet 2008 portant attribution d'une licence de transport touristique sur l'île de Tahiti à la SARL Fenua Tours, est abrogé.

Par arrêté n° 6253 MET/DTT du 15 septembre 2011.— En application de l'article 19 de la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée Mme Remuna Tanihia épouse Teriipaia est autorisée à suspendre provisoirement sa licence de transport touristique n° 25C qui lui a été attribuée pour l'île de Tahaa, pour une durée maximale de douze (12) mois.

Cette suspension court à compter du 12 septembre 2011 jusqu'au 11 septembre 2012 inclus.

Mme Remuna Tanihia épouse Teriipaia est tenue de remettre en exploitation à la date du 12 septembre 2012, la licence suspendue et désignée ci-dessus, sous peine de retrait de ladite licence.

MINISTÈRE DES RESSOURCES MARINES

Par arrêté n° 6235 MRM du 14 septembre 2011.— Une licence de pêche professionnelle est accordée à M. Teatanuioputio François Emile Duchek, armateur du navire dénommé Avea II, immatriculé à Papeete sous le numéro PY 4494, pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté, des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Le navire défini ci-dessus, à la date de la présentation du permis de navigation, est d'ores et déjà apte à naviguer.

Ses caractéristiques générales sont les suivantes :

- a) *Type* : poti marara armé en pêche ;
- b) *Nationalité* : française ;
- c) *Longueur hors tout* : 8,30 mètres ;
- d) *Largeur hors tout* : 2,53 mètres ;
- e) *Puissance motrice* : 240 CV (diesel) ;
- f) *Nombre et composition de l'équipage* : 1 capitaine et 2 marins-pêcheurs.

Les techniques de pêche et les espèces ciblées sont les suivantes :

- a) *Technique(s) ou engin(s) de pêche* : pêche au harpon, à la traîne, à la ligne de fond et à la canne ;
- b) *Espèces ciblées* : petits et grands pélagiques.

M. Teatanuioputio François Emile Duchek, armateur du navire dénommé Avea II, PY 4494, et titulaire de la présente licence de pêche professionnelle, est soumis à la sujétion de remettre au service de la pêche les informations statistiques touchant l'activité de pêche. Ces informations portent notamment sur le nombre de jours de sortie, les espèces capturées et les lieux de commercialisation.

La validité de la présente licence de pêche est conditionnée par celle du permis de navigation délivré par la direction polynésienne des affaires maritimes pour le navire dénommé Avea II, PY 4494, du titulaire.

La limite d'éloignement de l'activité doit être conforme à la catégorie de navigation du navire et à la qualification professionnelle du capitaine.

Le présent arrêté abroge l'arrêté n° 226 MRM du 12 janvier 2011 accordant à M. Teatanuioputio François Emile Duchek le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

ARRETE n° 6223 MEJ du 13 septembre 2011 portant délégation de signature à Mme Maeva Salmon, déléguée de la Polynésie française.

Le ministre de l'éducation, de la jeunesse et des sports, en charge de l'enseignement supérieur, de la recherche et de la vie associative,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1690 PR du 7 avril 2011 relatif aux attributions du ministre de l'éducation, de la jeunesse et des sports, en charge de l'enseignement supérieur, de la recherche et de la vie associative ;

Vu l'arrêté n° 1736 PR du 18 avril 2011 portant délégation de signature à Mme Maeva Salmon, déléguée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1735 PR du 18 avril 2011 portant délégation du pouvoir d'ordonnancement à Mme Maeva Salmon, déléguée de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 85-1064 AT du 16 juillet 1985 modifiée créant un service territorial dénommé service de la délégation de la Polynésie française à Paris ;

Vu la délibération n° 98-122 APF du 6 août 1998 modifiée relative au statut du personnel de la délégation de la Polynésie française à Paris ;

Vu l'arrêté n° 366 CM du 13 avril 2006 modifié portant réglementation générale des allocations de la Polynésie française pour études supérieures ;

Vu l'arrêté n° 901 CM du 1er juillet 2011 relatif aux missions et à l'organisation du service de la délégation de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 109 CM du 31 janvier 2007 modifié portant nomination de Mme Maeva Salmon en qualité de délégué de la Polynésie française du service dénommé service de la délégation de la Polynésie française à Paris par intérim ;

Vu l'arrêté n° 5059 PR du 13 août 2009 plaçant M. Gérard Huioutu, attaché d'administration, 6e échelon, en fonction au service du personnel et de la fonction publique, en service détaché pour servir à la délégation de la Polynésie française à Paris,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à Mme Maeva Salmon, en qualité de déléguée de la Polynésie française à l'effet de signer, au nom du ministre de l'éducation, de la jeunesse et des sports, en charge de

l'enseignement supérieur, de la recherche et de la vie associative, les actes courants, les attestations de toute nature et correspondances relatifs à :

- 1° La gestion des bourses et aides spécifiques en application de la réglementation en vigueur ;
- 2° La mise en route des étudiants et la délivrance des réquisitions de transport de leurs effets personnels ;
- 3° La gestion des prestations sociales étudiants ;
- 4° La gestion des foyers étudiants dont le ministère est affectataire y compris toutes les mesures liées à la mise aux normes de ces immeubles.

Art. 2.— Délégation de signature est donnée à Mme Maeva Salmon, déléguée de la Polynésie française, à l'effet de procéder aux opérations de liquidation des dépenses imputées sur les crédits du budget de la Polynésie française qui lui sont alloués par le ministère de l'éducation, de la jeunesse et des sports, en charge de l'enseignement supérieur, de la recherche et de la vie associative, résultant de l'application des décisions qui lui sont notifiées.

Art. 3.— L'arrêté n° 9223 MEE du 15 décembre 2009 modifié portant délégation de signature à Mme Maeva Salmon, déléguée de la Polynésie française, est abrogé.

Art. 4.— La déléguée de la Polynésie française est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 septembre 2011.
Tauhiti NENA.

**MINISTÈRE DE L'AMÉNAGEMENT
ET DU LOGEMENT**

Par arrêté n° 6137 MAA du 12 septembre 2011.— Les parcelles dépendant de la terre "Propriété Labbé - Moemoe 1, lot A, B et C", cadastrée commune de Pirae, sont affectées au profit de la direction de l'enseignement primaire comme suit :

- la parcelle cadastrée section I n° 180 et les constructions y édifiées, d'une superficie de 10 092 mètres carrés ;
- et les parcelles cadastrées section I n° 181 et n° 182, d'une superficie respective de 3 233 mètres carrés et 8 071 mètres carrés, à compter du 16 août 2011.

Tel que le tout figure sur les plans cadastraux datés du 28 juillet et du 2 août 2011 détenus par la direction des affaires foncières, division "gestion du domaine".

Cette affectation est destinée au logement du personnel de la direction de l'enseignement primaire.

La valeur comptable des parcelles affectées est estimée à *seize mille francs* (16 000 F CFP) le mètre carré, soit :

Parcelles	Valeur comptable en F CFP
I180	161 472 000 F (cent soixante et un millions quatre cent soixante-douze mille francs)
I181	51 728 000 F (cinquante et un millions sept cent vingt-huit mille francs)
I182	129 136 000 F (cent vingt-neuf millions cent trente-six mille francs)
Total	342 336 000 F (trois cent quarante-deux millions trois cent trente-six mille francs)

Tous travaux de construction et d'aménagements seront soumis à l'obtention préalable des autorisations réglementaires nécessaires en la matière. L'affectataire devra fournir à la direction des affaires foncières toutes pièces justifiant ces autorisations et notamment le certificat d'achèvement des travaux.

Le ministre de l'éducation, conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération 2004-34 APF du 12 février 2004, est autorisé à établir et à signer toutes conventions d'exploitation, d'entretien, de gardiennage, d'animation, d'occupations temporaires et autres actes entrant dans le cadre de ses attributions, dans le respect de la destination des lieux.

En cas de changement de destination des lieux, la Polynésie française recouvrera la jouissance des biens affectés et la direction des affaires foncières devra en être informée.

L'affectataire est tenu d'assumer les charges afférentes à la conservation, la protection, l'amélioration et au fonctionnement du bien affecté. Il fera son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir d'un tiers.

L'arrêté n° 184 MAA du 10 septembre 2007 portant affectation de deux parcelles dépendant de la terre "Propriété Labbé, Moemoe 1", cadastrées commune de Pirae, section I n° 181 et 182, au profit de l'école normale mixte de Polynésie française, est abrogé.

Par arrêté n° 6229 MAA du 14 septembre 2011.— Le prêt d'une fabrique de glace paillette et de son silo (MG11-03), d'une capacité journalière de production d'une tonne, détenue par le service de la pêche, est autorisé au profit de la coopérative Avei de Vaiepe de Ua Huka, représentée par son président M. Etienne Brown, en vue de son exploitation dans le cadre du quai de Ua Huka.

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture et des technologies vertes est habilité à signer la convention correspondante.

Le service de la pêche est chargé du suivi de cette convention.

Par arrêté n° 6236 MAA.AU.UOC du 14 septembre 2011.— Les consorts Drollets sont autorisés, sous les réserves ci-après, à poursuivre jusqu'au 21 février 2015 les travaux d'achèvement du lotissement Te Tavake Village, 4° tranche, sis à Punaauia, lesquels ont fait l'objet d'un arrêté d'autorisation de lotir n° 15 MAA du 14 février 2007.

Cette autorisation n'est valide que dans la mesure où une demande de certificat de conformité partielle sera déposée au service de l'urbanisme pour une première tranche de travaux avant le 21 février 2013.

Le présent arrêté et le dossier correspondant sont mis à la disposition du public, conformément aux dispositions de l'article D. 141-22 du code de l'aménagement de la Polynésie française, aux secrétariats :

- de la mairie de Punaauia ;
- du service de l'urbanisme (section urbanisme opérationnel et construction).

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DE LA SOLIDARITÉ

ARRETE n° 6228 MSS du 14 septembre 2011 fixant le nombre de bourses allouées aux étudiants infirmiers de deuxième année du dispositif Licence-master-doctorat, au titre de l'année scolaire 2011-2012.

Le ministre de la santé et de la solidarité, en charge de la protection sociale généralisée,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1693 PR du 7 avril 2011 relatif aux attributions du ministre de la santé et de la solidarité, en charge de la protection sociale généralisée ;

Vu la délibération n° 92-97 AT du 1er juin 1992 définissant les missions du service territorial de la santé publique dénommée direction de la santé ;

Vu l'arrêté n° 673 CM du 15 avril 2004 modifié portant organisation du service de la direction de la santé publique ;

Vu l'arrêté n° 1532 CM du 17 septembre 2009 portant repositionnement de l'Institut de formation des professions de santé Mathilde-Frébault au sein du service de la direction de la santé ;

Vu l'arrêté n° 1301 CM du 3 août 2010 relatif aux bourses de formation versées aux étudiants ayant intégré la formation en soins infirmiers dans le cadre du dispositif Licence-master-doctorat instauré en Polynésie française à compter de la rentrée 2010-2011,

Arrête :

Article 1er.— Le nombre de bourses attribué aux étudiants infirmiers de 2e année de l'Institut de formation des professions de santé Mathilde-Frébault, issus de la promotion 2010-2013, est fixé à 40 pour l'année scolaire 2011-2012.

La répartition des bourses est établie comme suit :

- 38 bourses à taux plein ;
- 2 bourses minorées de 50 %.

Art. 2.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 septembre 2011.

Pour le ministre absent :

*Le ministre de l'économie,
des finances, du travail
et de l'emploi,*

Pierre FREBAULT.

ARRETE n° 6237 MSS du 14 septembre 2011 fixant le nombre de bourses de formation allouées aux étudiants de l'école de sages-femmes de Papeete (année universitaire 2011-2012).

Le ministre de la santé et de la solidarité, en charge de la protection sociale généralisée,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1693 PR du 7 avril 2011 relatif aux attributions du ministre de la santé et de la solidarité, en charge de la protection sociale généralisée ;

Vu la délibération n° 92-97 AT du 1er juin 1992 définissant les missions du service territorial de la santé publique dénommé direction de la santé ;

Vu l'arrêté n° 673 CM du 15 avril 2004 modifié portant organisation du service de la direction de la santé publique ;

Vu la délibération n° 84-31 du 15 mars 1984 portant création d'une école de formation de sages-femmes en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 853 CM du 17 août 2006 relatif aux bourses de formation versées dans le cadre de la formation des étudiants infirmiers, des sages-femmes et des aides-soignants ;

Vu l'arrêté n° 1576 CM du 18 septembre 2009 portant modification de l'arrêté n° 853 CM du 17 août 2006 relatif aux bourses de formation versées dans le cadre de la formation des étudiants infirmiers, sages-femmes et aides-soignants,

Arrête :

Article 1er.— Le nombre de bourses de formation allouées aux étudiants de l'école de sages-femmes au titre de l'année universitaire 2011-2012 est de 22.

Les bourses sont réparties comme suit :

- licence 2 de maïeutique (promotion 2011-2015) : 2 ;
- 3e année (promotion 2010-2014) : 9 dont 1 redoublante ;
- 4e année (promotion 2009-2013) : 4 ;
- 5e année (promotion 2008-2012) : 7 dont 1 redoublant.

Art. 2.— La dépense est imputable au budget du territoire, exercice 2011-2012, au sous-chapitre 967-03, article 6513.

Art. 3.— Le présent arrêté sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 septembre 2011.

Charles TETARIA.

Par arrêté n° 6230 MSS du 14 septembre 2011.— M. le maire de la commune de Rurutu est autorisé à ouvrir et exploiter, pour une durée de trente-six mois, l'établissement Cuisine centrale de Unaa, sis à Unaa, Rurutu, pour les activités suivantes : fabrication quotidienne de 500 repas (plats chauds et froids, entrées chaudes et froides, desserts), livrés en liaison chaude dans les écoles de l'île.

L'autorisation d'ouverture et d'exploitation de l'établissement Cuisine centrale de Unaa est enregistrée au Centre d'hygiène et de salubrité publique sous le numéro d'archives antenne Australes. Ce numéro d'autorisation figure sur l'étiquetage de toute denrée préemballée produite par l'établissement.

Tout changement notable des locaux et toute modification de nature d'activité doivent faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation conformément à l'article 3 de l'arrêté n° 1115 CM du 6 octobre 2006 modifié.

L'autorisation est réputée définitive à l'issue de la période probatoire prévue ci-dessus, si elle n'a pas été refusée par décision motivée.

Le présent arrêté cesse de produire son effet si l'exploitation de l'établissement est interrompue pendant une période supérieure ou égale à 12 mois.

En cas de changement d'exploitant, le présent arrêté cesse de produire son effet deux mois après la date de ce changement. Afin d'être autorisé à poursuivre son activité à l'expiration de ce délai, le nouvel exploitant est tenu de solliciter une nouvelle autorisation conformément à l'article 3 de l'arrêté n° 1115 CM du 6 octobre 2006 modifié.

Lorsqu'il est constaté que les conditions réglementaires d'attribution de cette autorisation ne sont plus respectées, l'autorisation peut être, après mise en demeure restée sans effet, suspendue ou retirée partiellement ou en totalité conformément à l'article 9 de l'arrêté n° 1115 CM du 6 octobre 2006 modifié.

Par arrêté n° 6231 MSS du 14 septembre 2011.— Mlle Moea Severine Teapehu est autorisée à ouvrir et exploiter, pour une durée de douze mois, l'établissement Teapehu - Séverine Moea, pour les activités suivantes : fabrication quotidienne pour vente à emporter de 250 produits de sandwicherie (sandwich, panini, croque-monsieur et casse-croûte) ; opérations de cuisson, de décongélation et de traitement de légumes bruts.

L'établissement comprend :

- l'atelier de préparation de denrées alimentaires d'origine animale, sis au PK 48,800, côté montagne, Faaone ;
- un véhicule immatriculé 104044 P, destiné à la préparation finale des denrées alimentaires et à la remise directe de ces denrées au consommateur.

L'autorisation d'ouverture et d'exploitation de l'établissement Teapehu - Severine Moea est enregistrée au Centre d'hygiène et de salubrité publique sous le numéro AT 0060. Ce numéro d'autorisation figure sur l'étiquetage de toute denrée préemballée produite par l'établissement.

Tout changement notable des locaux et toute modification de nature d'activité doivent faire l'objet d'une nouvelle

demande d'autorisation conformément à l'article 3 de l'arrêté n° 1115 CM du 6 octobre 2006 modifié.

L'autorisation est réputée définitive à l'issue de la période probatoire prévue ci-dessus, si elle n'a pas été refusée par décision motivée.

Le présent arrêté cesse de produire son effet si l'exploitation de l'établissement est interrompue pendant une période supérieure ou égale à 12 mois.

En cas de changement d'exploitant, le présent arrêté cesse de produire son effet deux mois après la date de ce changement. Afin d'être autorisé à poursuivre son activité à l'expiration de ce délai, le nouvel exploitant est tenu de solliciter une nouvelle autorisation conformément à l'article 3 de l'arrêté n° 1115 CM du 6 octobre 2006 modifié.

Lorsqu'il est constaté que les conditions réglementaires d'attribution de cette autorisation ne sont plus respectées, l'autorisation peut être, après mise en demeure restée sans effet, suspendue ou retirée partiellement ou en totalité conformément à l'article 9 de l'arrêté n° 1115 CM du 6 octobre 2006 modifié.

Par arrêté n° 6232 MSS du 14 septembre 2011.— Mlle Deborah Natiki, demeurant Mahina, côté montagne, est autorisée à ouvrir et exploiter, pour une durée de douze mois, l'établissement mobile Roulotte Bernard, immatriculé 110682 P, pour les activités suivantes : fabrication quotidienne à emporter de 30 pizzas et 80 crêpes salées et sucrées ; opération de décongélation, de cuisson, d'assemblage et de traitement de légumes bruts.

L'autorisation d'ouverture et d'exploitation de l'établissement Roulotte Bernard est enregistrée au Centre d'hygiène et de salubrité publique sous le numéro A 1423. Ce numéro d'autorisation figure sur l'étiquetage de toute denrée préemballée produite par l'établissement.

Tout changement notable des locaux et toute modification de nature d'activité doivent faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation conformément à l'article 3 de l'arrêté n° 1115 CM du 6 octobre 2006 modifié.

L'autorisation est réputée définitive à l'issue de la période probatoire prévue ci-dessus, si elle n'a pas été refusée par décision motivée.

Le présent arrêté cesse de produire son effet si l'exploitation de l'établissement est interrompue pendant une période supérieure ou égale à 12 mois.

En cas de changement d'exploitant, le présent arrêté cesse de produire son effet deux mois après la date de ce changement. Afin d'être autorisé à poursuivre son activité à l'expiration de ce délai, le nouvel exploitant est tenu de solliciter une nouvelle autorisation conformément à l'article 3 de l'arrêté n° 1115 CM du 6 octobre 2006 modifié.

Lorsqu'il est constaté que les conditions réglementaires d'attribution de cette autorisation ne sont plus respectées, l'autorisation peut être, après mise en demeure restée sans effet, suspendue ou retirée partiellement ou en totalité conformément à l'article 9 de l'arrêté n° 1115 CM du 6 octobre 2006 modifié.

Par arrêté n° 6233 MSS du 14 septembre 2011.— M. Harrys Fanaura est autorisé à ouvrir et exploiter, pour une durée de douze mois, l'établissement Roulotte Harrys, pour les activités suivantes : fabrication quotidienne et vente à emporter ou à consommer sur place de 50 plats cuisinés : grillades, chao men, poisson cru, accompagnements (frites, riz) ; opérations de découpe de viande, de cuisson, de décongélation et de traitement de légumes bruts.

L'établissement comprend :

- l'atelier de préparation de denrées alimentaires d'origine animale, sis au PK 2,200, côté mer, Toahotu ;
- un véhicule immatriculé 67160 P, destiné à la préparation finale des denrées alimentaires et à la remise directe de ces denrées au consommateur.

L'autorisation d'ouverture et d'exploitation de l'établissement Roulotte Harrys est enregistrée au Centre d'hygiène et de salubrité publique sous le numéro AT 0149. Ce numéro d'autorisation figure sur l'étiquetage de toute denrée préemballée produite par l'établissement.

Tout changement notable des locaux et toute modification de nature d'activité doivent faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation conformément à l'article 3 de l'arrêté n° 1115 CM du 6 octobre 2006 modifié.

L'autorisation est réputée définitive à l'issue de la période probatoire prévue ci-dessus, si elle n'a pas été refusée par décision motivée.

Le présent arrêté cesse de produire son effet si l'exploitation de l'établissement est interrompue pendant une période supérieure ou égale à 12 mois.

En cas de changement d'exploitant, le présent arrêté cesse de produire son effet deux mois après la date de ce changement. Afin d'être autorisé à poursuivre son activité à l'expiration de ce délai, le nouvel exploitant est tenu de solliciter une nouvelle autorisation conformément à l'article 3 de l'arrêté n° 1115 CM du 6 octobre 2006 modifié.

Lorsqu'il est constaté que les conditions réglementaires d'attribution de cette autorisation ne sont plus respectées, l'autorisation peut être, après mise en demeure restée sans effet, suspendue ou retirée partiellement ou en totalité conformément à l'article 9 de l'arrêté n° 1115 CM du 6 octobre 2006 modifié.

Par arrêté n° 6234 MSS du 14 septembre 2011.— M. Alain Gasnier est autorisé à ouvrir et exploiter, pour une durée de douze mois, l'établissement Glaces Mont Blanc, sis à Papeete, immeuble Stein, angle des rues Cook et du Commandant-Destremau, pour les activités suivantes : production mensuelle de 2 000 litres de crème glacée et sorbet pour livraison à d'autres établissements et vente à emporter ; opérations de congélation et de traitement de fruits bruts.

L'autorisation d'ouverture et d'exploitation de l'établissement Glaces Mont Blanc est enregistrée au Centre d'hygiène et de salubrité publique sous le numéro AT 276. Ce numéro d'autorisation figure sur l'étiquetage de toute denrée préemballée produite par l'établissement.

Tout changement notable des locaux et toute modification de nature d'activité doivent faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation conformément à l'article 3 de l'arrêté n° 1115 CM du 6 octobre 2006 modifié.

L'autorisation est réputée définitive à l'issue de la période probatoire prévue ci-dessus, si elle n'a pas été refusée par décision motivée.

Le présent arrêté cesse de produire son effet si l'exploitation de l'établissement est interrompue pendant une période supérieure ou égale à 12 mois.

En cas de changement d'exploitant, le présent arrêté cesse de produire son effet deux mois après la date de ce changement. Afin d'être autorisé à poursuivre son activité à l'expiration de ce délai, le nouvel exploitant est tenu de solliciter une nouvelle autorisation conformément à l'article 3 de l'arrêté n° 1115 CM du 6 octobre 2006 modifié.

Lorsqu'il est constaté que les conditions réglementaires d'attribution de cette autorisation ne sont plus respectées, l'autorisation peut être, après mise en demeure restée sans effet, suspendue ou retirée partiellement ou en totalité conformément à l'article 9 de l'arrêté n° 1115 CM du 6 octobre 2006 modifié.

Par arrêté n° 6283 MSS du 15 septembre 2011.— M. Mataura Tahuhuterani, demeurant Haramea, Tubuai est autorisé à ouvrir et exploiter, pour une durée de douze mois, l'établissement mobile Laguna Burger, immatriculé 178591 P (véhicule tracteur), pour les activités suivantes : la fabrication et la vente quotidienne à emporter de 50 plats cuisinés, de 50 produits de sandwicherie et de crêpes ; opérations de décongélation, de découpe, de cuisson, d'assemblage et de traitement de légumes bruts.

L'autorisation d'ouverture et d'exploitation de l'établissement Laguna Burger est enregistrée au Centre d'hygiène et de salubrité publique sous le numéro E 0069. Ce numéro d'autorisation figure sur l'étiquetage de toute denrée préemballée produite par l'établissement.

Tout changement notable des locaux et toute modification de nature d'activité doit faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation conformément à l'article 3 de l'arrêté n° 1115 CM du 6 octobre 2006 modifié.

L'autorisation est réputée définitive à l'issue de la période probatoire prévue ci-dessus, si elle n'a pas été refusée par décision motivée.

Le présent arrêté cesse de produire son effet si l'exploitation de l'établissement est interrompue pendant une période supérieure ou égale à 12 mois.

En cas de changement d'exploitant, le présent arrêté cesse de produire son effet deux mois après la date de ce changement. Afin d'être autorisé à poursuivre son activité à l'expiration de ce délai, le nouvel exploitant est tenu de solliciter une nouvelle autorisation conformément à l'article 3 de l'arrêté n° 1115 CM du 6 octobre 2006 modifié.

Lorsqu'il est constaté que les conditions réglementaires d'attribution de cette autorisation ne sont plus respectées, l'autorisation peut être, après mise en demeure restée sans effet, suspendue ou retirée partiellement ou en totalité conformément à l'article 9 de l'arrêté n° 1115 CM du 6 octobre 2006 modifié.

Par arrêté n° 6284 MSS du 15 septembre 2011.— M. Adolphe Kito Sylvain est autorisé à ouvrir et exploiter, pour une durée de trente-six mois, l'établissement Mai Kai Marina & yacht club, sis à Nunue, Bora Bora, pour les activités suivantes : la fabrication quotidienne à consommer sur place, de 50 repas et de pâtisseries à base de crème ; opérations de décongélation, de découpe, de cuisson, d'assemblage et de traitement de légumes bruts.

L'autorisation d'ouverture et d'exploitation de l'établissement Mai Kai Marina & yacht club est enregistrée au Centre d'hygiène et de salubrité publique sous le numéro BC 0073. Ce numéro d'autorisation figure sur l'étiquetage de toute denrée préemballée produite par l'établissement.

Tout changement notable des locaux et toute modification de nature d'activité doit faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation conformément à l'article 3 de l'arrêté n° 1115 CM du 6 octobre 2006 modifié.

L'autorisation est réputée définitive à l'issue de la période probatoire prévue ci-dessus, si elle n'a pas été refusée par décision motivée.

Le présent arrêté cesse de produire son effet si l'exploitation de l'établissement est interrompue pendant une période supérieure ou égale à 12 mois.

En cas de changement d'exploitant, le présent arrêté cesse de produire son effet deux mois après la date de ce changement. Afin d'être autorisé à poursuivre son activité à l'expiration de ce délai, le nouvel exploitant est tenu de solliciter une nouvelle autorisation conformément à l'article 3 de l'arrêté n° 1115 CM du 6 octobre 2006 modifié.

Lorsqu'il est constaté que les conditions réglementaires d'attribution de cette autorisation ne sont plus respectées, l'autorisation peut être, après mise en demeure restée sans effet, suspendue ou retirée partiellement ou en totalité conformément à l'article 9 de l'arrêté n° 1115 CM du 6 octobre 2006 modifié.

**MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE
ET DE LA FORÊT**

Par arrêté n° 6211 MAE du 13 septembre 2011.— Une aide d'un montant de 113 199 F CFP (*cent treize mille cent quatre-vingt-dix-neuf francs CFP*) au titre de l'acquisition de petits équipements agricoles (titre II de l'arrêté n° 654 CM du 10 mai 2000 modifié) est attribuée à M. Tetahina Mooroa, né le 24 août 1959 à Papeete, Tahiti, exploitant agricole à Rimatara, carte professionnelle CAPL n° 640 délivrée le 12 novembre 2009.

Le montant éligible du petit matériel acquis s'élève à 150 932 F CFP et le taux d'aide correspond à 75 % de ce montant éligible.

La dépense est imputée sur le budget de la Polynésie française, section fonctionnement, centre de travail 74010-F, chapitre 965, sous-chapitre 965-01, article 652.

Par arrêté n° 6212 MAE du 13 septembre 2011.— Une aide d'un montant de 97 809 F CFP (*quatre-vingt-dix-sept mille huit cent neuf francs CFP*) au titre de l'acquisition de petits équipements agricoles (titre II de l'arrêté n° 654 CM du 10 mai 2000 modifié) est attribuée à Mme Fanny Eliane Tematahotoa veuve Hatitio, carte professionnelle CAPL n° 12825 délivrée le 6 juillet 2009.

Le montant éligible du petit matériel acquis s'élève à 97 809 F CFP et le taux d'aide correspond à 100 % de ce montant éligible.

La dépense est imputée sur le budget de la Polynésie française, section fonctionnement, centre de travail 74010-F, chapitre 965, sous-chapitre 965-01, article 652.

**ARRETES DU PRESIDENT
DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNESIE FRANÇAISE**

ARRETE n° 91-2011 APF/SG du 12 septembre 2011 portant clôture de la session extraordinaire de l'assemblée de la Polynésie française.

Le président de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 81-2011 APF/SG du 13 août 2011 portant ouverture de la session extraordinaire de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 82-2011 APF/SG du 18 août 2011 portant complément à l'ordre du jour de la session extraordinaire de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 87-2011 APF/SG du 24 août 2011 portant modification à l'ordre du jour de la session extraordinaire de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 88-2011 APF/SG du 24 août 2011 portant complément à l'ordre du jour de la session extraordinaire de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 2897-2011 APF/SG du 24 août 2011 de convocation en séance des représentants ;

Vu la séance du 8 septembre 2011,

Arrête :

Article 1er. — La session extraordinaire de l'assemblée de la Polynésie française ouverte par arrêté n° 81-2011 APF/SG du 13 août 2011 est close le 8 septembre 2011 à 11 h 54 mn.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 12 septembre 2011.
Jacqui DROLLET.

ARRETE n° 92-2011 APF/SG du 12 septembre 2011 modifiant l'arrêté n° 69-2011 APF/SG du 23 mai 2011 portant délégation de signature aux responsables des services administratifs de l'assemblée de la Polynésie française.

Le président de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2005-59 APF du 13 mai 2005 modifiée portant règlement intérieur de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 55-96 APF/Prés. du 22 novembre 1996 portant nomination du contrôleur des dépenses engagées de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 6-2005 Prés/APF/SG du 18 janvier 2005 modifié portant organisation des services de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 13-2005 Prés.APF du 28 janvier 2005 portant maintien de Mlle Béatrice Lysao aux fonctions de chef du service des commissions de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 14-2005 Prés.APF du 28 janvier 2005 portant maintien de M. Philippe At-Se aux fonctions de chef du service de l'informatique de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 7-2005 APF/SG du 19 janvier 2005 portant nomination de Mlle Caroline Chung aux fonctions de chef du service des affaires juridiques de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 8-2005 APF/SG du 1er février 2005 portant nomination de Mlle Diana Chebret aux fonctions de chef du service des séances de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° A 13-2006 APF/SG du 3 avril 2006 portant nomination de M. Henri Lanoux aux fonctions de chef du service des finances et de la comptabilité de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° A 45-2009 APF/SG du 25 juin 2009 portant nomination de Mlle Rumia Atai aux fonctions de chef du service de la communication, de l'information multimédia et de l'accueil de l'assemblée de la Polynésie française

Vu l'arrêté n° A 10-2010 APF/SG du 27 janvier 2010 portant nomination de Mlle Tupuhina Vicky Hunter aux fonctions de chef du service des ressources humaines de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 31-2011 APF du 14 avril 2011 prenant acte de l'élection du président de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° A 65-2011 APF/SG du 28 juin 2011 portant nomination de M. Lucien Yau aux fonctions de chef du service de la logistique de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° A 80-2011 APF/SG du 31 août 2011 portant nomination de Mlle Hiriata Thérèse Véronique Millaud aux fonctions de chef du service des séances de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la décision n° D081-2007 APF/SG/SRH du 24 octobre 2007 nommant Mme Yasmina Degage épouse Teuru, responsable du service de la sécurité et du transport au service de la sécurité et du transport de l'assemblée de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— L'article 1er de l'arrêté n° 69-2011 APF/SG du 23 mai 2011 portant délégation de signature aux responsables des services administratifs de l'assemblée de la Polynésie française est modifié comme suit :

Au point 5°, les mots : "Mlle Diana Chebret, chef du service des séances" sont supprimés et remplacés par : "Mlle Hiriata Millaud, chef du service des séances".

Art. 2.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 12 septembre 2011.

Jacqui DROLLET.

ARRETE n° 93-2011 APF/SG/SFC du 15 septembre 2011 modifiant l'arrêté n° 8 Pr.APF du 27 janvier 2006 modifié relatif aux modalités de prise en charge des dépenses de télécommunication et d'internet.

Le président de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2005-59 APF du 13 mai 2005 modifiée portant règlement intérieur de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-905 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu l'arrêté n° 8 Prés.APF du 27 janvier 2006 modifié relatif aux modalités de prise en charge des dépenses de télécommunication et d'internet ;

Vu l'arrêté n° 31-2011 APF/SG du 14 avril 2011 prenant acte de l'élection du président de l'assemblée de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Les articles 9 à 17 de l'arrêté n° 8 Pr.APF du 27 janvier 2006 sont abrogés.

Art. 2.— Le présent arrêté prend effet à compter du 1er octobre 2011.

Art. 3.— Le secrétaire général de l'assemblée de la Polynésie française est chargé de l'exécution du présent

arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 septembre 2011.
Jacqui DROLLET.

Par arrêté n° A 85-2011 APF/SG/SRH du 8 septembre 2011. — Il est mis fin à compter du 29 octobre 2011 au soir aux fonctions de M. Sougoumar Mayoura en qualité d'assistant du secrétaire général à l'assemblée de la Polynésie française.

L'arrêté n° A 76-2009 APF/SG/SRH du 9 novembre 2009 portant nomination de M. Sougoumar Mayoura, attaché d'administration, aux fonctions d'assistant du secrétaire général à l'assemblée de la Polynésie française est abrogé.

ACTES DU CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL ET CULTUREL

AVIS n° 110 du 7 septembre 2011 sur le projet de loi du pays portant modification de la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française (refonte du régime applicable aux fonctionnaires civils et militaires détachés auprès de la Polynésie française ou de l'un de ses établissements publics à caractère administratif) et le projet de délibération fixant le régime applicable aux fonctionnaires relevant d'une fonction publique différente de celle de la Polynésie française au sein de la République française et détachés auprès de la Polynésie française ou de ses établissements publics administratifs.

Rapporteurs : Mme Catherine Charles et M. Patrick Galenon.

Vu les dispositions de l'article 151 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la saisine du Président de la Polynésie française n° 4906 PR du 11 août 2011 reçue le 16 août 2011 sollicitant l'avis du CESC sur un projet de loi du pays portant modification de la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française (refonte du régime applicable aux fonctionnaires civils et militaires détachés auprès de la Polynésie française ou de l'un de ses établissements publics à caractère administratif) et le projet de délibération fixant le régime applicable aux fonctionnaires relevant d'une fonction publique différente de celle de la Polynésie française au sein de la République française et détachés auprès de la Polynésie française ou de ses établissements publics administratifs ;

Vu la décision du bureau réuni le 16 août 2011 ;

Vu le projet d'avis de la commission en date du 2 septembre 2011,

Le Conseil économique, social et culturel de la Polynésie française a adopté, lors de la séance plénière du 7 septembre 2011, l'avis dont la teneur suit :

I - Objet

La présente saisine du Conseil économique, social et culturel de la Polynésie française (CESC), porte sur un projet de loi du pays portant modification de la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française en ce qu'il réforme le régime applicable aux fonctionnaires civils et militaires détachés auprès de la Polynésie française ou de l'un de ses établissements publics à caractère administratif.

Le projet de loi du pays s'accompagne d'un projet de délibération fixant le régime applicable aux fonctionnaires relevant d'une fonction publique différente de celle de la Polynésie française au sein de la République française et détachés auprès de la Polynésie française ou de ses établissements publics administratifs.

II - Contexte

Dans son rapport d'inspection de septembre 2010, la mission d'assistance à la Polynésie française conduite par Mme Anne Bolliet, inspectrice générale des finances, faisait notamment valoir que "le retour à l'équilibre des finances du pays passe d'abord par une réduction des dépenses de fonctionnement (...) et de réels efforts de réduction des dépenses de personnel, très dynamiques devront par ailleurs être engagés".

Parmi les mesures permettant d'atteindre cet objectif, le "rapport Bolliet" propose "l'alignement du statut des fonctionnaires d'Etat détachés sur le statut des fonctionnaires polynésiens dès leur arrivée", ce qui permettrait "une économie substantielle, estimée à environ 645 millions F CFP (5,4 M euros) en année pleine".

Le statut de fonctionnaire d'Etat détaché auprès de l'administration de la Polynésie française concerne une centaine d'agents dont le quart est en situation de détachement "séjour long" (séjour cumulé et continu au-delà du second détachement et d'une durée supérieure à 4 ans).

Au-delà de cette proposition, le renouvellement sans discontinuité du détachement d'un fonctionnaire métropolitain soulève des interrogations quant à la nécessité de maintenir un fonctionnaire expatrié en poste, lorsque ce renouvellement s'effectue sans réel transfert de compétences pendant le séjour régulier et constitue une pratique qui peut paraître aller à contresens de la protection de l'emploi local et de l'océanisation des cadres.

III - Objectif du projet de loi du pays

L'objectif principal du projet de loi du pays est de réformer le statut du personnel Etat en position de détachement auprès de la Polynésie française.

Ce statut découle de la délibération n° 98-145 APF du 10 septembre 1998 qui fixe à ce jour, le régime applicable aux fonctionnaires civils et militaires (fonctionnaires relevant de l'une des trois fonctions publiques métropolitaines¹) en position de service détaché auprès de la Polynésie française ou de l'un de ses établissements publics.

Ces personnels sont affectés dans un service ou un établissement public administratif pour un séjour de deux ans, renouvelable une fois. Ils sont rémunérés et bénéficient des mêmes droits que ceux que l'Etat accorde à ses

fonctionnaires en service en Polynésie française, sur la foi d'une fiche financière qui récapitule primes statutaires et primes fonctionnelles.

La réforme proposée s'inspire du rapport Bolliet sans remettre toutefois en cause le dispositif prévu en matière de détachement d'une durée de deux ans, renouvelable une fois. Le projet de loi du pays et le projet de délibération tendent d'une part, à ouvrir une possibilité d'intégration des fonctionnaires d'Etat sur un emploi permanent au sein de la fonction publique de la Polynésie française, au bout de deux détachements successifs et d'autre part, à aligner le statut des fonctionnaires d'Etat détachés sur le statut des fonctionnaires polynésiens, tout en s'attachant à proposer aux intéressés un dispositif attractif qui concilie les intérêts des parties.

D'après les auteurs du projet de texte, l'entrée en vigueur d'une telle réforme serait susceptible de générer des économies de l'ordre de 225 millions de francs CFP par an. Ce montant, très différent de celui annoncé par le rapport Bolliet, ne prend en compte que le cas des fonctionnaires détachés dont le séjour arrive à échéance au cours de l'année 2012.

La Polynésie française emploie actuellement dans son administration et ses établissements publics administratifs 92 fonctionnaires d'Etat en service détaché dont 27 ont déjà bénéficié de plus d'un renouvellement de détachement.

La masse salariale (charges sociales comprises) des 88 fonctionnaires détachés (hors EPA, EPIC et autres satellites) s'élève à 1 413 790 527 francs CFP en 2010; ce qui représente 4,39 % des dépenses totales de personnel² de l'administration du pays.

IV - Avis et recommandations

1 - Sur le principe :

Le Conseil économique, social et culturel a pris acte que le projet de loi du pays :

- créé un article 3bis au statut général de la fonction publique³ formalisant et consacrant ainsi la dérogation prévue par la délibération n° 98-145 APF du 10 septembre 1998 qui donne au pays la possibilité de recourir aux fonctionnaires de l'Etat en service détaché pour répondre à ses besoins particuliers ;
- instaure par ailleurs le double sens des passerelles existantes entre les trois fonctions publiques métropolitaines et la fonction publique de Polynésie française. Actuellement, seul le passage des agents publics de la Polynésie française vers les fonctions publiques métropolitaines est possible, l'inverse n'étant pas prévu⁴. En effet, les dispositions de l'article 14 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires de l'Etat, assurent à ceux-ci la mobilité au sein des trois fonctions publiques métropolitaines. Celle-ci s'effectue par voie de détachement suivi ou non d'intégration, par voie de concours interne ou par le tour extérieur⁵.

La levée de ce dernier verrou devrait permettre l'intégration dans la fonction publique polynésienne du fonctionnaire d'Etat en fin de détachement qui souhaite occuper, de manière permanente et définitive, un emploi relevant de la fonction publique de la Polynésie française.

Le projet de loi du pays est accompagné d'un projet de délibération qui fixe les modalités de cette intégration et qui porte révision du régime applicable aux fonctionnaires en position de détachement auprès de la Polynésie française et de ses établissements publics administratifs.

Ce régime mettrait fin à la possibilité donnée aux décideurs politiques d'accorder de manière discrétionnaire un prolongement de détachement au-delà du séjour de deux ans, renouvelable une fois, décision aujourd'hui ni contrôlée par les organes internes à l'administration (conseil supérieur de la fonction publique, commission administrative paritaire) ni opposable aux fonctionnaires du pays et aux syndicats de salariés par voie de recours devant les juridictions administratives.

2 - Observations et recommandations :

L'examen du projet de loi du pays soumis à l'avis du CESC, appelle les observations et recommandations suivantes :

- Compte tenu du contexte économique très difficile que connaît actuellement la Polynésie française, le maintien de certaines pratiques, juridiquement contestables et socialement condamnables du fait de l'inégalité ainsi engendrée pour l'accès aux emplois publics, doit être remis en cause à la faveur de la fixation d'une règle commune qui devrait permettre d'accorder le moins de place possible à l'arbitraire et un retour au principe constitutionnel d'égalité devant l'accès aux emplois publics.

Le Conseil économique, social et culturel salue en ce sens, l'initiative prise par les rédacteurs du projet de loi du pays de poser comme préalable à l'intégration, "la publication de la vacance de poste durant un délai d'un mois et dans le cas où la nécessité d'assurer la continuité du service public l'impose, devant l'absence de candidat correspondant au profil requis."⁶

- Si le projet de loi du pays a le mérite d'harmoniser les règles qui régissent la fonction publique de la Polynésie française avec celles applicables aux fonctions publiques métropolitaines, les conditions d'intégration, pour autant qu'elles respectent le principe de l'égalité de traitement, peuvent réduire l'attrait pour un fonctionnaire d'Etat d'opter pour le service détaché en Polynésie française.

Le présent dispositif se doit de concilier les intérêts de la Polynésie française, des fonctionnaires territoriaux et du fonctionnaire d'Etat, candidat au détachement pour trouver un juste équilibre et éviter de faire fuir les personnes ressources dont le pays ne peut se priver (médecins inspecteurs, ingénieurs de haut niveau, spécialistes en fiscalité, etc.).

Or, force est de constater que le dispositif d'intégration de ces fonctionnaires a pour corollaire la renonciation à certains droits qui pourrait à terme, les amener à renoncer à intégrer la fonction publique du pays.

Pour y remédier, le Conseil économique, social et culturel recommande qu'il soit institué un régime indemnitaire particulier à certaines filières d'emplois de haute technicité ou très spécialisés, en dehors du statut de la fonction publique. Ceci devrait permettre à la Polynésie française de recourir à des fonctionnaires disposant d'un haut niveau de compétences, si le besoin s'en faisait sentir.

Si le besoin est avéré, le Conseil économique, social et culturel recommande également qu'il soit fait appel à la possibilité de négocier des conventions Etat-pays à l'effet de disposer de toute la compétence et de la coopération technique des fonctionnaires d'Etat dans des domaines bien déterminés et pour des missions de courte durée.

- le retour à une certaine orthodoxie de la pratique du détachement avec la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (GEPEC) devrait permettre :
 - de maîtriser les évolutions de l'emploi ;
 - de détecter les métiers stratégiques ou sensibles ;
 - d'anticiper et cibler les besoins en compétences.

Le Conseil économique, social et culturel recommande ainsi que les travaux pour la mise en place d'un référentiel des métiers de l'administration engagée actuellement avec le centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT) soient menés à leur terme.

Ceci devrait apporter des réponses aux interrogations suivantes : tous les postes correspondants sont-ils nécessaires ? peuvent-ils être pourvus ou non, et à quelle échéance par d'autres agents publics de la Polynésie française ?

Le gouvernement quel qu'il soit, doit avoir ses priorités et définir les compétences requises pour occuper les postes qui lui permettront de satisfaire ses besoins prioritaires.

- Dans le même sens, le Conseil économique, social et culturel recommande que les conditions à l'acceptation de tout futur détachement en Polynésie française soient assorties, dès le départ, de l'engagement par le fonctionnaire expatrié à opérer un réel transfert de compétences en faveur des agents de recrutement local.
- Enfin, le projet de loi du pays ne répond pas complètement à d'autres problématiques : d'une part, l'intégration des fonctionnaires d'Etat détachés dans la fonction publique de Polynésie française pose le problème de l'avancement normal des fonctionnaires en poste au moment de l'intégration, sans concours spécifique et d'autre part, ce principe s'oppose à la notion de protection de l'emploi local.

V - Conclusion

Jusqu'à présent, la situation des fonctionnaires détachés au-delà des deux fois deux ans relève d'un système dérogatoire non conforme aux règles normales de l'administration. Le projet de loi du pays ouvre la possibilité d'intégration des fonctionnaires d'Etat détachés au sein de la fonction publique de la Polynésie française et vise à définir une procédure claire, transparente, pour limiter les dérives qui découlent de la pratique actuelle des renouvellements de détachement.

Toutefois, compte tenu des recommandations qui précèdent, le Conseil économique, social et culturel émet un avis réservé au projet de loi du pays portant modification de la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française.

- 1 Les trois fonctions publiques métropolitaines : la fonction publique de l'Etat, la fonction publique des collectivités territoriales et la fonction publique hospitalière.
- 2 Source : compte administratif 2010 de la Polynésie française. Le montant total des dépenses de personnel du pays, hors EPA, EPIC et autres satellites a été de 32 175 726 435 F CFP pour 2010.
- 3 Institué par la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 portant statut général de la fonction publique de Polynésie française.
- 4 Cette passerelle (en sens unique pour le moment) a été rendue possible par l'article 12 de la loi n° 95-97 du 1er février 1995 étendant dans les territoires d'outre-mer certaines dispositions du code de la route et portant dispositions diverses relatives à l'outre-mer, qui dispose ainsi "Les agents du territoire de la Polynésie française peuvent bénéficier des dispositions de l'article 14 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires".
- 5 Article 14 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires de l'Etat :
"L'accès des fonctionnaires de l'Etat, des fonctionnaires territoriaux et des fonctionnaires hospitaliers aux deux autres fonctions publiques, ainsi que leur mobilité au sein de chacune de ces trois fonctions publiques, constituent des garanties fondamentales de leur carrière.
A cet effet, l'accès des fonctionnaires de l'Etat, des fonctionnaires territoriaux et des fonctionnaires hospitaliers aux deux autres fonctions publiques s'effectue par voie de détachement suivi ou non d'intégration. Les statuts particuliers peuvent également prévoir cet accès par voie de concours interne et, le cas échéant, de tour extérieur."
- 6 Nouvel article 3bis de la délibération n° 95-215 AT.

ACTES DES ETABLISSEMENTS PUBLICS

DECISION n° 22-11 CHPF/D du 29 juillet 2011 portant nomination d'un sous-régisseur de recettes à la caisse 9 IRM-Scanner.

Le directeur du Centre hospitalier de la Polynésie française,

Vu la délibération n° 83-181 AT du 4 novembre 1983 de la commission permanente de l'assemblée territoriale relative à la création d'un établissement public dénommé "Centre hospitalier territorial de la Polynésie française" ;

Vu l'arrêté n° 999 CM du 12 septembre 1988 modifié relatif à l'organisation, au fonctionnement et aux règles financières, budgétaires et comptables d'un établissement public dénommé "Centre hospitalier territorial de la Polynésie française", et notamment l'article 20 ;

Vu l'arrêté n° 689 CM du 27 juin 2008 portant nomination de M. Louis Rolland en qualité de directeur du Centre hospitalier de la Polynésie française ;

Vu la décision n° 4-11 CHPF/D du 1er avril 2011 portant création d'une régie de recettes au CHPF ;

Vu l'avis conforme du régisseur et du régisseur suppléant en date du 29 juillet 2011 ;

Vu l'avis conforme du comptable en date du 29 juillet 2011,

Décide :

Article 1er.— Mlle Mereana Tetuanui est nommée sous-régisseur, à compter du 1er août 2011 au 31 janvier 2012.

Art. 2.— La présente décision sera notifiée à l'intéressée et portée à la connaissance du public par publication au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Pirae, le 29 juillet 2011.

Pour le directeur :
La directrice adjointe,
Geneviève CAZES.

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ORDONNANCE n° 2011-1069 du 8 septembre 2011 transposant la décision-cadre 2006/960/JAI du Conseil du 18 décembre 2006 relative à la simplification de l'échange d'informations et de renseignements entre les services répressifs des Etats membres de l'Union européenne.

Le Président de la République,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice et des libertés, du ministre de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration et de la ministre de budget, des comptes publics et de la réforme de l'Etat, porte-parole du Gouvernement,

Vu la Constitution, notamment son article 38 ;

Vu la convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel, faite à Strasbourg le 28 janvier 1981 ;

Vu le protocole additionnel à la convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel concernant les autorités de contrôle et les flux transfrontières de données, fait à Strasbourg le 8 novembre 2001 ;

Vu la décision-cadre 2006/960/JAI du Conseil du 18 décembre 2006 relative à la simplification de l'échange d'informations et de renseignements entre les services répressifs des Etats membres de l'Union européenne ;

Vu la décision 1999/439/CE du Conseil du 17 mai 1999 relative à la conclusion de l'accord avec la République d'Islande et le Royaume de Norvège sur l'association de ces deux Etats à la mise en œuvre, à l'application et au développement de l'acquis de Schengen ;

Vu la décision 2002/187/JAI du Conseil du 28 février 2002 instituant EUROJUST afin de renforcer la lutte contre les formes graves de criminalité ;

Vu la décision 2008/146/CE du Conseil du 28 janvier 2008 relative à la conclusion, au nom de la Communauté européenne, de l'accord entre l'Union européenne, la Communauté européenne et la Confédération suisse sur l'association de la Confédération suisse à la mise en œuvre, à l'application et au développement de l'acquis de Schengen ;

Vu la décision 2009/371/JAI du Conseil du 6 avril 2009 portant création de l'Office européen de police (EUROPOL) ;

Vu la décision 2011/350/UE du Conseil du 7 mars 2011 relative à la conclusion, au nom de l'Union européenne, du protocole entre l'Union européenne, la Communauté européenne, la Confédération suisse et la Principauté de Liechtenstein sur l'adhésion de la Principauté de Liechtenstein à l'accord entre l'Union européenne, la Communauté européenne et la Confédération suisse sur l'association de la Confédération suisse à la mise en œuvre, à l'application et au développement de l'acquis de Schengen en ce qui concerne la suppression des contrôles aux frontières intérieures et la circulation des personnes ;

Vu le code de procédure pénale ;

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure, notamment son article 103 ;

Vu l'avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés en date du 23 juin 2011 ;

Vu l'article R. 123-20 du code de justice administrative ;

Le Conseil d'Etat (section de l'intérieur) entendu ;

Le conseil des ministres entendu,

Ordonne :

Article 1er. — Il est ajouté au chapitre II du titre X du livre IV du code de procédure pénale une section 6 ainsi rédigée :

"Section 6

"De l'échange simplifié d'informations entre services en application de la décision-cadre du Conseil de l'Union européenne du 18 décembre 2006

"Paragraphe 1

"Dispositions générales

"Art. 695-9-31. — Pour l'application de la décision-cadre 2006/960/JAI du Conseil du 18 décembre 2006, les services ou unités de la police nationale, de la gendarmerie nationale et de la direction des douanes et droits indirects désignés par arrêté du ministre de la justice et, selon le cas, du ministre de l'intérieur ou du ministre chargé du budget peuvent, dans les conditions prévues à la présente section, aux fins de prévenir une infraction, d'en rassembler les preuves ou d'en rechercher les auteurs, échanger avec les services compétents d'un autre Etat membre de l'Union européenne des informations qui sont à leur disposition, soit qu'ils les détiennent, soit qu'ils puissent y accéder, notamment par consultation d'un traitement automatisé de données, sans

qu'il soit nécessaire de prendre ou solliciter une réquisition ou toute autre mesure coercitive.

"Art. 695-9-32. — Sans préjudice des dispositions de l'article 11 relatives au secret de l'enquête et de l'instruction, les informations ou données échangées sont confidentielles. Les modalités de leur transmission et de leur conservation garantissent le respect de ce principe.

"Paragraphe 2

"Dispositions applicables aux demandes d'informations émises par les services français

"Art. 695-9-33. — S'il existe des raisons de supposer qu'un Etat membre détient des informations entrant dans les prévisions de l'article 695-9-31 utiles à la prévention d'une infraction ou aux investigations tendant à en établir la preuve ou à en rechercher les auteurs, les services et unités mentionnés au même article peuvent en solliciter la transmission auprès des services compétents de cet Etat.

"La demande de transmission expose les raisons laissant supposer que les informations sont détenues par ces services. Elle précise à quelles fins les informations sont demandées et, lorsque les informations sont relatives à une personne déterminée, le lien entre cette personne et les fins de la demande.

"Art. 695-9-34. — Les informations obtenues ne peuvent être utilisées à titre de preuve qu'avec l'accord de l'Etat membre qui les a transmises.

"Art. 695-9-35. — Les informations obtenues ne peuvent être utilisées à d'autres fins que celles pour lesquelles elles ont été communiquées qu'avec l'accord de l'Etat membre qui les a transmises.

"Toutefois, même en l'absence d'accord, elles peuvent être utilisées pour prévenir un danger grave et immédiat pour la sécurité publique.

"En outre, les dispositions du premier alinéa ne font pas obstacle à l'exercice, par les autorités judiciaires, du pouvoir qu'elles tiennent des articles 12 et 13. Elles ne font pas davantage obstacle à l'exercice de leur mission par les autorités chargées par la loi de contrôler les modalités de traitement et de conservation des informations transmises.

"Art. 695-9-36. — A la demande de l'Etat membre qui a transmis l'information, le service ou l'unité qui l'a obtenue informe le service compétent de cet Etat de l'utilisation qui en a été faite.

"Paragraphe 3

"Dispositions applicables aux demandes d'informations reçues par les services français

"Art. 695-9-37. — Les services et unités mentionnés à l'article 695-9-31 transmettent, à leur demande, aux services compétents des Etats membres les informations, mentionnées au même article, utiles à la prévention d'une infraction ou aux investigations tendant à en établir la preuve ou à en rechercher les auteurs.

"Art. 695-9-38. — Si des faits permettent de penser que des informations mentionnées à l'article 695-9-31 pourraient

être utiles à un autre Etat membre soit pour prévenir une infraction entrant dans l'une des catégories énumérées à l'article 695-23 et punie en France d'une peine privative de liberté d'une durée égale ou supérieure à trois ans d'emprisonnement, soit pour conduire les investigations tendant à établir la preuve ou à rechercher les auteurs d'une telle infraction, le service ou l'unité qui détient ces informations les transmet, sans demande préalable, aux services compétents de cet Etat.

“Art. 695-9-39.— Lorsque les informations détenues par les services et unités mentionnés à l'article 695-9-31 leur ont été transmises par un Etat membre sur le fondement des dispositions de la décision-cadre 2006/960/ JAI, elles ne peuvent être transmises à un autre Etat membre qu'avec l'accord de l'Etat qui les avait transmises et dans les conditions fixées par lui.

“Lorsque les informations détenues par ces mêmes services ou unités avaient été transmises à la France par un Etat membre sur un autre fondement que la décision-cadre 2006/960/ JAI ou par un Etat tiers, elles ne peuvent être transmises à un autre Etat membre qu'avec l'accord de l'Etat qui les avait transmises et dans les conditions fixées par lui chaque fois que la France y est tenue par ses engagements internationaux.

“Art. 695-9-40.— Les informations ne peuvent être transmises aux services compétents de l'Etat membre qui les a demandées qu'avec l'autorisation préalable d'un magistrat chaque fois que cette autorisation est requise en France pour accéder à ces mêmes informations ou les transmettre à un service ou à une unité de police judiciaire.

“Lorsque cette autorisation est nécessaire, le service ou l'unité à laquelle les informations sont demandées la sollicite auprès du magistrat compétent.

“Les pièces d'une procédure pénale en cours ne peuvent être transmises, selon le cas, qu'avec l'accord de la juridiction d'instruction ou, lorsqu'une enquête est en cours ou que la juridiction de jugement est saisie, du ministère public.

“Art. 695-9-41.— Les services et unités mentionnés à l'article 695-9-31 ne peuvent refuser de communiquer les informations demandées par un Etat membre que s'il existe des motifs laissant supposer que leur communication :

- “1° Porterait atteinte aux intérêts fondamentaux de l'Etat en matière de sécurité nationale ;
- “2° Nuirait au déroulement d'investigations en matière pénale ou compromettrait la sécurité des personnes ;
- “3° Ou serait manifestement disproportionnée ou sans objet au regard des finalités pour lesquelles elle a été demandée.

“Art. 695-9-42.— Les services et unités mentionnés à l'article 695-9-31 peuvent refuser de transmettre les informations demandées lorsqu'elles se rapportent à une infraction punie en France d'une peine d'emprisonnement inférieure ou égale à un an et qu'elles ne leur paraissent pas présenter un intérêt suffisant pour justifier les contraintes attachées à leur transmission.

“Art. 695-9-43.— Lors de la transmission de l'information, le service ou l'unité mentionnée à l'article 695-9-31 indique au service destinataire les conditions d'utilisation de celle-ci.

“Chaque fois qu'il l'estime utile, il peut demander au service destinataire de l'informer de l'utilisation qui a été faite de l'information transmise.

“Art. 695-9-44.— Lorsqu'une information a été transmise par un service ou une unité mentionné à l'article 695-9-31 au service compétent d'un Etat membre et que celui-ci envisage de la communiquer à un autre Etat ou d'en faire une utilisation différente de celle pour laquelle la transmission avait été décidée, le service ou l'unité qui avait procédé à la transmission initiale est compétent pour apprécier s'il y a lieu d'autoriser, à la demande de l'Etat destinataire, la retransmission ou la nouvelle utilisation de l'information et, le cas échéant, pour fixer les conditions de celle-ci.

“Art. 695-9-45.— Les informations transmises par les services et unités mentionnés à l'article 695-9-31 peuvent être utilisées par le service destinataire à titre de preuve, sauf mention contraire lors de leur transmission.

“Art. 695-9-46.— Les informations transmises par les services ou unités mentionnés à l'article 695-9-31 aux services compétents d'un Etat membre sont également transmises aux unités EUROJUST et EUROPOL dans la mesure où elles portent sur une infraction relevant de leur mandat.

“Art. 695-9-47.— Un arrêté du ministre de la justice, du ministre de l'intérieur et du ministre chargé du budget désigne les points de contact auxquels les demandes de transmission d'informations peuvent être adressées par les services compétents des Etats membres.

“Paragraphe 4

“Application à certains Etats non membres de l'Union européenne

“Art. 695-9-48.— Les dispositions de la présente section sont applicables à l'échange des informations mentionnées à l'article 695-9-31 entre les services ou unités mentionnés au même article et les services compétents des Etats non membres de l'Union européenne associés à la mise en œuvre, à l'application et au développement de l'acquis de Schengen.

“Art. 695-9-49.— Les modalités d'application des dispositions de la présente section sont déterminées par décret en Conseil d'Etat. Ce décret fixe, notamment, les modalités et délais dans lesquels les informations sont transmises aux services qui les ont sollicitées.”

Art. 2.— La présente ordonnance est applicable sur l'ensemble du territoire de la République.

Art. 3.— Le Premier ministre, le garde des sceaux, ministre de la justice et des libertés, le ministre de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration et la ministre du budget, des comptes publics et de la réforme de l'Etat, porte-parole du Gouvernement, sont responsables, chacun en ce qui le concerne, de l'application de la présente ordonnance, qui sera publiée au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 8 septembre 2011.

Nicolas SARKOZY.

Par le Président de la République :
Le Premier ministre,
 François FILLON.

*Le ministre de l'intérieur,
 de l'outre-mer, des collectivités territoriales
 et de l'immigration,*
 Claude GUEANT.

*Le garde des sceaux,
 ministre de la justice et des libertés,*
 Michel MERCIER.

*La ministre du budget, des comptes publics
 et de la réforme de l'Etat,
 porte-parole du Gouvernement,*
 Valérie PECRESSE.

DECRET du 28 août 2011 portant naturalisation, réintégration, mention d'enfants mineurs bénéficiant de l'effet collectif attaché à l'acquisition de la nationalité française par leur parents et francisation des noms et prénoms (JORF du 26 août 2011).

Article 1er.— Sont naturalisés français, réintégrés dans la nationalité française et saisis par l'effet collectif attaché à l'acquisition de la nationalité française par leurs parents les étrangers dont les noms suivent :

SCHWERZA Alma Margherita Luisella, née le 11/10/1944 à Turin (Italie), NAT, 2010 x 225043, dép. 987, Dt. 038/693.

DECRET du 28 août 2011 portant naturalisation, réintégration, mention d'enfants mineurs bénéficiant de l'effet collectif attaché à l'acquisition de la nationalité française par leur parents et francisation des noms et prénoms (JORF du 26 août 2011).

Article 1er.— Sont naturalisés français, réintégrés dans la nationalité française et saisis par l'effet collectif attaché à l'acquisition de la nationalité française par leurs parents les étrangers dont les noms suivent :

LICONA RIVERA Silvia Carolina, née le 13/04/1978 à Duitama Boyaca (Colombie), NAT, 2010 x 225042, dép. 987, Dt. 038/490.

ARRETE MINISTERIEL du 8 août 2011 modifiant l'arrêté du 29 septembre 2009 relatif aux caractéristiques techniques de sécurité applicables à la conception, à l'aménagement, à l'exploitation et à l'entretien des infrastructures aéronautiques terrestres utilisées exclusivement par des hélicoptères à un seul axe rotor principal.

La ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement et la ministre auprès du ministre de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration, chargée de l'outre-mer,

Vu la convention relative à l'aviation civile internationale du 7 décembre 1944, publiée par le décret n° 47-974 du 31 mai 1947, ensemble les protocoles qui l'ont modifiée, notamment le protocole du 30 septembre 1977 concernant le texte authentique quadrilingue de ladite convention, publiée par le décret n° 2007-1027 du 15 juin 2007 ;

Vu le code des transports, notamment sa sixième partie ;

Vu l'arrêté du 6 mai 1995 modifié relatif aux aérodromes et autres emplacements utilisés par les hélicoptères ;

Vu l'arrêté du 29 septembre 2009 relatif aux caractéristiques techniques de sécurité applicables à la conception, à l'aménagement, à l'exploitation et à l'entretien des infrastructures aéronautiques terrestres utilisées exclusivement par des hélicoptères à un seul axe rotor principal ;

Vu l'arrêté du 9 décembre 2009 relatif aux caractéristiques techniques de sécurité applicables à la conception, à l'aménagement, à l'exploitation et à l'entretien des infrastructures aéronautiques terrestres des îles Wallis et Futuna, de Polynésie française et de Nouvelle-Calédonie utilisées exclusivement par des hélicoptères à un seul axe rotor principal ;

Vu l'arrêté du 21 mars 2011 relatif aux conditions techniques d'exploitation d'hélicoptères par une entreprise de transport aérien public (OPS 3),

Arrêtent :

Article 1er.— A l'article 1er de l'arrêté du 29 septembre 2009 susvisé, après les mots : "à un seul axe rotor principal", sont insérés les mots : "d'une masse maximale au décollage supérieure à 450 kg".

Art. 2.— Au deuxième alinéa de l'article 2 du même arrêté, après les mots : "prévues par l'arrêté du 6 mai 1995", est inséré le mot : "modifié".

Art. 3.— L'annexe I du même arrêté est ainsi modifiée :

1° Sont ajoutées les définitions suivantes :

Aire de mouvement.	Partie d'un aérodrome à utiliser pour les décollages, les atterrissages et la circulation des aéronefs à la surface, et qui comprend l'aire de manœuvre et les aires de trafic.
Voie de circulation pour hélicoptères.	Voie définie sur un aérodrome terrestre aménagé pour la circulation exclusive des hélicoptères. Il s'agit soit d'une voie de circulation au sol pour hélicoptères, soit d'une voie de circulation en translation dans l'effet de sol, soit d'une voie de circulation à usage mixte.

2° La définition d'obstacle est remplacée par la définition suivante :

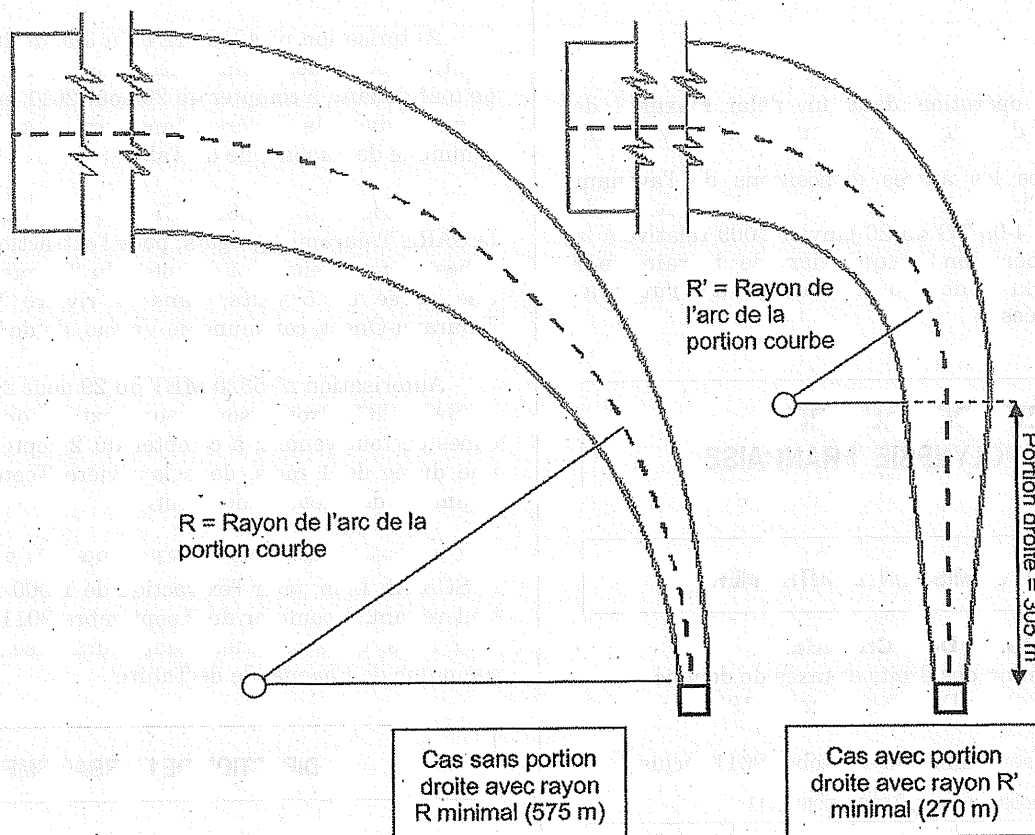
"Tout ou partie d'un objet fixe (temporaire ou permanent) ou mobile :

- i) qui est situé sur une aire destinée à la circulation des aéronefs à la surface ; ou
- ii) qui fait saillie au-dessus d'une surface définie destinée à protéger les aéronefs en vol ; ou
- iii) qui se trouve à l'extérieur de ces surfaces définies et qui est jugé être un danger pour la navigation aérienne."

Art. 4.— Au 1.1 de l'annexe III du même arrêté, les mots : "tout obstacle" sont remplacés par les mots : "tout objet hors sol".

Art. 5.— La figure 4 de l'annexe III du même arrêté est remplacée par la figure suivante :

Vue en plan



Art. 6.— Au 2.12.4 de l'annexe IV du même arrêté, les mots : “jaune, verte et jaune” sont remplacés par les mots : “jaune, bleue et jaune”.

Art. 7.— Au 2.15.4 de l'annexe IV du même arrêté, après les mots : “consiste en une croix”, sont insérés les mots : “de Saint-André”.

Art. 8.— Le présent arrêté est applicable aux îles Wallis et Futuna, à la Polynésie française et à la Nouvelle-Calédonie.

Art. 9.— Le directeur général de l'aviation civile et le délégué général à l'outre-mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 8 août 2011.

*La ministre de l'écologie,
du développement durable,
des transports et du logement,
Pour la ministre et par délégation :
Le directeur adjoint
de la sécurité de l'aviation civile,
R. JOUTY.*

*La ministre auprès du ministre de l'intérieur,
de l'outre-mer, des collectivités territoriales
et de l'immigration, chargée de l'outre-mer,
Pour la ministre et par délégation :
L'adjoint au délégué général
à l'outre-mer, chargé du suivi du CIOM,
S. GRAUVOGEL.*

AVENANT n° HC 5-11 TG du 12 septembre 2011 modifiant l'avenant n° HC 5-10 TG du 16 juillet 2010 à la convention de financement n° HC 4-09 TG du 20 janvier 2009 relative à l'opération “Acquisition de terrains par expropriation de la zone féo du village de Tuuhora”.

Entre :

- L'Etat représenté par le haut-commissaire de la République en Polynésie française, M. Richard Didier,

Et :

- La commune de Anaa, représentée par son maire, M. Gérard Teiri,

Il est convenu :

Article 1er.— Le présent avenant a pour objet de modifier l'avenant n° HC 5-10 TG du 16 juillet 2010 à la convention de financement n° HC 4-09 TG du 20 janvier 2009 relative à la réalisation de l'opération “Acquisition de terrains par expropriation de la zone féo du village de Tuuhora” en son article 2, 2e tiret.

Art. 2.— Les dispositions de l'article 2 de l'avenant n° HC 5-10 TG du 16 juillet 2010 à la convention de n° HC 4-09 TG du 20 janvier 2009 relative à la réalisation de l'opération “Acquisition de terrains par expropriation de la zone féo du village de Tuuhora” sont modifiées comme suit en ce qui concerne le délai d'exécution de l'opération :

Au lieu de :

- "exécuter cette opération dans un délai maximal de 30 mois à partir de la date de signature de la convention";

lire :

- "exécuter cette opération dans un délai maximal de 54 mois, à partir de la date de signature de la convention".

Art. 3.— Toutes les autres dispositions de l'avenant n° HC 5-10 TG du 16 juillet 2010 à la convention de financement n° HC 4-09 TG du 20 janvier 2009 relative à la réalisation de l'opération "Acquisition de terrains par expropriation de la zone féo du village de Tuuhora" demeurent inchangées.

ACTES DES AUTORITES DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

INSTITUT D'EMISSION D'OUTRE-MER

COURS DES CHANGES pour l'application des droits et taxes de douane (Arrêté n° 2224 D du 9 septembre 1961)

(Période du 22 septembre au 4 octobre 2011 inclus)

données BDF - parité quotidienne au 20 septembre 2011

CODE DEVISE PAYS	DEVICES	Cours en francs pacifiques
EUR Euro	1 euro	119,33
USD Etats-Unis d'Amérique ...	1 dollar US	87,04
AUD Australie	1 dollar australien	89,51
CAD Canada	1 dollar canadien	87,87
CHF Suisse	1 franc suisse	98,91
DKK Danemark	1 couronne danoise	16,02
GBP Grande-Bretagne	1 livre sterling	136,80
HKD Hong Kong	1 dollar	11,17
JPY Japon	1 yen	1,14
NOK Norvège	1 couronne norvégienne	15,37
NZD Nouvelle-Zélande	1 dollar néo-zélandais	71,75
SEK Suède	1 couronne suédoise	13,08
SGD Singapour	1 dollar singapour	69,19
FJD Fidji (1)	1 dollar fidjien	47,54
THB Thaïlande	1 bath	2,86
CNY Chine	1 yuan	13,63
KRW Corée	1 won coréen	0,08
IDR Indonésie	1 roupie indonésienne	0,01
BRL Brésil	1 real brésilien	48,93

(1) cours fin de mois au 31 août 2011

DIRECTION DE L'EQUIPEMENT

ETAT RECAPITULATIF DES AUTORISATIONS D'EXTRACTIONS D'AGREGATS DELIVREES SUR L'ILE DE TAHITI POUR LA PERIODE DU 22 JUIN AU 2 SEPTEMBRE 2011

- Autorisation n° 2629 MET du 14 juin 2011, au profit de Réray Chung, pour l'extraction de 3 000 mètres cubes de tout-

venant, à compter du 22 juin 2011 pour une durée de 3 mois, dans la rivière Mateoro, sise à Papara, commune de Papara, île de Tahiti ;

- Autorisation n° 4216 MET du 3 août 2011, au profit de l'Entreprise Dudes, pour l'extraction de 1 000 mètres cubes de tout-venant, à compter du 26 août 2011 pour une durée de 3 mois, dans la rivière Mapuaura, sise à Taiarapu-Est, commune de Faaone, île de Tahiti ;

- Autorisation n° 3302 MET du 4 juillet 2011, au profit de la SARL Taiarapu Agrégats, pour l'extraction de 100 mètres cubes de tout-venant, à compter du 2 septembre 2011 pour une durée de 5 jours, dans la rivière Vaipohe, sise à Taiarapu-Ouest, commune de Vairao, île de Tahiti ;

- Autorisation n° 5320 MET du 29 août 2011, au profit de la SARL RT Brotherson, pour l'extraction de 718 mètres cubes de tout-venant, à compter du 2 septembre 2011 pour une durée de 1 mois, dans la rivière Toetoe, sise à Paea, commune de Paea, île de Tahiti ;

- Autorisation n° 5321 MET du 29 août 2011, au profit de la SCA Ah Lam, pour l'extraction de 1 000 mètres cubes de tout-venant, à compter du 2 septembre 2011 pour une durée de 1 mois, dans la rivière Mapuaura, sise à Taiarapu-Est, commune de Faaone, île de Tahiti.

DIRECTION DE L'URBANISME

ETAT RECAPITULATIF DES AUTORISATIONS DE TRAVAUX IMMOBILIERS DES ILES SOUS LE VENT (TAIARAPU-EST ET TAIARAPU-OUEST ET TEVA I UTA) POUR LE MOIS D'AOUT 2011

COMMUNE DE TAIARAPU-EST

3 août 2011

N° 11-52-5 MAA.AU.TRP, M. Evan Paa et Mlle Nadine Colombel, parcelle cadastrée n° 31, section BD (Aturaitopa 4 : lots n° 101 et n° 100 C, lot n° 3) à Afaahiti, PK 3,300, côté montagne, modification de façades et de distributions intérieures d'une maison d'habitation.

5 août 2011

N° 11-309-1 MAA.AU.TRP, Mlle Natacha Barbos, parcelle cadastrée n° 81, section CL (Tetuaio, Teiriiri, Terutu : lot n° 6 partie) à Pueu, PK 10,200, côté montagne, construction d'une maison d'habitation (OPH) ;

N° 11-311, Mlle Mailanie Vivish, partie de la parcelle cadastrée n° 60, section AY (domaine Vaimeamea) à Afaahiti, PK 1,950, côté mer, construction d'une maison d'habitation (OPH) ;

N° 11-313-1, M. Philippe Sun, parcelle cadastrée n° 75, section AO (Paparoa 1 : lot B4) à Afaahiti, construction d'une maison d'habitation.

9 août 2011

N° 10-135-5 MAA.AU.TRP, SCI Temata, parcelle cadastrée n° 251, section AM (lotissement Afaahiti : lot n° 5) à Afaahiti, agrandissement du parking, réaménagement de la zone technique, suppression de la station d'épuration, modification des couvertures, construction d'un mur en contiguïté, dévoiement du caniveau d'eaux pluviales côté route de ceinture et construction d'un bâtiment composé de 2 boutiques.

10 août 2011

N° 04-1725-6 MAA.AU.TR.P, M. Léon Faaio, parcelle de terre formant le lot n° 3 au plan de partage de la terre Tefarepotaa 1, à Faaone, PK 50, côté montagne, extension d'une maison d'habitation en réalisant un garage ;

N° 10-243-2, M. William Tuatini Garbutt, parcelle cadastrée n° 15, section AD (Temahame : lot A) à Afaahiti, modification des plans d'une maison d'habitation (OPH).

16 août 2011

N° 11-306-1 MAA.AU.TR.P, M. Torea Piehi, parcelle cadastrée n° 181, section AN (domaine Afaahiti : lot n° 4 du partage, lot n° 1) à Afaahiti, construction d'une maison d'habitation ;

N° 11-310-1, M. Jean-Luc Li-Hip et Mlle Claudine Raipuni, parcelle cadastrée n° 139, section AK (lot de ville : lot n° 8) à Tautira, PK 18, côté montagne, construction d'une maison d'habitation (OPH) ;

N° 11-320-1, M. Faahei Tetoe, parcelle cadastrée n° 49, section AL (Tetaumatai : lot A1, parcelle B) à Afaahiti, construction d'une maison d'habitation (OPH).

17 août 2011

N° 11-312-1 MAA.AU.TR.P, Mlle Noélani Tufaara, parcelle cadastrée n° 146, section AS (Tevihonu : parcelle 1C du lot n° 1 de la propriété Oliver (lot L) à Afaahiti, construction d'une maison d'habitation ;

N° 11-316-1, M. Victor Teipoarii et Mlle Teraiura Tahiaata, parcelle cadastrée n° 57, section BI (lotissement Marae-Apai : lot n° 18 A Tiuiuirirau Atitunia Aheri Tepumaraura Atumahio Teruaoo Tetiapa et vallée Rarouri : lot n° 5A Tetiapa) à Afaahiti, construction d'une maison d'habitation.

22 août 2011

N° 11-322-1 MAA.AU.TR.P, M. Tautuarii Joris Taraufau, parcelle cadastrée n° 32, section DP (plateau Marumarutua : parcelles A, B et C partie, à Afaahiti, construction d'une maison d'habitation ;

N° 11-325-1, Mlle Vania Tuira, parcelle cadastrée n° 42, section CL (Teruamaru : lot n° 4) à Pueu, PK 10,200, côté mer, construction d'une maison d'habitation (OPH) ;

N° 11-326-1, Mlle Maima Tuira, parcelle cadastrée n° 42, section CL (Teruamaru : lot n° 4) à Pueu, PK 10,200, côté mer, construction d'une maison d'habitation (OPH).

24 août 2011

N° 11-315-1 MAA.AU.TR.P, Mme Françoise Perchoc épouse Fong, parcelle cadastrée n° 78, section AS (Tiaono : parcelle n° 2) à Faaone, PK 46,150, côté mer, construction d'un fare pote'e.

26 août 2011

N° 11-308-1 MAA.AU.TR.P, M. Taivini Bennett et Mlle Célia Maraetefau, parcelle cadastrée n° 145, section AS (Tevihonu : parcelle A du lot n° 1) à Afaahiti, PK 1, côté montagne, construction d'une maison d'habitation (OPH).

30 août 2011

N° 11-300-1 MAA.AU.TR.P, Mme Marcelle Pito, parcelle cadastrée n° 356, section AK (Ahototaeae, Tapatoa, Tevaimotu, Taaveapua 1, Mataihiahae : parcelle lotissement Maire Nui : lot n° 165) à Tautira, PK 17,800, côté montagne, construction d'une maison d'habitation (OPH) ;

N° 11-332-1, Mlle Cindy Matai, parcelle cadastrée n° 73, section DB (Vaimora, Tepumaraura 2, Temona, Poriotu, Vaimoora, Paepaetaata, Atitoro partie : lot n° 21) à Afaahiti, PK 2, construction d'une maison d'habitation.

31 août 2011

N° 11-229-1 MAA.AU.TR.P, M. Ronaldo Ah-Min et Mlle Vaiana Teamo, (partie du lot n°4 des terres Orotai, Tuheru, Pueu, Ahuouri, Manaapoato et Tenanamu 1/2) à Pueu, PK 9,300, côté montagne, construction d'une maison d'habitation (OPH) ;

N° 11-233-1, Mme Denise Tamarino, parcelle cadastrée n° 78, section CI (Tuheru montagne, Pueu, Ahupuri, Manaapoata, Tenanamu : lot n° 2, à Pueu, PK 9,500, côté montagne, construction d'une maison d'habitation (OPH).

COMMUNE DE TAIARAPU-OUEST

5 août 2011

N° 11-301-1 MAA.AU.TR.P, M. Ralph Cao, parcelle cadastrée n° 271, section AA (propriété Stephen Ipeva Vivish : lot n° 2 du lot n° 3) à Toahotu, PK 2,500, côté montagne, construction d'une maison d'habitation (OPH).

10 août 2011

N° 11-291-1 MAA.AU.TR.P, M. Yoni Leroi, lot A4-A dépendant de la parcelle B3 dépendant du lot n° 2A du domaine de Vairao à Toahotu, construction d'une maison d'habitation ;

N° 11-298-1, M. Raiana Teihotaata, parcelle cadastrée n° 22, section AM (Papuaa 2 : partie) à Toahotu, PK 7, côté montagne, construction d'une maison d'habitation (OPH).

11 août 2011

N° 11-319-1 MAA.AU.TR.P, M. John Teriitahi et Mlle Davina Teina, parcelle cadastrée n° 113, section HM (domaine de Vairao : lot n° 3) à Toahotu, PK 4,900, côté montagne, construction d'une maison d'habitation (OPH) ;

N° 11-321-1, M. et Mme Jean-Bernard et Rachel Bourtache, parcelle cadastrée n° 102, section HM (domaine de Vairao : lot n° 3) à Toahotu, PK 4,900, côté montagne, construction d'une maison d'habitation (OPH).

17 août 2011

N° 11-106-3 MAA.AU.TR.P, Mlle Sandra Gavaldon, parcelle cadastrée n° 201, section AA (lotissement Nino extension n° 2 : lot n° 37D) à Toahotu, modification des façades de la maison d'habitation et modification de l'implantation, et agrandissement du garage ;

N° 11-303-1, M. Reia Poroi et Mlle Rebecca Wong Chang Choy, parcelle cadastrée n° 2, section HH (terre Manai : lot n° 1) à Toahotu, PK 3,500, côté montagne, construction d'une maison d'habitation (OPH) ;

N° 11-318-1, Mme Marie-Salomé Teamotuaitau épouse Afo, parcelle cadastrée n° 93, section BI (Vairua 1, Ofainaio 1, Tetahuaupuni 1 : lot n° 2 du lot n° 2) à Vairao, PK 11,500, côté montagne, construction d'une maison d'habitation.

19 août 2011

N° 11-302-1 MAA.AU.TR.P, M. Bruno Leprado et Mlle Joséphine Fava, parcelle cadastrée n° 13, section BL (Fariimata : lot n° 2 partie, à Vairao, PK 12,500, côté mer, construction d'une maison d'habitation (OPH).

22 août 2011

N° 11-168-2 MAA.AU.TR.P, M. et Mme Arona et Elisabeth Teura, parcelle cadastrée n° 97, section BI (Vairua 1, Ofainaio 1 : lot n° 2 du lot n° 2) à Vairao, PK 11,500, côté montagne, modification de façades et de distributions intérieures d'une maison d'habitation ;

N° 11-295-1, M. Tavita Tavi et Mlle Pauline Mataitai, parcelle cadastrée n° 12, section BB (Tuoiri : partie) à Vairao, PK 8,600, côté montagne, construction d'une maison d'habitation (OPH).

24 août 2011

N° 11-088-1 MAA.AU.TR.P, M. Laurent Decline, parcelle cadastrée n° 12, section HS (plateau Vevera : parcelle du lot n° 4a) à Toahotu, construction d'une maison d'habitation.

30 août 2011

N° 11-292-2 MAA.AU.TR.P, Mlle Tahiarri Moarii, parcelle cadastrée n° 71, section CB (terre Vaipohe partie) à Teahupoo, PK 15,800, côté mer, construction d'une maison d'habitation.

COMMUNE DE TEVA I UTA

5 août 2011

N° 10-210-2 MAA.AU.TR.P, M. et Mme Anthony et Rauana Ly, parcelle cadastrée n° 161, section AP (Atirui : lot B) à Mataiea, PK 46,700, côté montagne, modification des plans d'une maison d'habitation (OPH) ;

N° 11-294-1, M. Robert Haoa, parcelle cadastrée n° 134, section BR (Ateva Iti : lot n° 3) à Papeari, PK 54, côté montagne, construction d'une maison d'habitation ;

N° 11-297-1, M. et Mme Antoine et Iléana Tereopa, parcelle cadastrée n° 129, section AP (Amataora III : lot n° 2, parcelle A) à Mataiea, PK 46,600, côté montagne, construction d'une maison d'habitation (OPH).

10 août 2011

N° 11-293-1 MAA.AU.TR.P, M. et Mme Jonas et Maguy Cao, parcelle cadastrée n° 22, section BX (Rauhenia) à Papeari, PK 54,800, côté montagne, construction d'une maison d'habitation (OPH) ;

N° 11-296-1, Mme Maima Piere née Vairaaroa, parcelle cadastrée n° 110, section BR (domaine Marechal : lot n° 5-3) à Papeari, PK 53,700, côté montagne, construction d'une maison d'habitation.

11 août 2011

N° 11-283-2 MAA.AU.TR.P, Mlle Tepurotu Tematafaarere, partie de la parcelle cadastrée n° 51, section AK (Atitoofa 2) à Mataiea, PK 44,500, côté montagne, construction d'une maison d'habitation (OPH).

16 août 2011

N° 11-304-1 MAA.AU.TR.P, Mlle Loaina Pihaatae, parcelle cadastrée n° 53, section DH (Rauti 2 : parcelle C du lot n° 3) à Papeari, PK 51,800, côté montagne, construction d'une maison d'habitation.

17 août 2011

N° 11-299-1 MAA.AU.TR.P, Mlle Thelma Raina Pihaatae, parcelle cadastrée n° 32, section BM (terre Teurupa Reva et Manini 3 : lot n° 4 ou parcelle A Arue et Temaru : parcelle B partie) à Papeari, PK 53, côté montagne, construction d'une maison d'habitation.

29 août 2011

N° 11-40-3 MAA.AU.TR.P, Mlle Ranitea Cardines, parcelle cadastrée n° 139, section AL (propriété Bernière) à Mataiea, PK 44,900, côté montagne, modification d'implantation d'une maison d'habitation et du dispositif d'assainissement.

30 août 2011

N° 11-328-1 MAA.AU.TR.P, Mlle Adrienne Teriitahi et M. Wilfred Mara, parcelle cadastrée n° 47, section BS (Tehuheroa ou Tenuheroa : lot n° 1 des lots n° 1 et n° 2) à Papeari, PK 54, côté montagne, construction d'une maison d'habitation (OPH) ;

N° 11-330-1, M. Francis Tehei, parcelle cadastrée n° 21, section BM (Tepureru 3 : lot n° 1) à Papeari, PK 53,100, côté montagne, construction d'une maison d'habitation (OPH).

31 août 2011

N° 11-329-1 MAA.AU.TR.P, M. et Mme Jean-Marie et Lucette Gaugin, parcelle cadastrée n° 110, section BI (Rauvaru 2 et 4 : lot B) à Papeari, PK 52,500, côté mer, construction d'une maison d'habitation.

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES JUDICIAIRES ET LEGALES

EXTRAIT DECISION DU TRIBUNAL CIVIL DE PREMIERE INSTANCE DE PAPEETE

Jugement du 12 septembre 2011 prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire sous le régime simplifié à l'égard de Gérardo LOZANO, n° TAHITI 154518, activité : perliculteur, adresse : Taunua, quartier Atihai-Bambridge, Papeete.

Date de cessation des paiements : 19 avril 2011.

Représentant des créanciers : Pascal VERCIER, BP 1959 Papeete, tél/fax : 42 48 40, portable : 30 21 77.

Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances entre les mains du représentant des créanciers dans les deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF).

EXTRAITS DECISIONS DU TRIBUNAL MIXTE DE COMMERCE DE PAPEETE

1 - Jugement du 12 septembre 2011 prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire sous le régime simplifié à l'égard de Vaita Rodolph CHEUNG, RCS de Papeete n° 02 81 A (ancien n° 40002 A), activité : électricien, adresse : Faa'a, PK 5,600, côté mer.

Date de cessation des paiements : 23 mai 2011.

Représentant des créanciers : Pascal VERCIER, BP 1959, Papeete, tél/fax : 42 48 40, portable 30 21 77.

Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances entre les mains du représentant des créanciers dans les deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF).

2 - Jugement du 12 septembre 2011 prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire sous le régime simplifié à l'égard de Céline TAPATI épouse GEORGES, *enseigne* : SEPHORA, RCS de Papeete n° 97 321 A (ancien n° 26849 A), activité : commerce de détails, adresse : gare maritime de Uturoa.

Date de cessation des paiements : 6 septembre 2011.

Représentant des créanciers : Maurice BAUD, BP 5422, Papeete, tél : 54 22 55, fax : 54 22 56, mbaud@mail.pf.

Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances entre les mains du représentant des créanciers dans les deux mois

à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF).

3 - Jugement du 12 septembre 2011 ordonnant la cession totale des actifs de la SARL PACIFIC MOANA TRANSPORTS (RCS de Papeete n° 05 235 B) au profit de la SARL JMNG (RCS de Papeete n° 09 318 B) pour le prix de 2 000 000 F CFP.

Commissaire à l'exécution du plan : Maurice BAUD, BP 5422, Papeete, tél : 54 22 55, fax : 54 22 56, mbaud@mail.pf.

4 - Jugement du 12 septembre 2011 prononçant l'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de SARL MULTISYSTEM, *nom commercial* : MANUSTOCK, RCS de Papeete n° 97 236 B (ancien n° 6394 B), activité : commerce de gros, siège social : Fare Ute, zone Papeava.

Date de cessation des paiements : 11 juillet 2011.

Liquidateur judiciaire : Patrick ANCEL, BP 3658, Papeete, tél : 42 42 00 ou 77 02 00, fax : 42 22 00, ancel@mail.pf.

Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire dans les deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF).

5 - Jugement du 12 septembre 2011 prononçant l'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de Carine Maria HIKUTINI, RCS de Papeete n° 33 385 A, activité : entrepreneur de spectacles, adresse : Anau, Bora Bora.

Date de cessation des paiements : 20 avril 2011.

Liquidateur judiciaire : Patrick ANCEL, BP 3658, Papeete, tél : 42 42 00 ou 77 02 00, fax : 42 22 00, ancel@mail.pf.

Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire dans les deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF).

6 - Jugement du 12 septembre 2011 prononçant la liquidation judiciaire à l'égard de Guy Terii LAI (associé

SNC LAI PERLES, RCS de Papeete n° 02 131 B, ancien n° 8912 B), adresse : Fakarava.

Liquidateur judiciaire : Pascal VERCIER, BP 1959, Papeete, tél/fax : 42 48 40, portable : 30 21 77.

7 - Jugement du 12 septembre 2011 prononçant la liquidation judiciaire de SARL CLUB EDITIONS POLYNESIE, RCS de Papeete n° 79 31 B, siège social : immeuble EPPV à Fare Ute, Papeete.

Liquidateur judiciaire : Maurice BAUD, BP 5422, Papeete, tél : 54 22 55, fax : 54 22 56, mbaud@mail.pf.

8 - Jugement du 12 septembre 2011 prononçant la liquidation judiciaire de Nui Christian URVOY, *enseigne* : HOTU CARRELAGE, RCS de Papeete n° 08 23 A, activité : carreleur, siège social : Makemo.

Liquidateur judiciaire : Patrick ANCEL, BP 3658, Papeete, tél : 42 42 00 ou 77 02 00, fax : 42 22 00, ancel@mail.pf.

9 - Jugement du 12 septembre 2011 prononçant la liquidation judiciaire de Vahinearai Elisabeth BUCHIN, *enseigne* : FARE PITI RENT A CAR, RCS de Papeete n° 24 957 A, et Niriana Jean-Claude NICOLLE (gérant de fait), activité : location de véhicules, adresse : Vaitape, Bora Bora.

Liquidateur judiciaire : Maurice BAUD, BP 5422, Papeete, tél : 54 22 55, fax : 54 22 56, mbaud@mail.pf.

10 - Jugement du 12 septembre 2011 prononçant la liquidation judiciaire de Tutohiarai TIHIVA, RCS de Papeete n° 27 170 A, activité : travaux du bâtiment, adresse : Faanui, Bora Bora.

Liquidateur judiciaire : Pascal VERCIER, BP 1959, Papeete, tél/fax : 42 48 40, portable : 30 21 77.

11 - Jugement du 12 septembre 2011 prononçant la liquidation judiciaire de Alice Ahutiare MAONI épouse TINOMOE, *enseigne* : MOEMOE AHUTIARE, RCS de Papeete n° 07 1475 A, activité : marchand forain et ambulant, adresse : Tipaerui, quartier Alexandre, Papeete.

Liquidateur judiciaire : Pascal VERCIER, BP 1959, Papeete, tél/fax : 42 48 40, portable : 30 21 77.

12 - Jugement du 12 septembre 2011 prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire de Isabelle WANG, RCS de Papeete n° 05 992 A, pour insuffisance d'actif.

13 - Jugement du 12 septembre 2011 prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire de SARL SERVICE PROMOTION VENTE, RCS de Papeete n° 1955 B, pour insuffisance d'actif.

14 - Jugement du 12 septembre 2011 prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire de André LAI LAU, RCS de Papeete n° 11 515 A, pour insuffisance d'actif.

Pour extrait certifié conforme,
Le greffier.

SARL TAHITI FUMIGATION
Société à responsabilité limitée
au capital de 200 000 F CFP
Siège social : Punaauia, PK 14,800, côté mer,
centre Tamanu,
RCS de Papeete n° 09 76 B

Aux termes d'un courrier en date du 10 août 2011, M. Vetea TIARE a démissionné de ses fonctions de gérant.

Il en résulte les modifications suivantes :

Art. 16. — *Nomination du gérant*

Ancienne mention :

- Mlle Valérie TSAU TSEN ;
- M. Vetea TIARE.

Nouvelle mention : Mlle Valérie TSAU TSEN.

Pour avis.

HOMELECTRA
EURL au capital de 10 000 F CFP
RCS de Papeete n° TPI 09 195 B
Siège social : Green Valley Ite, Outumaoro, Punaauia,
BP 52904, Pirae, tél/fax : (00 689) 82 49 12

L'associé unique de la société HOMELECTRA EURL a décidé, suite à l'assemblée générale extraordinaire du 9 septembre 2011, le remplacement de son gérant Jean-Moana LEWON, demeurant appartement n° 301, central Fac, Punaauia, à compter du 12 septembre 2011, par Maheanuu Pascal TUNUTU, demeurant route Princesse-Heiata, à Pirae.

Les actes et pièces relatifs au présent avis ont été déposés au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Pour avis et mention.

Mes Serge VILLET et Julien CHAN
Notaires associés
BP 13019 Moana Nui, 98717 Punaauia

NOUVEAUX TRANSPORTEURS DE LA COTE EST
(NTCE)
Société par actions simplifiée
au capital de 15 000 000 F CFP
porté à 30 000 000 F CFP
Siège social : Afaahiti (Tahiti), PK 5,800, côté montagne
RCS de Papeete : n° TPI 00 33 B (anciennement n° 7602 B)
N° TAHITI 537720

Augmentation de capital

Il résulte :

- d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés en date du 22 juin 2011 ;
- et du certificat du dépositaire des fonds établi le 31 août 2011,

Que le capital social a été augmenté de 15 000 000 F CFP pour être porté de 15 000 000 F CFP à 30 000 000 F CFP par création de 15 000 actions de 1 000 F CFP de valeur nominale émises au pair, souscrites et libérées entièrement par apport en numéraire.

Les mentions anciennement publiées sont modifiées de la manière suivante :

Capital social

Ancienne mention : 15 000 000 F CFP, divisé en 15 000 actions de 1 000 F CFP chacune, entièrement libérées.

Nouvelle mention : 30 000 000 F CFP, divisé en 30 000 actions de 1 000 F CFP chacune, entièrement libérées.

Pour avis,
Le président.

SAEML SETIL AEROPORTS

**Société anonyme d'économie mixte locale en liquidation
au capital de 27 805 500 F CFP**

**Siège social : aéroport de Tahiti-Faa'a, 98713 Papeete
RCS de Papeete n° 29 B**

Avis de dissolution

Aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 1er septembre 2011, il a été décidé la dissolution anticipée de la société à compter du 1er septembre 2011 et sa mise en liquidation.

L'assemblée générale susvisée a nommé comme liquidateur la SARL HORWATH TAHITI, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le numéro 9476 B, dont le siège social est situé boulevard Pomare, immeuble Tiare, BP 44530, Fare Tony, Vaiete, 98713 Papeete, Tahiti, avec les pouvoirs les plus étendus pour réaliser les opérations de liquidation et parvenir à la clôture de celle-ci.

Le siège de la liquidation est fixé à Horwath, boulevard Pomare, immeuble Tiare, BP 44530, Fare Tony, Vaiete, 98713 Papeete, Tahiti.

Pour avis,
Le liquidateur.

ERRATUM

La présente annonce remplace celle parue au JOPF n° 27 du 7 juillet 2011, à la page 3561.

ELECTRICITE DE TAHITI

Société anonyme au capital de 5 406 094 500 F CFP

Siège social : Puurai - Faa'a

RC Papeete n° 53 3 B

Téléphone : 86 77 77

Il résulte des délibérations des conseils d'administration tenus les 14 octobre 2010 et 31 mars 2011, de l'assemblée générale mixte des actionnaires tenue le 23 juin 2011, les modifications suivantes aux mentions antérieurement publiées :

**MODIFICATION DES MENTIONS SOUMISES
A PUBLICITE**

Nouvelle mention

Administrateurs :

- M. Joël ALLAIN, demeurant à Punaauia, résidence Le Lotus ;
- M. Dominique BAYEN, demeurant à Paea ;
- M. Hervé DUBOST-MARTIN, demeurant à Punaauia ;
- M. Jean-Pierre FOURCADE, demeurant à Paea, PK 19, côté mer ;
- M. François GUICHARD, demeurant 23, rue Chuvan, Ouen Toro, Nouméa ;
- M. Philippe RUEF, demeurant 7, rue Maurepas, 78000 Versailles ;
- Association Fatu Rau Ito représentée par Mme Jenny CHAINE, siège social : Faa'a, route de Puurai ;
- SA GDF-Suez Energie Services, représentée par M. Frédéric MARTIN, siège social : 1, place des Degrés, 92059 Paris la Défense ;
- Société Monégasque de l'Electricité et du Gaz (SMEG), représentée par M. Guy MAGNAN, siège social : 98000 Monaco.

Président du conseil d'administration :

- M. Hervé DUBOST-MARTIN, demeurant à Punaauia.

Directeur général :

- M. Dominique BAYEN, demeurant à Paea.

Censeur :

- La Polynésie française.

Statuts : Article 5. — Durée (1er paragraphe).

La durée de la société qui a pris cours le 16 mai 1953, fixée à l'origine à trente ans, et prolongée par deux fois pour en porter l'expiration au 31 décembre 2025, est à nouveau prolongée d'une durée de 25 années, de sorte qu'elle expirera le 31 décembre 2050, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogations prévues aux présents statuts.

Pour avis,
Le conseil d'administration.

Etude de Me Bernard BRUGGMANN

Notaire à Papeete

11, avenue Pouvanaa-a-Opa

SCI PAPEAVA ITI

Société civile au capital de 200 000 F CFP

Siège social : Papeete, rue des Remparts,

BP 3323, Papeete

RCS de Papeete n° 8518 C

Il résulte d'un acte reçu par Me Alexandre YAO, notaire au sein de l'office notarial Bernard BRUGGMANN, en date du 15 septembre 2011, les modifications suivantes aux mentions antérieurement publiées :

Ancienne mention

Gérance : MM. Michel JISSANG, Faa'a, les Hauts de Pamatai et Patrick CHAN, Papeete, BP 232.

Siège social : Papeete, avenue du Chef-Vairaatoa.

Nouvelle mention

Gérance : Mme Laurence BRAYE, Paea, PK 22, côté montagne.

Siège social : Papeete, rue des Remparts, BP 3323, Papeete.

Pour avis et mention,
La gérance.

SNC SOGAP

Société en nom collectif
au capital de 200 000 F CFP
Siège social : route de Nuutania, Faa'a
RCS de Papeete n° 7862 B

Avis de modification des statuts suite à cession de parts

Suite à la cession de parts consentie par la SA JL POLYNESIE à la SA EUROVIA et à M. Noël COIA et à la cession de parts consentie par la SOCIETE DE PARTICIPATIONS ET D'INVESTISSEMENTS INDUSTRIELS à la SA EUROVIA en date du 12 août 2011, l'article 7 des statuts a été modifié :

*Art. 7. — Capital social**Ancienne mention :*

- SA JL POLYNESIE : 999 parts ;
- SPII : 1 part.

Nouvelle mention :

- SA EUROVIA : 830 parts ;
- M. Noël COIA : 170 parts.

Mention sera faite au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

REXO

SARL au capital de 5 000 000 F CFP
Siège social : Papeete (Tahiti), immeuble Paofai (lot BC)
RCS de Papeete n° 08 293 B - N° TAHITI 883918

Changement de gérance

Aux termes d'une décision des associés qui sera ratifiée ultérieurement par la prochaine assemblée générale, il a été constaté la modification suivante :

Ancienne mention : M. Gérard TSONG et Mme Joséphine CHAROLLAIS.

Nouvelle mention : M. Gérard TSONG.

Pour avis,
Le gérant.

ACCEPTATION A CONCURRENCE DE L'ACTIF NET

N° RG : 02/11

N° de succession : 09873511/0000002

Le quinze septembre de l'an deux mille onze,

Au greffe du tribunal de première instance de Papeete et devant nous, Isabelle PLANTARD, greffière en chef, a comparu :

Mme AH SU WONG, célibataire, née le 12 février 1937 à Papeete (Tahiti, Polynésie française) retraitée, demeurant lotissement Vetea 1, quartier Chin Foo, à Pirae,

Mère du défunt et sa légataire universelle aux termes des dispositions testamentaires en date du 28 décembre 2010, enregistrées à Papeete le 29 mars 2011.

Qui a déclaré accepter à concurrence de l'actif net la succession de :

M. Patrick CHIN FOO, célibataire, sans enfants, fonctionnaire, demeurant à Pirae, lotissement Vetea 1, quartier Chin Foo, né le 10 février 1966 à Papeete et décédé le 6 janvier 2011 à Pirae.

Le domicile de succession déclaré est lotissement Vetea 1, quartier Chin Foo, Pirae (île de Tahiti, Polynésie française).

Lecture faite, la comparante a signé avec nous, greffier en chef, la présente déclaration.

ANNONCES DIVERSES**ASSOCIATION RIMA RAU NO RIMATARA**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(4 septembre 2011)

Présidente	:	LENOIR Patetepa
Secrétaire	:	TAHARIA Ate
Trésorier	:	PITO Moehau

ASSOCIATION TAUREA BUSINESS

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(27 juin 2011)

Présidente	:	MAOUT Tukia
Vice-président	:	LAMBERT Romain
Secrétaire	:	TEUAPIKO Hereiti
Secrétaire adjoint	:	KAHIHA Kaleinani
Trésorier	:	TEVAHITUA Iakoba
Trésorière adjointe	:	MARAETAATA Priscilia

COOPERATIVE URIRI NUI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(1er septembre 2011)

Présidente	:	LEONTIEFF Maeva
Secrétaire	:	BROTHERSON Vanina
Trésorière	:	WONG Chantal

FIP URIRINUI MATERNELLE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(1er septembre 2011)

Présidente	:	LEONTIEFF Maeva
Secrétaire	:	BROTHERSON Vanina
Trésorière	:	WONG Chantal

COOPERATIVE SCOLAIRE DE L'ECOLE DE HAKAMAI**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(24 août 2011)

Présidente : DEGAGE-ROESLER Ilona
 Secrétaire : TEIKIHAKAUPOKO Angèle
 Trésorier : EMERY Robert
 Commissaire aux comptes : HUUTI Ismaël

**ASSOCIATION AMICALE DU LYCEE POLYVALENT
TAIARAPU-NUI DE TARAVAO (ALYTA)****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(30 août 2011)

Président : LEFAUCHEUR Eric
 Vice-président : CONDON Moana
 Secrétaire : BERTRAND Nathalie
 Secrétaire adjointe : LEFAUCHEUR Rachel
 Trésorier : DA FONSECA Raymond
 Trésorier adjoint : HAMBLIN Samuel

CLUB TAI-JITSU DE TAHITI - TE AITO PARURU**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(21 juillet 2011)

Président d'honneur: PRUNIER Jean-Luc
 Président : JENNERVEIN Eric
 Vice-président : NESA Xavier
 Secrétaire : VICTOR Hyacinthe
 Trésorière : SPITZ Karine
 Assesseur : LAGARDE Hitinui

COOPERATIVE SCOLAIRE DE L'ECOLE DE VAIATU**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(16 août 2011)

Président : MANUEL Patrice
 Vice-présidente : TETOKA Hinatea
 Secrétaire : TOOFA Vaiana
 Secrétaire adjointe : TETUANUI Christina
 Trésorière : JAMET Maruia
 Trésorière adjointe : TETUANUI Orama

ASSOCIATION UI API TUAIVA**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(12 juin 2011)

Président : VARUATUA Manuel
 Vice-président : FLORES Rémy
 Secrétaire : TEATAOTERANI Maurille
 Secrétaire adjoint : MAHAA Samuel
 Trésorier : TEHAHE César
 Trésorier adjoint : VARUATUA Euloge

**ASSOCIATION DISTRICT DE VOLLEY-BALL
DE BORA BORA****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(26 août 2011)

Président : TETUANUI Jean-Yves
 Vice-président : MANAORE Vainoa
 Secrétaire : TEMAIANA William
 Secrétaire adjointe : TAPI Sylvianne
 Trésorier : TITE Claude
 Trésorière adjointe : MAHAI Erika

ASSOCIATION SPORTIVE MOANA HE'E**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(25 août 2011)

Président d'honneur : MANA Temakitau
 Président : TINORUA Jean-Louis
 Vice-présidente : TINORUA Anthony
 Secrétaire : TEMAIANA William
 Secrétaire adjointe : TAUAROA Sandra
 Trésorière : TINORUA Sylvie
 Trésorière adjointe : TAMA Vairea
 Commissaire aux comptes : MANA Miranda

ASSOCIATION VIVRE SANS DROGUE**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(16 août 2011)

Présidente : LIENARD Jacqueline
 Vice-présidente : GRAFFE Berthe
 Secrétaire : TURI Chestine
 Secrétaire adjointe : NORESMAT Maeva
 Trésorier : RICHMOND Roger
 Trésorier adjoint : LIVINE Calixte

**ASSOCIATION AMICALE DES ENSEIGNANTS DE
HUAHINE****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(24 septembre 1997)

Président : ROI Albert
 Vice-présidente : CHAN Maeva
 Secrétaire : TEKURIO Moroni
 Secrétaire adjointe : LO SHIN Ilona
 Trésorier : COLOMBANI Raihau
 Trésorier adjoint : ROURA David
 Assesseurs : YAU Claryse
 HARUA Vairani
 TEAHA Emere

**ASSOCIATION SPORTIVE PORO'URA -
MAHAENA VOLLEY-BALL***Modification de statuts*

Elle a aussi pour but de faciliter l'insertion des jeunes au moyen d'animations, de formations, d'encadrement et d'aides diverses.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(11 août 2011)

Président : TAHEMA Hans
Vice-présidente : ATGER Heiata
Secrétaire : URAEVA Maranui
Secrétaire adjointe : URAEVA Vaianui
Trésorier : ARIITAI Harrys
Trésorier adjoint : TCHOUN YAO Armand

COOPERATIVE DU COLLEGE DE TAAONE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(25 août 2011)

Présidente : MIHURAA Rava
Vice-président : FAATAU-U Temaeva
Secrétaire : TEANINIURAITEMOANA
Georgette
Secrétaire adjointe : GAREYTE Sophie
Trésorier : AZNAR Y NOVELLON Mathieu
Trésorier adjoint : PANKOWSKI Marcialea
Assesseeurs : CARABASSE Nathalie
LACHIVER Laurence
PUGIBET Sandy

ASSOCIATION FAREATAI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(31 août 2011)

Présidents d'honneur : TEIPOARII Iapheta
TEIPOARII Peni
Présidente : TEIPOARII Temaihea
Vice-président : TEIPOARII Charlie
Secrétaire : TAIORÉ Rose
Secrétaire adjointe : HURIA Josiane
Trésorier : HURIA Elisaia
Trésorière adjointe : TEIPOARII Dana

ASSOCIATION AMUITAHIRAA NO COOK IRANI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(1er septembre 2011)

Présidents d'honneur : MEITAI Abraham
MAI Jean
GANAHOA Teheheu
Président : MAHINUI-TEKURIO Michel
Vice-présidents : LEE Kee Sang
COWAN Terii
Secrétaire : VARNEY Mimosa
Secrétaire adjointe : SNOW Vahine
Trésorière : RAIOHA Julienne
Trésorière adjointe : MAI Francette
Membres : MAAMAATUA Marie-Laure
COWAN Marie
BONNO Tiare
LEE Louise
LY Bernadette
BARFF Jeannette
TAMAHAEERE Henriette
SALMON Bernadette

ASSOCIATION SPORTIVE INTER-HOTELS
anciennement dénommée
ASSOCIATION SPORTIVE INTER-HOTELS
ET ENTREPRISES

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(27 août 2011)

Président : TUAIRAU Alexandre
Vice-président : ATUAHIVA Hans
Secrétaire : TEMAIANA William
Secrétaire adjointe : MARUOI Bettyna
Trésorier : REY Vaimanu
Trésorière adjointe : TAUATERUATU Marie-Claude
Commissaires
aux comptes : MENARD Nadege
AFOU Stive
Membres-asseur : BOULANGER Rava
PAHAPE Mickael

ASSOCIATION ARTISANALE VAVITU

Modification de statuts
(27 juin 2011)

L'association a aussi pour but :

- la préparation et l'organisation des expositions artisanales à Raivavae, et à l'extérieur de Raivavae ;
- la mise en place des actions de promotions touristiques à Raivavae et à l'extérieur de Raivavae ;
- la préservation et la protection des sites archéologiques (marae, paepae, etc.).

ASSOCIATION TE TUPUNA
anciennement dénommée
RAIATEA TE TUPUNA

Modification de statuts
(16 août 2011)

L'association a procédé à la refonte de ses statuts.

Le nouvel objet est de défendre les intérêts et de faire la promotion de la petite hôtellerie familiale, des pensions de famille, des fares d'hôtes, des motels, des B&B et camping, classés ou non classés de Raiatea et de promouvoir la destination en générale de Tahiti et ses îles ainsi que des établissements dépendant du secteur d'activité défini au paragraphe précédent.

ASSOCIATION SPORTIVE SCOLAIRE TAMARI'I MOMO'A

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(7 septembre 2011)

Présidente : FLORES Amélie
Secrétaire : MATHIEU Thierry
Trésorier : TAMU Tafarai

ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DU COLLEGE DE FAAROA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(7 septembre 2011)

Présidente	: ANUANU Euliette
Vice-président	: GUILLOUX Chevalier
Secrétaire	: RIMA Jacqueline
Secrétaire adjointe	: TEIKITUTOUA Jeanine
Trésorier	: ATEO Ernest
Trésorier adjoint	: TISSOT Julien

ASSOCIATION SPORTIVE DU LYCEE DE UTUROA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(3 septembre 2011)

Président	: VIGIER Gérard
Vice-président	: MAGNIER Arthur
Secrétaire	: TANGUY Patrick
Secrétaire adjointe	: PONSON Itia
Trésorière	: PANI Françoise
Trésorier adjoint	: YIM George

ASSOCIATION TEAPAKUA DES DIABETIQUES DES ILES MARQUISES

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(20 mai 2011)

Président d'honneur	: DESCOUBES Eric
Présidente	: JOUSSET Louise
Vice-présidente	: PIRIOTUA Natériria-Jocelyne
Secrétaire	: SEKER Camille
Secrétaire adjointe	: KATUPA Marie-Thérèse
Trésorière	: TEVENINO Isabelle
Trésorière adjointe	: TOHIAKI Marie-France
Assesseur	: SEKER Tayfun

ASSOCIATION SOS SUICIDE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(10 septembre 2011)

Président	: AMADEO Stéphane
Vice-présidente	: MEUNIER Annie
Secrétaire	: DE LONGEAUX Olivier
Secrétaire adjoint	: VAIMÉHO Jean
Trésorière	: TAIMANA Corinne
Trésorière adjointe	: DAVID Germaine

COOPERATIVE SCOLAIRE DE PAOFAI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(8 septembre 2011)

Président	: DAUNASSANS Raanui
Vice-présidente	: CHEUNG Simine
Secrétaire	: MARITERAGI Vairani
Secrétaire adjointe	: CLARK Sylvie
Trésorier	: MAU John
Trésorier adjoint	: GUILLAUME Laurent
Assesseurs	: TEIVA-TEHURITAU Simone ASTARIE Marie-Louise TEPA Sonia

ASSOCIATION ARTISANALE TAATIRAA RIMA'I NO VITARIA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(10 juin 2011)

Présidente	: TAPUTU Tiarematatea
Vice-présidente	: PARAU Monique
Secrétaire	: YAMATSY Maureen
Secrétaire adjointe	: TEHEIURA Monique
Trésorière	: MANATE Tetuarouru
Trésorière adjointe	: TEHAEURA Rahera

DISTRICT DE BASKET-BALL DE NUKU HIVA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(12 août 2011)

Président	: TEHIVA Turumanainai
Vice-président	: FOURNIER Rony
Secrétaire	: TEREMIHI Jeanne
Secrétaire adjointe	: TEIKITEETINI Christine
Trésorier	: HAOATAI Avearii
Trésorier adjoint	: TETO Siméon

COOPERATIVE SCOLAIRE DU GROUPE SCOLAIRE DE PAPEHUE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(8 septembre 2011)

Président	: PITA Nati
Vice-présidente	: THUNOT-LECOMPTE Lorna
Secrétaire	: MAE Diana
Secrétaire adjoint	: BRUNEAU Klaus
Trésorière	: HOLOZET Christelle
Trésorière adjointe	: PUHETINI Avearii

COOPERATIVE FIP SCOLAIRE DU GROUPE SCOLAIRE DE PAPEHUE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(7 septembre 2011)

Président	: PITA Nati
Vice-présidente	: ERCOLI Barbara
Secrétaire	: BONNET Cyrielle
Secrétaire adjoint	: BRUNEAU Klaus
Trésorière	: FROGIER Jasmina
Trésorier adjoint	: DANIEL Patrick

ASSOCIATION JEUNESSE HAMUTA PLATEAU

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(3 septembre 2011)

Président	: TOUAITAHUATA Moana
Vice-présidente	: ARIITAI Noéline
Secrétaire	: TARIU Peni
Secrétaire adjointe	: RAOHA Maguy
Trésorière	: TOUAITAHUATA Moerava
Trésorière adjointe	: RAGIVARU Teura
Assesseurs	: IOANE Adrienne HUTAOUOHO Kapi ARIITAI Erina

ASSOCIATION A TAUTURU IA NA PAPARA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(26 août 2011)

Présidents d'honneur : COULON Claude
AH TCHOY Punuarii
Président : WANAI Paul
Vice-présidente : WANAI Andrée
Secrétaire : VAN SAM Vaea
Secrétaire adjointe : TIHATA Leidy
Trésorière : PICARD Noéline
Trésorière adjointe : CALONNIER Simone
Assesseur : MATOHI Mirabelle

**ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DE L'ECOLE
MAMU PRIMAIRE & URARII MANU MATERNELLE**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(1er septembre 2011)

Présidente : TIHONI Madeleine
Vice-présidente : HIRIGA Mootuavahine
Secrétaire : IRITI Naomi
Secrétaire adjointe : MANATE Naïa
Trésorière : HONOURA Ketty
Trésorière adjointe : TERIIEROOITERAI Laure

**ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES
DE L'ECOLE MATERNELLE DE MAMU***Dissolution*

Lors de l'assemblée générale extraordinaire du 22 août 2011, il a été décidé de dissoudre l'association à l'unanimité.

ASSOCIATION AGRICOLE RUATARA DE HAAPITI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(25 juillet 2011)

Président : NEHEMIA Marama
Vice-président : TAVI André
Secrétaire : MAHAI Tenuutaaroa
Secrétaire adjoint : TEIHOTAATA TATI Charles
Trésorier : TEPOAITAHAROA Pepe
Trésorier adjoint : MAHAI Peniamina

ASSOCIATION TO'A MOTEA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(18 août 2009)

Présidente : TAURAA Vaihere
Vice-présidente : TEIHOARII Jeanine
Secrétaire : TETUANUI Heinui
Secrétaire adjointe : TETUANUI Véronique
Trésorière : TAURAA Pascale
Trésorière adjointe : OPUU Angèle

COOPERATIVE SCOLAIRE DE L'ECOLE TEHAAEHAA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(16 août 2011)

Présidente : CHU Marceline
Vice-président : MARERE Jean-Marie
Secrétaire : TOBOGA-SARTOR Fédra
Secrétaire adjointe : TEMAURI Vahineura
Trésorière : VIRIAMU Ingrid
Trésorier adjoint : DAUPHIN Teanui

ASSOCIATION API : AGIR POUR L'INSERTION

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(3 septembre 2011)

Présidente : AFIAPIA Fleur
Secrétaire : HURIA Lidwine
Trésorière : VIRIAMU Madeleine

**ASSOCIATION SPORTIVE ET CULTURELLE
DU LYCEE PROFESSIONNEL PRIVE SAINT-JOSEPH**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(24 août 2011)

Président : WONG Jimmy
Secrétaire : TURPIN Georges
Trésorière : GIDOUIN Valérie

ASSOCIATION VAHINE MATAIREA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(3 septembre 2011)

Présidente : YUEN Norine
Secrétaire : YUEN Leilani
Trésorier : YUEN Raymond

ASSOCIATION SPORTIVE DU COLLEGE DE HITIA'A

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(29 août 2011)

Président : DELMAS Thierry
Secrétaire : SCHMITT Marie-Christine
Trésorier : VIGOUROUX Franck
Trésorier adjoint : BIGET Nicolas

ASSOCIATION ARTISANALE TE HEI NUI

(Récépissé n° 244 SAISLV du 5 septembre 2011)

Extraits de statuts

Il est constitué le 19 août 2011, entre tous ceux qui adhèrent aux présents statuts, une association artisanale régie par la loi du 1er juillet 1901 dénommée TE HEI NUI.

Elle a pour but l'organisation, la représentation et la défense des intérêts des artisans de la commune de Maeva, Huahine :

- en participant aux manifestations artisanales en Polynésie française et à l'étranger ;
- en luttant contre la concurrence des produits d'importation ;
- en encourageant la production et la vente d'objets d'artisanat local ;
- en aidant les autorités responsables à prendre les mesures de protection et de sauvegarde de l'artisanat local ;
- en adaptant les productions aux exigences du marché ;
- en facilitant l'achat et l'utilisation en commun de matériels et produits nécessaires à l'exercice de la profession ;
- en aidant à la poursuite des progrès moral et professionnel de ses membres.

Son siège social est fixé à Maeva, Huahine.

Sa durée est illimitée. Toutefois, les membres du bureau exécutif sont élus pour une durée de cinq (5) ans (article 15-18).

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: TEAVAE Rose
Secrétaire	: TETUARAA Marlène
Trésorier	: TEAVAE Marius

ASSOCIATION SPORTIVE TAIPINUI VAKA

(Récépissé n° 1354 DRCL du 26 août 2011)

Extraits de statuts

L'ASSOCIATION SPORTIVE TAIPINUI VAKA, fondée le 31 mars 2011, est régie par la loi du 1er juillet 1901.

Elle a pour but d'organiser et de favoriser la pratique des sports et des exercices physiques par tous les jeunes du territoire acceptant les présents statuts.

Elle peut étendre son action dans des domaines autres que sportifs (éducation populaire, éducation artistique, etc.) décidés par le comité directeur.

Elle s'interdit toute discussion présentant un caractère politique ou religieux.

Son siège social est fixé à Hatiheu.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: PUHETINI Henri
Vice-président	: PUHETINI Pakau
Secrétaire	: FOUCAUD Jany
Secrétaire adjointe	: VAIAANUI Laura
Trésorière	: NOAMI Kelly
Trésorier adjoint	: TEIKITOHE Jean-Marie
Entraîneur	: MARUHI Jérémy

ASSOCIATION SENS

(Récépissé n° 2175 DRCL du 13 septembre 2011)

Extraits de statuts

Il est fondé le 6 septembre 2011 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 modifiée et le décret du 16 août 1901 dénommée SENS.

L'esprit de l'association est de permettre à chacun d'élucider les sens de ses rapports subtiles avec le monde en utilisant le corps, la matière, l'espace, les sons, la couleur et la lumière.

Elle a un but culturel : elle s'intéresse au yoga et à tous les moyens d'expression artistique. Elle proposera diverses activités concernant ces domaines et dans ce cadre, pourra faire venir des intervenants extérieurs à la Polynésie française.

Son siège social est fixé à Tahiti, Pirae, rue Tapotapo-Piti, Pater, lot n° 71.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: FAY Hervé
Secrétaire	: GONTIER Isabelle
Trésorière	: ROSANO Lucia

ASSOCIATION RAUMATARIKI

(Récépissé n° 2152 DRCL du 10 septembre 2011)

Extraits de statuts

L'ASSOCIATION RAUMATARIKI a été fondée le 1er septembre 2011.

Elle a pour objet de favoriser et de développer des actions à caractère environnemental, culturel, social et économique mettant en valeur et protégeant les espaces naturels de l'île de Rapa Iti.

Son siège social est fixé dans le village de Ahurei, île de Rapa.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: NARII Poe
Vice-présidente	: LAITAME Tiffany
Secrétaire	: GUIOL Antoinette
Secrétaire adjointe	: DELIGNY Myriam
Trésorière	: NARII Augustine
Trésorière adjointe	: NARII Angélica

ASSOCIATION DJEUNS NO FAURAHI

(Récépissé n° 2208 DRCL du 17 septembre 2011)

Extraits de statuts

L'ASSOCIATION DJEUNS NO FAURAHI, régie par la loi du 1er juillet 1901, fondée le 13 août 2011, a pour objet :

- de venir en aide aux jeunes dans la pratique de diverses activités afin de préserver et de sensibiliser le cadre de vie des jeunes ;
- la pratique de l'éducation physique et des sports ;
- de former et d'informer les jeunes ;
- ainsi que l'organisation d'activités ayant pour but de resserrer les liens amicaux entre ses membres.

Son siège social est fixé à Mataiea, PK 45,300, côté montagne.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	:	AIAMU Stéphane
Vice-président	:	ATEO Richard
Secrétaire	:	PAARIOTARE Teva
Secrétaire adjoint	:	ARIIOEHAU-TETUIRA Temata
Trésorière	:	AIAMU Chérifa
Trésorier adjoint	:	HOKAHUMANO Bruno

ASSOCIATION VOLLEY-BALL UCJG HAAMENE

(Récépissé n° 258 SAISLV du 8 septembre 2011)

Extraits de statuts

Conformément aux dispositions de la loi du 1er juillet 1901, l'association sportive de volley-ball des jeunes de l'UCJG de Haamene (Tahaa) fut créée le 4 septembre 2011 à Haamene sous l'appellation ASSOCIATION VOLLEY-BALL UCJG HAAMENE.

Elle a pour but de développer la pratique du volley-ball sur le territoire et de prendre des initiatives appropriées à la formation physique et morale de la jeunesse.

L'association est composée de membres actifs, honoraires et bienfaiteurs, à jour de leurs cotisations.

Toute personne extérieure à l'association peut assister aux assemblées générales à voix consultative à condition que le bureau autorise sa présence. Elle a le droit de donner son avis mais n'a pas le droit de voter.

L'association s'interdit toute discussion et manifestation à caractère politique.

Son siège social est fixé à Haamene, Tahaa.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président d'honneur	:	IOTEFA Jean
Président	:	MAMA Atonia
Vice-présidente	:	TEMAURI Hélène
Secrétaire	:	TEAHUI Myrna
Secrétaire adjointe	:	TEMAURI Laiza
Trésorière	:	IOTEFA Eliane
Trésorière adjointe	:	MAMA Vanina
Commissaires aux comptes	:	HURIA Christiane
	:	TUMAHAI Mathilde
Assesseurs	:	TEUIRA-HIOE Mireille
	:	TUMAHAI Jean-Claude
	:	TETAUIRA Hélène
Entraîneurs	:	TAPEA Thierry
	:	MOEA Larry

ASSOCIATION TUAHINE PAROITA PATIO

(Récépissé n° 234 ISLV du 22 août 2011)

Extraits de statuts

L'ASSOCIATION TUAHINE PAROITA PATIO, fondée le 17 août 2011, est régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes subséquents.

Elle a pour but :

- de regrouper toutes les femmes actives à la vie communautaire de Tahaa ;
- d'organiser des rencontres, des déplacements, des voyages pour informer, soutenir et discuter de la vie familiale entre toutes les femmes de Tahaa et les autres îles ;
- de mettre en place des formations et toute action à caractère économique en faveur des jeunes femmes et des membres de l'association (artisanat, etc.) ;
- de participer à tous les rassemblements accés aux droits de la femme.

Son siège social est fixé à Patio, Tahaa.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	:	TITI Chantal
Vice-présidente	:	AMARU Léa
Secrétaire	:	MARUHI Naomi
Secrétaire adjointe	:	PIA Marie-Claire
Trésorière	:	TEMAURI Monique
Trésorière adjointe	:	MANEA Augustine

ASSOCIATION TE PUKE ORA DES ENSEIGNANTS DE LA COMMUNE DE FAKARAVA

(Récépissé n° 2022 DRCL du 14 septembre 2011)

Extraits de statuts

Il a été fondé le 20 mai 2011 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901 dénommée ASSOCIATION TE PUKE ORA DES ENSEIGNANTS DE LA COMMUNE DE FAKARAVA.

Elle a pour but :

- de mettre en œuvre et de promouvoir les échanges culturels ;
- d'aider à l'insertion des jeunes par des organisations d'activités sportives, corporatives ou autres ;
- de défendre l'environnement de la commune de Fakarava et de ses communes associées.

Son siège social est fixé à Fakarava, îles des Tuamotu.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidentes d'honneur	:	TAUA Adélaïde
	:	MAIFANO Elisabeth
	:	FALCHETTO Tihiura
Présidente	:	FAUURA Chantal
Vice-président	:	TEUMERE Edouard
Secrétaire	:	CLARK-TEFAU Joyce
Secrétaire adjointe	:	HUSSON Yvette
Trésorier	:	HURI Mahuru
Trésorière adjointe	:	EBB Bénina

LOTO NATIONAL

LOTO NATIONAL N° 110

Tirage du lundi 12 septembre 2011 :

13 18 30 32 45

Numéro chance : **2**

	NOMBRE de grilles gagnantes	GAINS (en F CFP)
5 bons numéros et numéro chance.....	0	0
5 bons numéros.....	2	9 569 665
4 bons numéros.....	292	141 062
3 bons numéros.....	12 467	1 431
2 bons numéros.....	191 915	656
N° chance gagnant.....	228 298 grilles à 250 F CFP remboursées	
Joker + : 4 595 831		

LOTO NATIONAL N° 111

Tirage du mercredi 14 septembre 2011 :

5 11 14 16 42

Numéro chance : **3**

	NOMBRE de grilles gagnantes	GAINS (en F CFP)
5 bons numéros et numéro chance.....	2	178 997 613
5 bons numéros.....	3	9 181 801
4 bons numéros.....	532	111 431
3 bons numéros.....	25 962	978
2 bons numéros.....	349 725	513
N° chance gagnant.....	458 199 grilles à 250 F CFP remboursées	
Joker + : 0 077 808		

LOTO NATIONAL N° 112

Tirage du samedi 17 septembre 2011 :

1 2 15 23 40

Numéro chance : **4**

	NOMBRE de grilles gagnantes	GAINS (en F CFP)
5 bons numéros et numéro chance.....	0	0
5 bons numéros.....	2	18 792 923
4 bons numéros.....	502	161 133
3 bons numéros.....	26 732	1 300
2 bons numéros.....	413 222	596
N° chance gagnant.....	583 370 grilles à 250 F CFP remboursées	
Joker + : 4 434 250		

KENO

Lundi 12 septembre 2011

1er tirage

Jackpot : 2 16 92 26 — Joker + : 2 329 024

1	3	9	16	20	21	29	34	36	38
39	41	42	45	46	55	59	60	66	67

Multiplicateur : x 1

2e tirage

Jackpot : 2 79 82 85 — Joker + : 4 595 831

3	4	5	6	13	14	19	25	28	29
30	32	43	44	51	53	56	57	62	65

Multiplicateur : x 1

Mardi 13 septembre 2011

1er tirage

Jackpot : 3 24 05 32 — Joker + : 2 507 182

3	12	14	17	20	22	23	27	36	44
45	55	56	57	59	61	63	64	65	69

Multiplicateur : x 2

2e tirage

Jackpot : 7 49 50 56 — Joker + : 2 634 247

3	10	12	13	15	21	22	23	25	30
31	32	36	42	43	44	48	66	67	69

Multiplicateur : x 10

Mercredi 14 septembre 2011

1er tirage

Jackpot : 1 86 64 60 — Joker + : 8 790 269

1	6	7	9	14	16	19	23	26	35
44	50	60	61	62	63	65	66	69	70

Multiplicateur : x 5

2e tirage

Jackpot : 0 77 36 45 — Joker + : 0 077 808

3	11	13	15	21	27	31	32	33	35
36	37	42	46	50	53	57	58	61	63

Multiplicateur : x 1

Jeudi 15 septembre 2011

1er tirage

Jackpot : 9 11 21 98 — Joker + : 2 574 628

5	6	9	10	18	21	22	26	27	31
34	35	38	40	42	45	46	64	68	69

Multiplicateur : x 3

2e tirage

Jackpot : 7 74 32 03 — Joker + : 9 543 082

1	3	8	10	15	18	21	27	29	30
37	41	42	48	57	59	63	65	68	69

Multiplicateur : x 1

Vendredi 16 septembre 2011

1er tirage

Jackpot : 5 00 24 73 — Joker + : 4 093 234

4	6	8	9	14	19	23	32	34	39
48	50	54	56	60	62	66	67	68	69

Multiplicateur : x 4

2e tirage

Jackpot : 5 70 32 04 — Joker + : 3 266 861

2	3	6	8	16	24	27	29	35	38
39	44	45	47	53	55	58	63	65	67

Multiplicateur : x 2

Samedi 17 septembre 2011

1er tirage

Jackpot : 7 92 06 91 — Joker + : 5 444 554

1	7	8	18	23	26	30	33	34	35
38	39	41	44	52	59	61	65	66	69

Multiplicateur : x 2

2e tirage

Jackpot : 8 49 07 99 — Joker + : 4 434 250

5	7	8	14	18	22	30	31	32	35
37	40	43	49	52	53	54	59	64	66

Multiplicateur : x 3

Dimanche 18 septembre 2011

1er tirage

Jackpot : 0 86 11 17 — Joker + : 3 710 167

2	4	7	14	17	21	25	32	33	36
37	49	50	53	55	60	62	64	67	68

Multiplicateur : x 1

2e tirage

Jackpot : 5 79 28 50 — Joker + : 3 965 307

1	4	8	11	12	15	16	24	27	28
29	30	34	35	37	43	46	57	59	63

Multiplicateur : x 2

EURO MILLIONS

Mardi 13 septembre 2011

9 28 30 32 49



Bons numéros	Bonnes étoiles	Nombre de gagnants en France	Nombre de gagnants en Europe	Gains (pour 250 F CFP)
5 +	☆ ☆	1	1	19 362 365 393
5 +	☆	3	6	44 423 532
5		2	5	17 769 403
4 +	☆ ☆	24	87	510 608
4 +	☆	331	1 470	26 431
4		549	2 786	13 949
3 +	☆ ☆	669	2 866	9 677
2 +	☆ ☆	9 005	41 124	3 102
3 +	☆	17 038	68 478	1 778
3		31 206	138 489	1 479
1 +	☆ ☆	46 512	213 139	1 682
2 +	☆	239 485	987 671	978
2		475 041	2 070 954	477
Joker + : 2 634 247				

Vendredi 16 septembre 2011

2 8 17 39 42



Bons numéros	Bonnes étoiles	Nombre de gagnants en France	Nombre de gagnants en Europe	Gains (pour 250 F CFP)
5 +	☆ ☆	0	1	1 789 976 133
5 +	☆	0	3	75 710 011
5		4	10	7 570 990
4 +	☆ ☆	9	54	701 014
4 +	☆	277	1 231	26 897
4		631	3 021	10 954
3 +	☆ ☆	585	2 489	9 498
2 +	☆ ☆	7 677	34 213	3 174
3 +	☆	12 110	54 940	1 885
3		28 197	126 376	1 384
1 +	☆ ☆	38 811	178 828	1 718
2 +	☆	176 136	790 199	1 050
2		412 961	1 815 692	465
Joker + : 3 266 861				

LISTE DES OUVRAGES DISPONIBLES A L'IMPRIMERIE OFFICIELLE

(Prix TTC)

- Budget général de la Polynésie française 2011	2 515 F CFP
- Codification du droit du travail (LP n° 2011-15 du 04/05/11 JOPF n° 27 NS)	1 313 F CFP
- Codification du droit du travail (broché).....	1 680 F CFP
- Budget général de la Polynésie française et budget des comptes spéciaux 2010.....	2 294 F CFP
- Notices des produits médicamenteux de la pharmacopée chinoise (JOPF n° 4 NS/2009)	1 092 F CFP
- Annexe à la loi du pays n° 2008-7 du 25 août 2008 relative au droit de douane (JOPF n° 42 NS du 5 septembre 2008)	2 835 F CFP
- Annexe à la loi du pays n° 2008-8 du 25 août 2008 relative à la nomenclature combinée (JOPF n° 43 NS du 5 septembre 2008)	2 877 F CFP
- Plan général d'aménagement de la commune de Nuku Hiva (JOPF n° 52 NS/2008)	263 F CFP
- Affiches "Accident du Travail"	174 F CFP
- Affiches "Défense de consommer"	174 F CFP
- Affiches "Loi sur l'ivresse"	267 F CFP
- Affiches "Réglementation sur le commerce des boissons" (français et tahitien)	696 F CFP
- Association des PTOM à la Communauté européenne	798 F CFP
- Barème des ANFA (10 F la feuille ou 1840 F l'ensemble)	2134 F CFP
- Budget général de la Polynésie française et budget des comptes spéciaux 2009.....	2 252 F CFP
- Budget général de la Polynésie française et budget des comptes spéciaux 2008.....	2 090 F CFP
- Budget général de la Polynésie française et budget des comptes spéciaux 2007.....	1 971 F CFP
- Budget général de la Polynésie française et budget des comptes 2006.....	2 667 F CFP
- Budget général de la Polynésie française et budget des comptes 2005.....	2 604 F CFP
- Code des marchés publics (Septembre 2004)	2 415 F CFP
- Code du travail (édition 2004)	3 938 F CFP
- Code de l'environnement (JOPF n° 1 NS du 27 février 2004) (broché)	882 F CFP
- Code de l'éducation (JOPF n° 3 NS du 25 août 2000).....	441 F CFP
- Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.....	1355 F CFP
- Code des communes de la Polynésie française	429 F CFP
- Code pénal (JOPF n° 8 NS du 2 août 1996)	378 F CFP
- Code de procédure pénale (JOPF n° 9 NS du 16 août 1996)	704 F CFP
- Code de procédure civile (broché)	630 F CFP
- Code de la mer en tahitien	798 F CFP
- Comptes-rendus intégraux des débats de l'assemblée de la Polynésie française (abonnement annuel).....	4 209 F CFP
- Convention collective des assurances	331 F CFP
- Convention collective de l'automobile	336 F CFP
- Convention collective du bâtiment et des travaux publics.....	940 F CFP
- Convention collective des banques	496 F CFP
- Convention collective du commerce	525 F CFP
- Convention collective du gardiennage.....	352 F CFP
- Convention collective de l'industrie hôtelière de Polynésie française	536 F CFP
- Convention collective de l'industrie	431 F CFP
- Convention collective de l'imprimerie, de la presse et de la communication.....	743 F CFP
- Convention collective du nettoyage	410 F CFP
- Examen pratique du permis de conduire (véhicules de catégorie A et sous-catégorie A1)	718 F CFP
- Instruction comptable de la Polynésie française (JOPF n° 1 NS du 2 janvier 2007 broché)	1 040 F CFP
- Instruction budgétaire et comptable M114 des communes.....	1 250 F CFP
- Recueil des textes sur la déconcentration de l'administration de la Polynésie française	945 F CFP
- Répertoire général des textes promulgués au BOEFO et JOPF de 1843 à 1996 (mise à jour).....	3 413 F CFP
- Statut de la fonction publique :	
Tome 1 : Dispositions générales (mise à jour au 31 janvier 2004).....	2 629 F CFP
Tome 3 : Filière de la santé (mise à jour au 30 avril 1999)	1 659 F CFP
- Table analytique et chronologique (année 1995).....	2 027 F CFP
- Table analytique et chronologique (année 1996).....	2 095 F CFP
- Table analytique et chronologique (année 1997).....	2 504 F CFP
- Table analytique et chronologique (année 1998).....	2 914 F CFP
- Table analytique et chronologique (année 1999).....	3 192 F CFP
- Table chronologique (année 2000)	1 250 F CFP
- Table chronologique (année 2001)	1 386 F CFP
- Table chronologique (année 2002).....	1 460 F CFP
- Tarif des douanes (édition 2004).....	5 670 F CFP

Consulter l'Imprimerie Officielle pour les autres ouvrages